

land

Die progressiven Kräfte

Die LSAP hadert mit dem Tripartite-Abkommen, muss aber an die Koalition und den Wahlkampf denken. Immerhin bleibt ihr noch die Steuerdebatte, um sich zu profilieren

Heilsgeschichte aus dem Osten

Der russische Ultranationalismus kann als „politische Religion“ aufgefasst werden. Beeinflusst dieser ideologische Überbau russischsprachige Gemeinschaften in Luxemburg?

Mudam : quatrième saison

La nouvelle directrice du Mudam, Bettina Steinbrügge, vient de prendre ses fonctions. Elle met les pieds dans une institution à l'histoire mouvementée. Retour sur les épisodes précédents

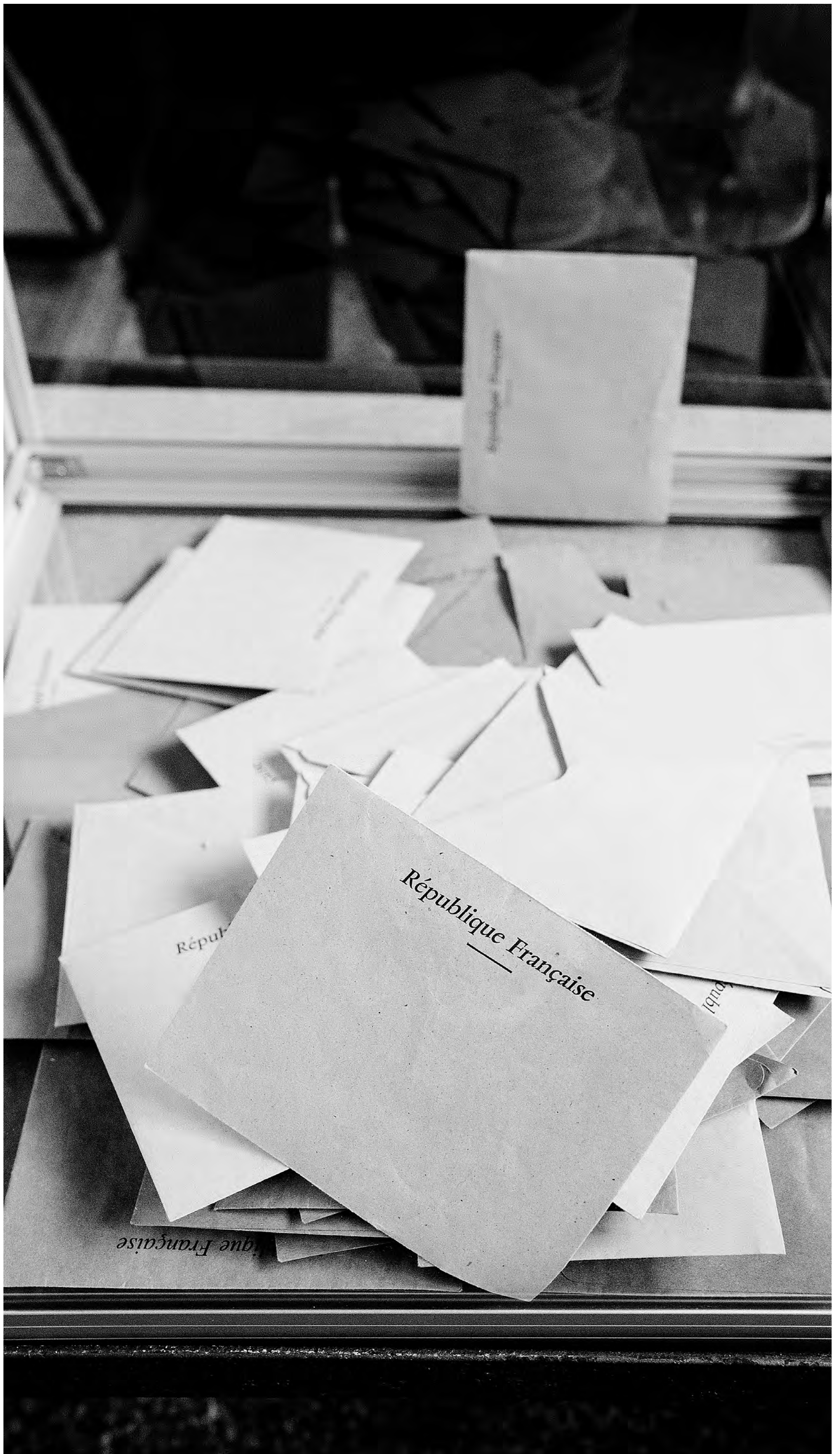
Une genèse personnelle des sanctions

Dans *Freezing Order*, le businessman et auteur Bill Browder expose par le biais autobiographique les mécanismes de la kleptocratie de Vladimir Poutine et de son blanchiment à l'international compris au Luxembourg

La Guerre civile en France

Le vote lorrain, le vote frontalier et le vote expat. Analyses du premier tour de la présidentielle 2022

Photo : Sven Becker





Bureaux de l'OGBL à Audun-le-Tiche : Portrait de John Castegnaro à côté de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

Les frontaliers et les frontistes

Bernard Thomas

Travailler au Luxembourg immunise-t-il contre le virus d'extrême-droite ?

À la section OGBL d'Audun-le-Tiche, on ne sentait pas de « sursaut républicain » ce mardi, mais de la fatigue, du dégoût et de la résignation face au second tour des présidentielles

Fondée il y a cinquante ans, la section OGBL d'Audun-le-Tiche est la plus ancienne des trois sections de frontaliers français du syndicat luxembourgeois. Son agence se trouve sur l'artère principale du village, dans une ancienne filiale de banque. Des drapeaux syndicaux y côtoient le portrait de Che Guevara, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen est accrochée à côté d'une photo de John Castegnaro. Ce mardi après-midi, une petite douzaine de syndicalistes frontaliers attendaient le début de la réunion mensuelle. L'ordre du jour portait sur l'index et l'organisation de la manif syndicale. La présidentielle française, dont le premier tour avait eu lieu deux jours auparavant, n'y figurait pas. Plutôt que du 24 avril, on se préoccupait du 1^{er} mai. Pour ces syndicalistes lorrains, il s'agissait quasiment d'un non-sujet. Face à un second tour Macron-Le Pen, on ne sentait pas de « sursaut républicain », mais beaucoup de lassitude, du dégoût et de résignation. La section OGBL d'Audun-le-Tiche regroupe tout le Pays-Haut avec ses anciens bastions cégétistes où Mélenchon a fini en tête, dimanche dernier. Le « vote barrage », c'était l'affaire du premier tour. On ne s'estime guère engagé dans un duel opposant la droite néolibérale à l'extrême-droite.

« Deux fois qu'on nous dit de faire un vote républicain. Je ne suis pas sûr que cette fois-ci ça marche... Les gens se sentent de moins en moins concernés », dit Gilbert Matarazzo. L'OGBL ne donnera pas de consigne de vote, dit cet ancien de Ville-roy & Boch. Ce ne serait d'ailleurs pas le rôle du syndicat luxembourgeois de s'immiscer dans la politique française. La déléguée des supermarchés Cora, Rachelle Gattullo, estime qu'entre collègues frontaliers, « le gros sujet, c'est l'index, pas la présidentielle ; ce qui se passe en France, cela ne les intéresse pas ». Slimane Agdour, délégué chez Cactus, estime que « le FN ne fait plus peur, les gens n'ont plus peur ; alors s'ils veulent essayer, qu'ils essaient, et ils vont voir... » Pour Sarah Boumedine, secrétaire syndicale et élue locale (divers gauche), « c'est devenu une banalité, cette élection ». Elle a vu passer peu de frontaliers au bureau de vote où elle travaillait dimanche dernier. Un seul des participants à la réunion, un retraité, exprime ouvertement son affolement : « Si elle est élue, je m'installerai au Luxembourg ! » Une autre personne lui rétorque : « Tu ne pourras même pas t'y payer une cave. »

Qu'un frontalier lorrain vote un parti prônant la « préférence nationale » peut sembler contradictoire, du moins vu du Luxembourg. Mais cette vision exprime finalement une forme d'arrogance envers les « métropolisés », comme si le contact

avec le Grand-Duché avait un effet civilisationnel, favorisant l'europanisation et la libéralisation des esprits. Or, on pourrait également émettre l'hypothèse inverse : Et si la traversée quotidienne de la frontière renforçait le nationalisme ?

Interrogé par le *Land*, le sociologue Philippe Hamman rappelle que l'expérience frontalière peut être vécue de manière très variée : « eux ne se sentent pas comme privilégiés ». Le sentiment de « se faire prendre de haut », de se heurter aux barrières linguistiques, pourrait ainsi conforter le vote protestataire. Mais ce ne sont là que des hypothèses. En fin de compte, on n'en sait rien : Aucune étude scientifique n'a jusqu'ici été conduite sur le comportement électoral des frontaliers. Probablement parce que, sur un total de 48,7 millions d'électeurs inscrits en France, ces 110 000 voix comptent trop peu. Il n'est donc même pas sûr qu'un vote spécifiquement frontalier existe, c'est-à-dire que le fait de travailler au Luxembourg ait un réel impact sur les mentalités politiques.

À côté de l'image convenue du « win-win », il existe une autre lecture de la Grande Région. Celle-ci considère la Lorraine comme « territoire métropolisé » par le « Grand Luxembourg ». Vu de Lorraine, le Grand-Duché est à la fois créateur de richesses et creusier d'inégalités. Car pour chaque salarié qui traverse la frontière, il y a un salarié qui reste au pays, et qui se retrouve souvent relégué en marge du système productif, dans des secteurs non-délocalisables et peu valorisés : commerce, garde des enfants, soin des personnes âgées. Gilbert Matarazzo évoque les « jalousies » : « Vous le voyez au niveau des maisons, des véhicules, où ils vont faire les courses ». Mais de nouveau, il n'y a pas de séparation nette. Beaucoup de frontaliers vivent dans des couples mixtes et ont derrière eux une carrière mixte. La réforme des retraites, qui domine actuellement la campagne, devrait donc également les intéresser.

Contacté par le *Land*, le professeur en science politique, Étienne Cricqui (devenu célèbre pour avoir supervisé le DEA de Xavier Bettel), fait une analyse prudente : « J'ai tendance à penser que le vote Rassemblement National est bien moindre chez les travailleurs frontaliers ». Au lendemain du second tour de la présidentielle de 2017, le *Républicain Lorrain* avait fait une analyse similaire, titrant : « Les frontaliers ont fait barrage ». Et de noter que « plus on s'éloigne de la frontière, plus Marine Le Pen est forte ». Or, à y regarder de plus près, les choses se compliquent. De nombreuses communes à forte proportion

de frontaliers ont pu massivement voter Le Pen, tandis que d'autres ont choisi Mélenchon.

« Une personne travaillant à Audun-le-Tiche et touchant le Smic [1 600 euros brut] ne pourra plus se loger à Audun-le-Tiche », dit le syndicaliste Gilbert Matarazzo. Sa collègue Sarah Boumedine évoque le changement sociologique des communes le long de la frontière, où énormément « de gens de la banque » se seraient installés. Le long de la frontière, jusque dans les derniers interstices ruraux, de nouvelles cités-dortoirs ont poussé comme des champignons. Ils portent des noms bucoliques (« Les champs dorés », « Les jardins du Maréchal ») et sont destinés aux employés gagnant un salaire luxembourgeois. La commune de Cattenom, où Macron vient de totaliser 35 pour cent des votes, s'est ainsi muée en une des localités les plus chères de Moselle, quitte à vivre à l'ombre de la centrale nucléaire. C'est dans les communes longeant la frontière luxembourgeoise que Macron enregistre ses meilleurs scores : 44 pour cent à Zoufftgen, 39 à Rodemack, 37 à Hettange-Grande, 36 à Volmerange-les-Mines et 35 à Mondorff.

« Le prix de l'immobilier s'envole dans les communes proches de la frontière », notait *Le Figaro* il y a trois semaines. « Les montants deviennent si déraisonnables que la population recule et s'installe plus loin, comme à Hayange ». Or, justement dans la vallée de la Fensch, les scores de Marine Le Pen dépassaient dès 2017 les 45 pour cent au second tour. Dimanche dernier, elle a totalisé 38,6 pour cent à Hayange, 37,7 à Knuttange et 38 pour cent à Nilvange. Ce sont là de petits villages avec de larges populations de salariés frontaliers.

Le discours antiraciste et écologiste tenu par Mélenchon a mobilisé un jeune électorat urbain et populaire. Les scores de La France Insoumise en Seine-Saint-Denis et dans les quartiers nord de Marseille ont été soviétiques, dépassant par endroits les soixante pour cent. Après des décennies d'érosion, Mélenchon a réussi à rajeunir les ceintures rouges du « communisme municipal ». Mais malgré ces percées locales, Mélenchon n'a pas réussi à reconquérir à grande échelle les vieilles régions à tradition industrielle, du Nord-Pas-de-Calais à la Lorraine, où se concentre l'électorat ouvrier. Même si dans les cités ouvrières de Longwy (29 pour cent), Mont-Saint-Martin (40,7), Fameck (39,2), Woippy (34,9) et d'Uckange (38,7), Mélenchon arrive en tête du premier tour, la carte électorale de la Lorraine reste largement bleu Marine. ●

Neuilly-sur-Alzette

Bernard Thomas

Qui sont les macronistes et zemmouriens du Luxembourg ?

La communauté française au Luxembourg a toujours été très fortement dominée par les droites. Le politologue à l'Uni.lu, Philippe Poirier, était délégué de l'UMP au Luxembourg, jusqu'à ce qu'il décide, en 2014, que cette fonction était « incompatible » avec ses activités de chercheur et de commentateur. Il connaît le microcosme de la droite française au Grand-Duché comme sa poche. Les résultats du vote à la Luxexpo ne l'ont pas surpris. Les Français du Luxembourg ressembleraient beaucoup aux Français du département des Hauts-de-Seine ou du XVI^e arrondissement parisien, estime-t-il. Revenus élevés, bons diplômes, souvent propriétaires de leur bien immobilier, codes sociaux très reconnaissables : « des yuppies, on aurait dit autrefois ». Leur vote correspond donc logiquement à celui de leurs compatriotes des beaux quartiers de l'Ouest parisien.

Dimanche dernier, à la Luxexpo, Macron a pu rassembler les votes des centristes, gaullistes, libéraux et sarkozystes, engrangeant 49 pour cent des 13 200 bulletins de vote. (Le taux de participation ne fut que de 47 pour cent.) Mais ce sont les 10,5 pour cent enregistrés par Éric Zemmour (contre 7,2 pour cent en France) qui ont choqué les Luxembourgeois. « C'est que les Luxembourgeois ne connaissent pas la société dans laquelle ils vivent », s'exclame Philippe Poirier, qui estime que ce vote devrait « surtout désarçonner certains libéraux luxembourgeois qui fréquentent ces gens-là ». Le choix en faveur de Zemmour d'une partie des expats français paraît d'autant plus absurde que les parti-

sans du polémiste d'extrême-droite scandaient « on est chez nous » et « rémigration » à leurs meetings de campagne.

La base électorale du vote Zemmour devrait en partie se recouper avec un milieu discret, mais qui a gagné en poids au Luxembourg : la haute bourgeoisie française ultracatholique, libérale sur les questions économiques et conservatrice sur les questions sociétales. Issus des grands centres urbains et portant souvent des noms à particule, ces Français s'identifiant à la droite dure travaillent pour la plupart dans les banques et les cabinets d'audit, mais on les retrouve également à la BEI et aux institutions européennes. Dans ce milieu, on cultive un certain train de vie : une maison dans la Ville de Luxembourg, un appartement dans l'Ouest parisien et une propriété de campagne.

Ce microcosme très conservateur a établi ses propres structures au Luxembourg, notamment scolaires. En septembre 2010, l'École Charlemagne a ouvert ses portes, promettant un enseignement basé sur « des méthodes classiques ayant fait leur preuve » et « en harmonie avec l'éducation familiale ». C'est très old school: Les garçons y portent des blouses bleues, les filles des blouses roses. Le DP avait aidé cette école privée à trouver son premier local au Limpertsberg, non pas par sympathie idéologique, mais par opportunisme économique. Ainsi, lorsque l'établissement rencontra des difficultés à renouveler son bail, les poids lourds de la place financière se mobilisèrent en sa faveur :

Société Générale, BGL-BNP Paribas, PWC et la Banque de Luxembourg adressèrent des courriers au Premier ministre, Xavier Bettel, lisait-on dans le *Wort* en 2017.

L'image d'une communauté composée exclusivement de banquiers privés et de résidents fiscaux est évidemment réductrice. Les votes en faveur de Jean-Luc Mélenchon, qui finit deuxième au Luxembourg avec 12,8 pour cent, et de Yannick Jadot (7,9 pour cent) témoignent qu'il existe un « peuple de gauche », même parmi les Français du Luxembourg. Mais la prévalence de la droite reste écrasante. Elle n'est pas un fait nouveau. Déjà en 2017, Emmanuel Macron avait réuni 42 pour cent au premier tour, devançant François Fillon (32 pour cent). En 2012, Nicolas Sarkozy avait recueilli 39 pour cent des suffrages, soit douze points de plus qu'en France. Devenue un vote des classes populaires, Marine Le Pen n'a jamais réussi sa percée au Luxembourg : Son score reste coincé entre six et sept pour cent depuis 2012.

L'hégémonie du vote Macron n'aura pas uniquement réjoui Xavier Bettel, qui affiche sa proximité avec le président français (un peu comme Juncker était présenté comme le « Junior » de Kohl) au point de faire campagne à ses côtés, mais également le Stater DP. Les expats français ont remplacé les ouvriers portugais comme principale nationalité étrangère dans la Ville. Entre 2012 et 2021, le nombre de Portugais a chuté de 14 084 à 12 700, alors que le nombre de Français est monté de 14 173 à 21 199. (On comptait 37 799

Le vote français, de tendance droite libérale, sera une des clefs de la conquête du Knuedler aux élections communales de 2023

résidents de nationalité luxembourgeoise au 31 décembre dernier.) Le vote français, à tendance fortement libérale, sera une des clefs de la conquête du Knuedler aux élections communales de 2023. À condition de savoir le mobiliser. ●

La Guerre civile en France

Bernard Thomas

Deux ans après le Grand confinement, le Luxembourg redécouvre sa vulnérabilité par rapport aux pays-voisins. Un rappel qu'en dehors du cadre européen, sa souveraineté nationale est une illusion

Le Grand-Duché se rêvait en plateforme hors-sol de la finance mondiale, reliée à Dubaï, New-York, Singapour et Londres ; en mars 2020, il s'est brutalement réveillé aux réalités géographiques, très tangibles et carrément claustrophobes. Alors que l'Allemagne fermait les frontières, la ministre de la Santé redoutait la réquisition du personnel soignant lorrain, ce qui aurait conduit à l'effondrement du système de santé luxembourgeois. Cela serait sa « plus grande peur intérieure », avouait Paulette Lenert (LSAP) en octobre 2020 sur *RTL-Radio*. Le Luxembourg redécouvrirait sa dépendance vis-à-vis des pays voisins. Sans frontières, le Luxembourg risquait, littéralement, l'asphyxie.

Les leçons du Grand confinement ont été vite oubliées. Lors des négociations tripartites, le gouvernement avait un moment mis sur la table l'option d'un « chèque énergie ». Celui-ci était très généreux, puisqu'il était réservé aux seuls salariés et pensionnés résidents. Une proposition indécente aux dépens des frontaliers que les syndicats ne pouvaient accepter. (Même la très corporatiste CGFP sait qu'une partie non négligeable de ses adhérents habite désormais de l'autre côté des frontières.) Cet épisode éphémère, qui a fuité de la blackbox tripartite, illustre le mode par défaut de la politique luxembourgeoise, de la réforme des bourses d'études en 2010 à l'éternelle résistance aux rétrocessions fiscales.

La perspective d'une République française présidée par Marine Le Pen est un nouveau rappel de la vulnérabilité inhérente à un petit État, qui croyait dans une téléologie de l'intégration européenne. Ce lundi, sur *Radio 100,7*, le eurodéputé Charles Goerens (DP) déclara que « pour nous, en tant que Luxembourgeois, l'élection qui se tiendra dans quatorze jours, sera plus importante, aura un plus grand impact que les prochaines *Chamberwalen* [élections législatives] que nous aurons ici au Luxembourg ». Face à l'anéantissement du paysage politique français, les politiciens luxembourgeois semblaient stupéfaits. Dans *Le Quotidien*, l'émersion grise du LSAP, Alex Bodry, admettait que le Parti socialiste français « a perdu beaucoup en crédibilité », ce qui sonnait comme un sacré *understatement*. Poussant « un long soupir », le président du CSV, Claude Wiseler, se disait « effrayé » par un changement d'échiquier « difficilement imaginable il y a quelques années ». Face à *L'Essentiel*, enfin, le très peu diplomatique ministre des Affaires étrangères,

Jean Asselborn (LSAP), estimait que la France serait « dans une sorte de guerre civile politique ».

Le 23 avril 1981, à deux semaines et demie de l'élection de François Mitterrand à la présidence française, le Luxembourg avait tenté de tirer son épingle du jeu, en consolidant le secret bancaire, plaçant les opérateurs financiers sous l'article 458 du code pénal (dit « Hebammen-Paragraphe ») aux

côtés des médecins, pharmaciens, sage-femmes et autres « personnes dépositaires [...] des secrets qu'on leur confie. » En juillet 2007, dans les premières semaines de la présidence Sarkozy, le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker avait donné une interview au *Monde* dans laquelle il réprimandait le nouveau président français qui avait osé réclamer une plus grande influence politique sur la politique monétaire européenne.

Juncker l'invita à « résolument réduire le niveau de ses dépenses publiques ». Une humiliation publique qui avait probablement coûté au Premier ministre luxembourgeois le poste de président du Conseil européen.

Mais cette fois-ci, les enjeux pour le Luxembourg dépassent de loin les manœuvres financières et diplomatiques, ils sont existentiels. Que signifierait

une France en voie d'« orbanisation » ? Une France limitant les droits des minorités (à commencer par ceux des femmes voilées), neutralisant peu à peu les contre-pouvoirs médiatiques, ridiculisant les autorités judiciaires, refusant d'appliquer les arrêts gênants de la Cour de Justice de l'UE, réécrivant les programmes scolaires... La pandémie du Covid-19 et la guerre de Poutine ont rappelé que le pire peut arriver (près de) chez nous. ●

Audun-le-Tiche dans l'entre-deux-tours



LEITARTIKEL

Fissures

Stéphanie Majerus

Kurz vor Mitternacht kündigte die Europäische Kommission am 31. Dezember ein Geschenk an Frankreich an: Atomkraft soll in die grüne Taxonomie aufgenommen werden. Die grünen Minister Claude Turmes und Carole Dieschbourg stellten sich im Januar entschlossen hinter Österreich, das eine Klage vor dem Europäischen Gerichtshof einzureichen plante. Sechs Mitgliedstaaten reihten sich in diesen deutsch-österreichisch-luxemburgischen Kurs ein. Claude Turmes behauptete damals gegenüber dem *Land*, die Freundschaft von Xavier Bettel und Emmanuel Macron „endet mit der Cattenom-Akte“, auch der Premier unterstützte den Ausstieg aus dem Atomstrom.

Vergangenes Jahr wurde auf dem Luxfilmfest *An Zéro* gezeigt; der Film thematisiert was mit Luxemburgs Einwohnern im Falle eines Atomunfalls geschehen würde. Vier Reaktoren befinden sich 25 Kilometer von Luxemburg-Stadt entfernt; „Cattenom“ ist das siebtgrößte Atomkraftwerk der Welt. Militante Bürgerschriftsteller wie Guy Rewenig oder Guy Wagner schrieben in den 1970ern gegen Atomkraftwerke an. Zuletzt musste sich ein älterer Mann in Yorick Schmits *Eng Stëmm an der Stëllt* (2019), um verwaiste Tiere kümmern, nachdem es zu einem Reaktorunfall in Cattenom kam. In Luxemburgs Kunstszene war die Angst vor Atomreaktoren fest verankert.

Der FEDIL Geschäftsführer René Winkin riet Ende März im *Land*, die Anti-Nuklear-Fraktion solle die geplante EU-Klage zurückziehen: Die Zahlen seien eindeutig, die Atomkraft helfe bei der Energiewende. Er weiß, dass er nun die Mehrheitsmeinung hinter sich hat, denn der Krieg in der Ukraine und die damit einhergehenden Sanktionen üben einen hohen Druck auf den Energiesektor aus. Am CSV-Nationalkongress Ende März sagte Claude Wisler etwas zaghaft: „A mir brauchen nach an Europa... männer zu Lëtzebuerg ... mee trotzdem, eng Diskussioun iwwert den Nuklear“. Er selber sei kein Freund von Atomstrom, aber man dürfe sich keinem Dialog verschließen, da man sich aus „Erpressungssituationen“ gegenüber anderen Staaten lösen müsste.

In der Tat verbucht die Nuklearenergie einige Vorteile, die fossile Brennstoffe nicht bieten, wie weniger CO₂ Ausstoß. Zudem liegen die Todesopfer-Zahlen viel niedriger als bei Öl und Gas, wie Statistiken von *Our World in Data* festhalten. Anders als Erneuerbare weist Atomstrom allerdings viele Nachteile auf: Es besteht keine zufriedenstellende Lösung für die Endlagerung von Atommüll; ihre Herstellung ist erheblich teurer als die von erneuerbaren Energien; an sie gekoppelt ist dubiose Militär-Forschung, und obwohl Claude Wisler sie im Zusammenhang mit energiepolitischen Unabhängigkeitsbestrebungen nennt, wird Uran mehrheitlich aus Kasachstan importiert. Darüber hinaus muss man fragen: Wer hat schon erlebt, dass in einer Region behinderte Kinder zur Welt kommen, weil dort ein Windrad umgekippt ist?

Jetzt werden Umweltschützerinnen und Atomstromgegner belehrt, sie seien Ideologen. Aber hätte nicht massiv in erneuerbare Energien investiert werden müssen, als 1990 ein Bericht des Weltklimarats erstmals die wahrscheinlichen Auswirkungen der globalen Erwärmung berechnete? Trotzdem werden mehr fossile Brennstoffe denn je genutzt. Seit dem letzten IPCC-Bericht am 4 April wurden sieben neue Gas und Öl-Projekte bewilligt. Um von Braunkohle, Öl und Gas loszukommen, tingelt nun Emmanuel Macron durch seine Wahlveranstaltungen und spricht davon, „die Atomkraft neu zu erfinden“. Diese Woche meldeten erneut verschiedene Quellen Risse in den Leitungen des Kühlsystems in Cattenom. Carole Dieschbourg und Claude Turmes bestehen nun auf eine Sitzung mit der Informationskommission von Cattenom, um über die Einzelheiten des Problems informiert zu werden. So wirklich will man Macrons Atomprojekt doch nicht hinterher tingeln.

GESUNDHEIT

Wonnerléisung

Um sich und ihr Personal nicht strafbar zu machen, hatte die Direktion des Centre hospitalier du Nord (Foto: sb) am 4. April ihre *Maternité* wegen eines Mangels an Kinderärzten präventiv geschlossen. Die politische Entrüstung war groß, auch weil LSAP-Gesundheitsministerin Paulette Lenert noch am Tag der Schließung im *RTL Radio* gesagt hatte, es gäbe keine „Wonnerléisung“. Die scheint es nun doch zu geben, denn am Donnerstag vor einer Woche teilte die Regierung mit, dass CHdN und CHL ein Konzept für eine zeitnahe Wiedereröffnung der Geburtenstation in Ettelbrück ausgearbeitet hätten, das auch die Zustimmung von Lenert und Sozialminister Claude Haagen (LSAP) gefunden habe. Demzufolge sollen in der *Maternité* des CHdN vor allem Schwangerschaften mit geringem Risiko durchgeführt werden. Bei unerwarteten Risikogeburten soll ein Team aus Anästhesisten sich um die Wiederbelebung der Neugeborenen kümmern und dabei auf die Tele-Expertise der Neonatologen aus dem CHL zurückgreifen können. Unklar ist noch, was passiert, wenn Mutter und Kind gleichzeitig in Lebensgefahr sind. In dem Fall könnte der Samu néonatal des CHL zum Einsatz kommen, der personell aufgestockt werden soll.

Wann die Ettelbrücker *Maternité* wiedereröffnen soll und wie die neuen Maßnahmen genau umgesetzt werden sollen, ist noch unklar. Vieles spricht aber dafür, dass die Anästhesisten aus Ettelbrück sich diese Zusatzleistung nun bezahlen lassen, denn schließlich waren sie es, die zusammen mit den Gynäkologen die Schließung der *Maternité* erwirkt und damit politischen Druck ausgeübt hatten. Fragen stellen sich auch zum Samu néonatal des CHL, der bereits jetzt zeitweise überlastet ist. Seine personelle Aufstockung dürfte nicht einfach werden, denn CHL und Hôpitaux Robert Schuman suchen schon seit längerem nach Neonatologen, meistens vergeblich. Ein ähnliches Problem wie in Ettelbrück stellt sich schon seit zehn Jahren im Centre hospitalier Emile Mayrisch (Chem) in Esch/Alzette, wo es ebenfalls an Kinderärzten fehlt. Ob die Zusammenarbeit mit dem CHL nun auch auf das Chem ausgeweitet wird und die Bedingungen auch für seine Anästhesisten angepasst werden, ist noch unklar. In Esch stellt man sich jedenfalls die Frage, ob erst ein Unglück passieren muss oder Ärztinnen ihre Arbeit niederlegen müssen, bevor auf politischer Ebene gehandelt wird. ll

T R I P A R T I T E

Der soziale Frieden

In einer in dieser Woche erschienenen Sonderausgabe seines Magazins *Aktuell* schildert der OGBL den Ablauf der Tripartite-Verhandlungen aus seiner Sicht. Der Bericht gewährt interessante und zum Teil sehr lustige Einblicke in das Vorgehen der Sozialpartner. Vor allem die eher progressiven

Regierungsvertreter von LSAP und Grünen machen dabei keine gute Figur. Demnach habe Wirtschaftsminister Franz Fayot (LSAP) OGBL-Präsidentin Nora Back schon am 9. März telefonisch zu der Verhandlungsrunde eingeladen, um ihr zu erklären, dass es vor allem um den Index gehen solle, der den Betrieben in der aktuellen Situation „das Genick breche“. Am ersten Verhandlungstag habe die Regierung gleich zu Beginn ein düsteres Bild der Wirtschaftslage (Fayot) und der Staatsfinanzen (Yuriko Backes) gezeichnet. In der Folge hätten insbesondere die LSAP-Ministerinnen Paulette Lenert, Georges Engel und Franz Fayot die Forderungen des Unternehmerverbandes UEL verteidigt, dessen Präsident Michel Reckinger als Kompensation für die Annualung von zwei Indexranchen eine einmalige gestaffelte staatliche Prämie vorgeschlagen habe. Die grünen Minister Claude Turmes und François Bausch hätten sich ihrerseits „schockiert“ gezeigt über die Forderungen der Gewerkschaften, die TVA und die Akzisen auf Energieprodukten zu senken und die Steuertabelle an die Inflation anzupassen, weil diese Maßnahmen für den Staat nicht zu bezahlen seien. Den Vortrag von Nora Back hätten die beiden ständig durch Zwischenrufe unterbrochen. Am zweiten Verhandlungstag habe die Regierung sich etwas gewerkschaftsfreundlicher verhalten und angekündigt, nur eine Indexranche verschieben zu wollen. Die UEL habe laut *Aktuell* darauf folgendermaßen reagiert: „Sollte(n) Regierung und Gewerkschaften eine weitergehende Indexmanipulation, am besten bis 2026, ablehnen, würde die UEL ‚den sozialen Frieden kündigen‘“, was der OGBL in seiner subjektiven Schilderung mit dem sarkastischen Zusatz „was auch immer das heißen mag“ vermerkt. ll

M I G R A T I O N

International Dog Show

Wegen der Hundemesse International Dog Show am

Osterwochenende müssten hunderte ukrainischer Flüchtlinge kurzfristig aus der Halle 7 der Luxexpo ausziehen, behauptete der Piraten-Abgeordnete Sven Clement diese Woche auf *Twitter* und bat die Handelskammer als Hauptaktionär und die Stater Schöffen Serge Wilmes (CSV) und Patrick Goldschmidt (DP) vergeblich um eine Erklärung. Ganz falsch ist das wohl nicht, doch Außenminister Jean Asselborn (LSAP) erklärte dem *Land*, die Luxexpo habe ihn rechtzeitig darüber in Kenntnis gesetzt, dass die Geflüchteten am 11. April aus Halle 7 raus müssten; die Dog Show und nachfolgende Großveranstaltungen abzusagen, hätte viel Geld gekostet. Deshalb habe das Ona mit dem CGDIS die Lösung einerer Zeltstadt auf einem Parkplatz gefunden, die mindestens bis Herbst dort bleiben kann. Weil befürchtet wurde, der Zeltbau werde nicht rechtzeitig fertig, mussten Soldaten innerhalb von drei Tagen in der wegen der Osterferien leerstehenden Sporthalle des Limpertsberger Lycée Technique du Centre Betten aufrichten. Da am Dienstag wieder die Schülerinnen kommen, werden die Soldaten ihr Osterwochenende nun damit verbringen müssen, die Betten wieder abzubauen. Mittelfristig soll das Bâtiment T beim Sitz des Europäischen Gerichtshofs, wo früher die Übersetzer untergebracht waren, als Erstaufnahmeeinrichtung für Geflüchtete eingerichtet werden, wo Hunderte Menschen Platz finden können. Nach und nach sollen sie dann auf andere Unterkünfte in umgebauten Hotels, etwa in Differdingen und Echternach, verteilt werden, sagte Asselborn. ll

W O H N U N G S B A U

Kolonialisierung

Die hohen Wohnungspreise haben zur Folge, dass immer mehr Einwohnerinnen Luxemburg verlassen, um sich in der Grenzregion niederzulassen. Das berichtete *Radio 100,7* am Donnerstag und berief sich dabei

auf Zahlen des Stateg. Fast die Hälfte der 3 063 Auswanderer im Jahr 2021 seien jungen Menschen zwischen 20 und 39 Jahren gewesen. In der Alterskategorie der Über-60-Jährigen seien es nur 9 Prozent gewesen. Daraus schließt das Stateg, dass vornehmlich junge Menschen auswandern, die zwar noch in Luxemburg arbeiten, sich aber dort keine Wohnung mehr leisten können. Dieser Migrationsdruck hat zur Folge, dass auch in der Grenzregion die Bevölkerung und die Immobilienpreise steigen und immer mehr Gebietsansässige, die nicht über luxemburgische Löhne und Sozialtransfers verfügen, in entlegene Regionen vertrieben werden. Insbesondere in der französischen Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette ist man über diese Entwicklung wenig begeistert, vor allem weil die Grenzpendler ihre Lohnsteuern in Luxemburg zahlen, wodurch den französischen Gemeinden das Geld fehlt, um ihre Infrastruktur dem Bevölkerungswachstum anzupassen (*d'Land* vom 12.02.2021). Die Forderungen von französischen Politikern nach einer Steuerrückführung hat die luxemburgische Regierung bislang stets abgelehnt. ll

Mietsubvention

Im vergangenen Jahr haben lediglich 20 Prozent aller berechtigten Haushalte die staatliche Mietsubvention bekommen (7 146 von 36 000). Der Anteil hat sich in den vergangenen fünf Jahren zwar mehr als verdreifacht (2016 lag er bei 6 Prozent), doch noch immer profitieren vier Fünftel aller Mieterinnen nicht von der staatlichen Hilfe, die ihnen eigentlich zusteht. Das geht aus der Antwort des grünen Wohnungsbauministers Henri Kox auf eine parlamentarische Anfrage des DP-Abgeordneten Max Hahn hervor. Um herauszufinden, weshalb so wenige Mieterinnen die Subvention beantragen, hat Kox eine Studie beim Observatoire de l'habitat in Auftrag gegeben. Sozialarbeiterinnen berichten, dass einerseits die

Beantragungsprozeduren kompliziert und langwierig seien, andererseits seien viele der Berechtigten nicht darüber in Kenntnis, dass diese Hilfe ihnen überhaupt zusteht. Kox' Hinweis, dass dies bei anderen Sozialhilfen auch der Fall sei, dürfte für die Betroffenen nur ein schwacher Trost sein. Die Fondation Idea der Handelskammer hatte in ihrem letzten Papier zum Wohnungsbau bereits auf diesen Missstand hingewiesen und vorgeschlagen, die Mietsubvention automatisch von der Einkommenssteuer abzusetzen. In ihrem Solidaritéitspak hatten die Sozialpartner vergangene Woche auch eine Erhöhung und Ausweitung der Mietsubvention beschlossen. ll

U K R A I N E - K R I E G

Heal the world

Auch im post-pandemischen, latent depressiv-spätkapitalistischen Zeitalter glauben noch Menschen an das Gute im homo sapiens. Am 18. April um 15 Uhr ruft die „Friddensplattform“ gemeinsam mit dem OGBL unter dem Motto „Stoppt de Krich“ zu einem Friedensmarsch auf. Die Forderungen sind glasklar: Kriegsstop in der Ukraine und weltweit, Diplomatie statt Kriegshysterie, Abrüstung und Abschaffen von Massenvernichtungswaffen, konsequente Klimapolitik und soziale Gerechtigkeit. Klingt hervorragend, aber auch irgendwie wie eine Utopie aus den 60er-Jahren, die Realpolitik ignoriert. „Dat do ka jo net d'Zukunft si vun der Jugend. Dat kann et jo net sinn. Ëmmer méi Waffen, ëmmer méi Ongerechtegkeeten op der Welt, dat ka jo net hir Zukunft sinn“, sagt der Friedensaktivist Raymond Becker. Die Hoffnung stirbt zuletzt. Treffpunkt Glacis. sp

Blog

Die progressiven Kräfte

Luc Laboulle

Die LSAP hadert mit dem Tripartite-Abkommen, muss aber an die Koalition und den Wahlkampf denken. Immerhin bleibt ihr noch die Steuerdebatte, um sich zu profilieren

Flügelkämpfe „Ist die S.A.P. nur noch ein Gefälligkeitsinstitut für verdienstvolle Supportergruppen, nur noch ein Vermittlungsbüro für Sonderwünsche, Privilegien, Präferenzposten? Oder kann die sozialistische Partei wieder zur fortschrittlich orientierenden nationalen Bewegung werden, die gleiche Chancen und gleiche Gerechtigkeit für alle in einer Atmosphäre des nationalen Fortschritts anstrebt?“, fragte Leo Kinsch am 6. Juni 1969 im *Land*. Nach der Regierungskrise von 1968 herrschten in der LSAP ideologische Flügelkämpfe. Antoine Weiss und Matthias Hinterscheid vom LAV, der eben erst mit dem kommunistischen FLA fusioniert war, forderten eine Erbschaftssteuer in direkter Linie und die Verstaatlichung der Mietwohnungen. Dem gemäßigten oder „rechten“ Flügel um Parteipräsident Henry Cravatte und Albert Bousser, der auf eine Wiederannäherung an die CSV drängte, gingen diese Forderungen zu weit. Es war auch eine Auseinandersetzung zwischen der gewerkschaftsnahen Escher Sektion und der vor allem aus reformistischen Nord-, Ost- und Zentrumspolitikern zusammengesetzten Parteileitung.

Flügelkämpfe hat es in der LSAP schon immer gegeben. Zuletzt war das vor zehn Jahren der Fall. Nach der Wirtschafts- und Finanzkrise von 2008 waren die Gewerkschaften gemeinsam auf die Straße gegangen. Nachdem die Tripartite 2010 gescheitert war, berief die LSAP einen außerordentlichen Kongress ein, auf dem die Escher Delegierten um Vera Spautz, Nando Pasqualoni und Dan Kersch heftige Kritik an der Parteileitung übten und dadurch noch Änderungen am Sparpaket der Regierung erzwingen konnten. Auch die Tripartite von 2011 scheiterte, doch diesmal wurde das Sparpaket von CSV- und LSAP-Ministern hinter verschlossenen Türen beschlossen. Bei den Kammerwahlen 2013 sanken die Sozialisten auf 20 Prozent, bei den Europawahlen 2014 verloren sie fast 8 Prozent.

Gauche unie Im Anschluss veröffentlichten die Parteinteilektuellen Ben Fayot und sein Sohn Franz, Marc Limpach und Christophe Schiltz von der Fondation Robert Krieps ihr Positionspapier *Krise und Aufbruch der LSAP*, das die Grundlage für die politische Neuausrichtung der Partei legen und ihr wieder zu alter Stärke (wie 1964 und 1984) verhelfen sollte. Die Autoren waren zu dem Schluss gekommen, die progressiven Kräfte könnten nur eine breite Zustimmung in der Gesellschaft finden, „wenn die LSAP diese durch eine kohärente und integriert fortschrittliche Gesellschaftsvision bündelt, in Diskussion und Kooperation mit der Zivilgesellschaft, den Gewerkschaften und allen linken, fortschrittlichen, sozial-ökologischen und linksliberalen Kräften.“

Nachdem die Sozialisten 2017 die Gemeindewahlen verloren und bei den Parlamentswahlen 2018 in ein weiteres historisches Tief fielen, ging es in der Corona-Pandemie wieder bergauf. Inzwischen ist die LSAP in den Umfragen zweitstärkste Partei, knapp hinter der CSV. Von größeren politischen Skandalen blieb sie zuletzt verschont (sieht man mal von Jeannot Kreckés und Etienne Schneiders Russland-Verbindungen ab). Die hohe Zustimmung hat sie aber weniger ihrer fortschrittlichen Gesellschaftsvision zu verdanken, als der außerordentlichen Beliebtheit von Gesundheitsministerin Paulette Lenert, die sie im Januar aus PR-Gründen zur Vize-Premierministerin gekürt hat und im nächsten Jahr als Spitzenkandidatin in die Wahlen schicken will. Der ewige Juniorpartner möchte endlich wieder stärkste Partei werden und zum ersten Mal in seiner Geschichte die Premierministerin stellen. Deshalb hatten die Sozialisten in den vergangenen Monaten peinlich darauf geachtet, Flügelkämpfe intern zu regeln und nach außen geschlossen aufzutreten. Kritische Stimmen wurden von der Parteileitung dazu aufgefordert, ihre Anliegen nicht in die Öffentlichkeit zu tragen.

„Solidaritéitspak“ Seit die Tripartite vor zwei Wochen am OGBL gescheitert ist, droht die Geschlossenheit wieder zu bröckeln. Es wird immer offensichtlicher, dass der „Solidaritéitspak“ eigentlich ein fauler Kompromiss ist. Zwar gewährt der mit Steuergeldern finanzierte Steuerkredit den unteren Einkommenschichten etwas mehr Geld, als ihnen bei der verschobenen Indextranche zugestanden hätte, doch anders als bei einer Lohnerhöhung ist er nicht abgabenpflichtig und wird demzufolge auch nicht auf die Renten angerechnet. Zudem kommt die Senkung des Spritpreises vor allem den oberen Einkommenschichten zugute. Nicht zuletzt steht das Narrativ der Regierung, die prophylaktische Verschiebung der Indextranche vom August 2022 beuge einer Welle von Betriebsschließungen und Arbeitslosigkeit vor, auf



Beim Kongress vor fünf Wochen in Vianden

Der OGBL, der nach zwei Jahren Anti-Corona-Demos darauf brennt, endlich wieder die Straße zu besetzen, hat der Regierung und insbesondere der LSAP nun einen Strich durch die Rechnung gemacht

wackeligen Beinen, denn kurz nach der Schnürung des Solidaritéitspak meldete die CSSF, dass die Gewinne der Luxemburger Banken 2021 um 30 Prozent gestiegen seien, obwohl die UEL bei der Tripartite noch geklagt hatten, wie schlecht es der Wirtschaft gehe. Das veranlasste selbst CGFP-Präsident Romain Wolff dazu, am Wochenende in einem *Facebook*-Post zu fragen, wo denn da die Solidarität bliebe. Bevor die Frage aufkam, ob die CGFP das Tripartite-Abkommen wieder aufkündigen wolle, hat er den Beitrag gelöscht.

Die LSAP, die sich nach wie vor als „progressive politische Kraft“ wahrnimmt, gab sich in der vergangenen Woche redlich Mühe, ihren Mitgliedern die Vereinbarung als „Akt der Solidarität von Besserverdienenden gegenüber von Geringverdienern“ zu verkaufen. Der Abgeordnete Mars Di Bartolomeo sprach im *RTL Radio* von einem „zolitenn Accord“, was sich schon alleine daran erkennen lasse, dass die CSV ihn mittrage. Auch Ko-Präsident Dan Biancalana verteidigt im Gespräch mit dem *Land* den Solidaritéitspak, der trotz interner Diskussionen die Zustimmung von Parteileitung und Kammerfraktion erhalten habe. Selbst die Jungsozialisten können ihm nur Gutes abgewinnen, denn schließlich saßen Beschäftigte und Betriebe im selben Boot, sagt ihr Ko-Vorsitzender Amir Vesali dem *Land*. Und Max Leners, Mitglied der Parteileitung, riet in einem Gastbeitrag im *Tageblatt* dem OGBL, „anstatt jetzt tagelang über eine Indextranche zu streiten, wäre es besser, sich als progressive Kräfte dieses Landes auf reale Ziele zu fokussieren“: „Erhalt unserer Umwelt, eine humanistische Arbeitswelt, ein gerechteres Steuersystem und eine baldige Beendigung der Wohnungskrise“. Am 20. April wollen die für den „Kompromiss“ verantwortlichen Ministerinnen Paulette Lenert, Franz Fayot und Georges Engel in einem *Facebook*-Live Fragen zur Vereinbarung beantworten.

Es ist davon auszugehen, dass auch OGBL-Mitglieder an dem Event teilnehmen werden, das die Parteileitung in weiser Voraussicht im unpersönlicheren und einfacher zu kontrollierenden virtuellen Raum veranstaltet. Kritiker gibt es in der LSAP durchaus, nur dass sie – anders als 2010 – nicht mehr öffentlich in Erscheinung treten. Dan Kersch hatte zwar kurzzeitig angedeutet, seine neue Rolle als linker LSAP-Abgeordneter ernst nehmen zu wollen (*d’Land* vom 01.04.22), unterwarf sich schließlich aber dem Fraktionszwang. Tina Koch, LSAP-Vize-Präsidentin und

Vorsitzende der Frauenabteilung OGBL Equality, musste ein geplantes Telefongespräch mit dem *Land* am Dienstag wegen einer Covid-Erkrankung absagen. Tom Jungen, LSAP-Generalsekretär und Filialleiter des Düdelinger OGBL-Büros, ließ unsere Anfrage unbeantwortet. Wieder sind es die eher linken, aber inzwischen einflusslosen Kreise aus der Escher Sektion, die Kritik am Abkommen üben und Partei für den OGBL ergreifen, diesmal jedoch vorwiegend hinter vorgehaltener Hand. Einige von ihnen verteilten in dieser Woche mit dem OGBL Traktate und der beigeordnete OGBL-Zentralsekretär Stefan Osorio hatte nach der Unterzeichnung seinen Austritt aus der LSAP publik gemacht (je nach Quelle hätten insgesamt fünf bis zehn Mitglieder die Partei verlassen). Einen offenen Schlagabtausch lieferten sich lediglich zwei *has-beens*: Robert Goebbels’ von *RTL* veröffentlichter Leserbrief *An OGBL-Präsidentin Nora Back* stieß beim Patronat auf viel Zuspruch, von René Kollwelter wurde er im *Tageblatt* verriessen.

Wahlkalkül Das im Positionspapier von 2014 erklärte Ziel, die progressiven Kräfte zu bündeln, hat die LSAP nicht erreicht. Das Tripartite-Abkommen hat lediglich bewirkt, dass OGBL, Linke und KPL noch näher zusammengedrückt sind. Dessen ist sich auch die Parteileitung bewusst. Doch insgesamt ist die Vereinbarung für die LSAP und die gesamte Regierung aus wahlstrategischen Gründen gar nicht so schlecht. Sollte der Statec mit seinen letzten Prognosen recht behalten, würde im kommenden Jahr keine Indextranche entfallen. Im April 2023 wird aber die verschobene Tranche vom August 2022 ausbezahlt. Für die Betriebe macht es wohl keinen großen Unterschied, ob sie acht Monate früher oder später fällt. Für die Politik schon. Denn im Juni sind Gemeindewahlen und im Oktober Parlamentswahlen, da kommt eine Indextranche in der heißen Wahlkampfphase gerade recht. Wohl auch deshalb hat die CSV die Vereinbarung mitgetragen, obwohl kaum eine ihrer Forderungen erfüllt wurde.

Und selbst wenn die Statec-Vorhersage nicht stimmen sollte: Die verschobene Tranche im April 2023 entfällt auf jeden Fall – sowohl bei niedriger als auch bei höherer Inflation. Und damit es im Superwahljahr nicht zu größeren Unruhen kommt, wurde bei der Tripartite jetzt schon vorsorglich vereinbart, jede potenzielle (weitere) Tranche von 2023 auf 2024 zu vertragen.

Superreiche Der OGBL, der nach zwei Jahren Anti-Corona-Demos darauf brennt, endlich wieder die Straße zu besetzen (am 1. Mai wird ein Protestzug vom Bahnhof zum Neimënster ziehen), hat der Regierung und insbesondere der LSAP nun einen Strich durch die Rechnung gemacht. Doch eine Chance bleibt den Sozialisten noch, um sich vor den Wahlen als progressive Kraft zu beweisen. Es ist die „große Steuerdebatte“ im Parlament, die sie nach dem Scheitern der „großen Steuerreform“ beantragt haben und die eigentlich schon Anfang dieses Jahres hätte stattfinden sollen. „Aktualitätsbedingte“ wurde sie aber auf unbestimmte Zeit verschoben. Laut Biancalana soll sie noch „vor Ende des Jahres“ stattfinden; „vor den Wahlen“ sagen Andere. Welche Forderungen die LSAP bei dieser Debatte stellen will, ist noch unklar. Die Jusos wünschen sich eine höhere Besteuerung von Kapitaleinkünften und Superreichen (Vesali) oder von großen Vermögen, insbesondere Immobilien (Leners). Ko-Präsident Biancalana spricht pauschal von einem „globale Package“ für eine gerechtere Umverteilung. Mit der DP dürfte nichts davon umsetzbar sein. Mit CSV und Grünen wohl auch nur das Wenigste. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Panikzahl 700 000

Am 1. Januar wohnten 645 397 Leute im Land. Das meldete das statistische Amt Statec diese Woche.

Die Bevölkerungszahl steigt um etwa zwei Prozent jährlich. Hält diese Rate an, wohnen in fünf Jahren 700 000 Leute in Luxemburg. Vor 20 Jahren sorgte die Zahl für Hysterie. Nun lockt sie keinen Hund mehr hinter den Ofen hervor.

Von der Ostgrenze zur Westgrenze Luxemburgs fährt man in einer halben Stunde. Die Firma Amazon beschäftigt weltweit doppelt so viele Arbeiterinnen und Angestellte, wie das Land Einwohner zählt. Immer wieder überkommen den Zwergstaat Zweifel am Nutzen seiner Sprache oder seiner Armee. Er leidet unter einem Minderwertigkeitskomplex. Er fühlt sich in einem Fötalstadium, als unvollständiges Land.

Seit 1839 wurden 37 Volkszählungen durchgeführt. Unentwegt müssen Demografen nachzählen, ob es das winzige Volk noch gibt. Demografie wird zur Panikwissenschaft der Demagogen. Seit dem rechten Familienpolitiker Gérard Calot misst sie die Angst, dass die Bevölkerung schmilzt, das Land ausstirbt bis zum Raum ohne Volk. Seit dem rechten Sozialpolitiker Jean-Claude Juncker misst sie die Angst, dass die Bevölkerung explodiert, das Land platzt bis zum Volk ohne Raum.

Rechte Politiker schüren Angst als Herrschaftsinstrument. Der damalige CSV-Premier Juncker hatte am 20. Juli 2001 gewarnt: Um die Renten zu finanzieren, seien immer mehr Beitragszahler nötig. Bis zu einem „700 000-Awunnerstat“. *Lasciate ogne speranza, voi ch’intrate!* Am 7. Mai 2002 prophezeite er dem Parlament, „da si mer am Joer 2020 zu méi wéi 500 000, [...] am Joer 2050 zu méi wéi 700 000. Dat sinn net meng Droom, dat sinn net meng Wonschvirstellungen.“

Jean-Claude Juncker wollte um jeden Preis Beitragserhöhungen der Rentenversicherung verhindern. Die Unternehmer waren zufrieden. Nationalisten und Umweltschützer waren begeistert. Sie verstanden nichts von Rentenversicherung. Sie verlangten eine Wachstumsdebatte. Die Nationalisten wollten die Überfremdung der Heimat verhindern. Die Umweltschützer wollten die Zubetonierung der Heimat verhindern. Die Übergänge waren fließend.

Am 12. Oktober 2002 gründeten Junckers Jünger in Bartringen die Bürgerinitiative

„Wat fir eng Zukunft fir Lëtzebuerg?“ Sie drohten, bei den Kammerwahlen die Parteipolitik aufzumischen. Sie versprachen, ihre Villenvororte gegen den Durchgangsverkehr der Grenzpendler zu verteidigen. Die Gnadenlosigkeit von Schotter-Gärten stand ihnen ins Gesicht geschrieben.

Der Verein „Wat fir eng Zukunft fir Lëtzebuerg?“ wurde am 25. Mai 2020 aus dem Firmenregister gelöscht. Mangels Aktivitäten

Im Wahlkampf 2018 hatte CSV-Spitzenkandidat Claude Wiseler noch einmal Junckers Übervölkerungsängste geschürt. Er verlor die Wahlen. Er verlor die Hoffnung auf eine schwarz-grüne Koalition von christlich-sozialen Nationalisten und wertkonservativen Umweltschützern. Der Verein „Wat fir eng Zukunft fir Lëtzebuerg?“ wurde am 25. Mai 2020 aus dem Firmenregister gelöscht. Mangels Aktivitäten.

Der Ruf nach einer Wachstumsdebatte war die Antwort auf sieben oder acht Prozent BIP-Wachstum der Vorjahre. Als er 2001 erscholl, war die *Dot-com-Bubble* schon geplatzt. Wenige Monate später begann der Krieg gegen den Terror. 2008 löste die Bankenkrise eine Rezession aus. Die Krisenkosten wurden maastrichtkonform auf die niederen Klassen abgewälzt. Das löste 2011 die nächste Krise aus. Seither stützten die Zentralbanken das Wachstum mit zinslosem Geld. Es folgte die Covid-Rezession. Mit Millionenzuschüssen verstaatlichte das Wirtschaftsministerium das Wirtschaftswachstum. Nun hat der Wirtschaftskrieg gegen Russland begonnen.

In den letzten Jahren vereinnahmten die oberen Klassen die Wachstumskritik. Sie retteten den Glauben an das Wachstum. Sie ließen das gute Wachstum erfinden. Sie nennen es nachhaltig. Sie versprechen, mit immer mehr Windrädern, Elektroautos und grünen Finanzen das Klima zu retten. Damit sich nichts an der Aneignung der Wachstumserträge ändert. ● Romain Hilgert



Jean-Claude Juncker

Heilsgeschichte aus dem Osten

Stéphanie Majerus

Der russische Ultranationalismus kann als „politische Religion“ aufgefasst werden. Beeinflusst dieser ideologische Überbau russischsprachige Gemeinschaften in Luxemburg?

Der „Glaube an Gott“ wird seit 2020 als tausendjähriges Erbe Russlands in der Verfassung aufgeführt. Glaubt Putin an Gott? Ihm wurde 2007 die Frage in einem Interview mit dem *Time Magazine* gestellt, nachdem dieses ihn zur *person of the year* gewählt hatte. Putin bleibt diskret: Es gebe Dinge, an die er glaube, aber die einer breiten Öffentlichkeit nicht bekannt werden sollten, weil diese missverständlich als Eigenwerbung aufgefasst werden könnten. In dem Buch *First Person*, einem von Journalisten verfassten Selbstporträt von Wladimir Putin, geht er an einer einzigen Stelle auf seinen Glauben ein. 1993 reiste er als Stadtrat-Mitglied von Leningrad nach Israel: „Mutter gab mir mein Taufkreuz, damit ich es am Grab des Herrn segnen lassen konnte. Ich tat, was sie mir gesagt hatte, und hängte mir dann das Kreuz um den Hals. Seitdem trage ich es“, erwähnt Putin.

Der russische Soziologe Nikolai Mitrokhine vermutet, dass die Zurschaustellung des orthodoxen Glaubens zuvorderst performativer Natur sei. Aus Kirchenkreisen hieße es, der russische Präsident „sei nicht besonders orthodox“, wie der Soziologe gegenüber *Le Monde* behauptete. Wahrscheinlich rekurriert der ehemalige KGB-Offizier je nach Kontext auf unterschiedliche Erzählungen und Symbole. Trotzdem ist ein ausgeprägtes messianisches Russlandverständnis dem Kreml-Kader inhärent.

Gegenüber dem *Land* erläutert Reinhard Schulze, emeritierter Professor für Islamwissenschaft an der Universität Bern, das derzeitige Kriegsgagieren sei von einem „Ultranationalismus“ unterfüttert, den er als „jenseits der Ordnung einer liberalen Demokratie stehend“ charakterisiert. Die Nation würde dabei „als ein natürlich gewachsener Volkskörper überhöht“, der aus einer als „amoralisch und dekadent erachteten Welt befreit“ werden soll. Der Ultranationalismus würde die Nation zu einem Mythos verkären und könne deswegen als „politische Religion“ gefasst werden.

Putin liest Schriften, in denen national-geschichtliche Vorstellungen mit einer spirituellen Mission vermennt werden. So empfiehlt der russische Präsident Parteikadern unter anderem die Lektüre von Wladimir Solowjow (1853–1900), einem Philosophen, der die Idee eines christlichen Staates verteidigte. Der Philosoph Michel Eltchaninoff, der *Dans la tête de Vladimir Poutine* (2015) verfasst hat, meint, in gewisser Weise verstehe sich Putin als Bastion gegen eine westliche Verrohung, indem er unter anderem das orthodoxe Christentum valorisiert.

Als weitere ideologisch-spirituelle, jedoch offiziöse, Kreml-Referenz gilt der Politologe Alexander Dugin. Öffentlich bekennt sich Putin nicht zu dem Rechtsradikalen. Doch Putins und Dugins Wortlaut und Vision kreuzen sich häufig. Dugin beschrieb bereits in den 1990-ern die Ukraine als bedeutungsloser Staat, der ein großes Hindernis für das eurasische Imperium-Projekt sei; er träumt von einem eurasischen Großreich, das von Dublin bis Wladiwostok reicht und in dessen Zentrum Russland herrscht. In Kurzkommentaren teilt Medwedew Anfang April in Telegram-Gruppen die gleiche Vision, wie Reinhard Schulze festgestellt hat, der derzeit die Geschehen täglich beobachtet. Benjamin Teitelbaum von der Universität Colorado und Kenner der neofaschistischen Szene beschreibt Dugin als eine Person, die ein anti-modernes esoterisches

Die Frage stellt sich, wo die Trennlinie zwischen religiös motivierten Terrorakten und dem militärischen Angriff von Ultranationalisten verläuft

Weltbild vertritt. Insbesondere lehne er sich an den italienischen Faschisten Julius Evola an, der okkulte, antisemitische Verschwörungserzählungen und anti-demokratische Positionen vertrat.

Den Norden beschreibt der rechtsradikale Dugin „als Ursprung von bedeuteten Menschen und Kulturen“, wie der Sozialwissenschaftler Samuel Salzborn schreibt, der die mythologischen Kategorien analysierte, in denen Dugin Geopolitik denkt. Der Westen sei der Ursprung von „Dekadenz und Täuschung“, während der Osten der „Ursprung ewiger Weisheit“ repräsentiere. Russland sei eine „Nation kosmischer Dimension“, die sich in einem Endkampf gegen das „Reich der Antichristen“ befinde. Die muslimische Minderheit Russlands integriert er in sein Modell, indem er diese den orthodoxen Russen als nahestehend beschreibt – anders als jene Europäer, die den Liberalismus vertreten. Alliierte sind für ihn jedoch die EU-skeptischen Parteien in Europa, die (vermeintlich) gegen die Vorherrschaft der USA und die globalisierte Elite antreten, wie die aktuelle Präsidentschaftskandidatin Marine Le Pen. Sie bekannte sich zuletzt diese Woche zu Russland, als sie die Krim-Annektierung durch Russland verteidigte.

Inwiefern Putin ebenfalls den Krieg in mythologisch-religiösen Kategorien betrachtet, ist umstritten. Zwar rechtfertigt der russische Präsident die Invasion der Ukraine auch damit, dass die Ukraine Teil des spirituellen Raumes Russlands sei. Aber der Begriff Spiritualität (*doukhovnost*), wie ihn Wladimir Putin verwendet, umfasst moralisch-kulturelle Vorstellungen und nicht unbedingt religiöse, wie die Forscherin Kathy Roussellet in einem Essay über sozioreligiöse Veränderungen im postsowjetischen Russland einschätzt. Es geht ihm zuvorderst darum, die Identität Russlands zu konsolidieren. Dazu passt ebenfalls, dass sich Putin gerne als eingeweihten Historiker präsentiert, der die Herkunft des russischen Volkes verstehe und zugleich wie ein Prophet die Zukunft durchblickt. Seit Jahren unterrichtet er Emmanuel Macron über angebliches Archivmaterial, von dem nur er Kenntnis habe.

Als die ukrainisch-orthodoxe Kirche vor vier Jahren autokephal wurde und sich von Russland löste, kam es darüber hinaus zu einer Annäherung zwischen dem Kreml und der orthodoxen Kirche. Bis

2018 stellte sich der russische Patriarch Kirill nicht öffentlich hinter Putin, da der ukrainische Zweig der orthodoxen Kirche unter seiner Schirmherrschaft stand und er stattdessen auf einen friedensstiftenden Anspruch seiner Kirche verwies. Nun verteidigt der Patriarch bereitwillig eine spirituelle Lesart der Ukraine-Invasion: Er sprach von einem metaphysischen Krieg zwischen dem dekadenten Westen und dem kulturell überlegenen Russland. Insbesondere teilt Kirill mit Putin eine ausgeprägte Phobie gegenüber Homosexualität. Für Putin ist sie ein uneindeutiges Zeichen des Sittenverfalls; Kirill seinerseits behauptet, mit Leuten die Gay-Prides veranstalten, sei nicht zu reden. Unter anderem deshalb soll man Michel Eltchaninoff zufolge diesen Krieg zuvorderst als kulturellen Wertekonflikt betrachten.

Für die Forscherin, Inna Ganschow, an der Universität Luxemburg ist es naheliegend, dass Putin „womöglich die Frage nach seiner eigenen Legitimität quält“, weil er für seine „Macht nie in einer offenen Debatte kämpfen oder eine richtige Wahlkampagne betreiben musste“. Deshalb sei ein Rekurs auf die Kirche attraktiv: Die russisch-orthodoxe Kirche ermöglicht es ihm laut Bibel (Römer 13:1-2) seine Macht göttlich zu überhöhen. So erhalte er „eine höhere Berufung“, er ist der Auserwählte, wie Ganschow darlegt. Aber nicht unbedingt um Wirtschaftswachstum oder Armutsbekämpfung anzugehen, sondern größere Ziele, wie die Weltordnung neu zu bestimmen.

Radio 100,7 berichtet Mitte März, die russisch-orthodoxe Kirche auf Limpertsberg, wolle sich aus politischen Angelegenheiten heraushalten. Pastor Georges Machalère wolle einen Raum bieten, in der seine Gemeinde für den Frieden betet; seine Gottesdienste werden von Ukrainern, Belarussen, Georgiern, Moldawiern und Äthiopiern besucht. Eine Kennerin der Gemeinde bestätigt auf Nachfrage, dass die Kirche apolitisch sei und den russischen Ultranationalismus nicht aufgreift. Vergangenen Montag habe sich die Gemeinschaft im Gottesdienst vor der Ikone der wandernden wundersamen „Theotokos von Kursk“ versammelt, um den „leidenden Völker der Ukraine und Russlands“ zu gedenken. Letzte Woche behauptete der Escher Rabbiner Alexander Grodzensky in einem *Land*-Interview, er kenne in der jüdischen Gemeinde in Luxemburg niemanden, der ohne kritischen Blick russisches Fernsehen schauen würde. Die russischsprachigen Auswanderer und Auswanderinnen (in Luxemburg ist das Verhältnis von Männern und Frauen 1 zu 3) aus dem postsowjetischen Raum haben überdies freiwillig ihre Heimat verlassen und sie sind zu 75 Prozent nicht mit Personen ihres Herkunftslandes verheiratet, was sie eher gegenüber Ultranationalismus immunisiert, erläutert Inna Ganschow.

Anders sieht es beim Russischem Zentrum für Wissenschaft und Kultur (Russki dom) aus. Russki dom ist eine Struktur des Russischen Außenministeriums, dessen Angebot von Moskau vorformuliert ist: Die Ausstellungen, Künstler und Filmvorführungen sind Teil der Staatslinie und nur auf die Landsleute im Ausland und Russland-Interessierte ausgerichtet, wie die Migrationsforscherin Inna Ganschow ausführt. Als weitere Sympathisanten der Kreml-Führung und dessen Feindbilder-Schablonen, ist die *Zeitung vom Lëtzebuurger Vollek* zu nennen. Sie bringt derzeit jeden Tag Beiträge, in denen sie die „russophobe Welle“ beklagt, die über

Europa hereinbrach und tut die Sanktionen als Hetze ab. Lawrow wird zitiert, der behauptet, der Westen habe aus der Ukraine einen „Brückenkopf zur endgültigen Niederschlagung Russlands und zur Unterwerfung Russlands unter das vom Westen aufgebaute globale System gemacht“. In einem weiteren Beitrag wird geäußert, die Folterungen von Butscha seien von Engländern durchgeführt worden.

Es scheint einen Graben zu geben zwischen kremlaffinen Russen, die offen sind für die ideologischen Erzählungen aus Moskau und Russischsprachigen, die diese politischen Mythen kaum aufnehmen. Das Gleiche gilt vermutlich für die Soldaten in der Ukraine. Die *BBC*-Journalistin Olga Ivshina hat die Profile von über 1 000 russischen Soldaten durchsichtet: Überwiegend stammen diese aus von Moskau vernachlässigten Regionen mit hohen Arbeitslosenquoten wie Burjatien. Womöglich haben sich die jungen Männer eher wegen dem Gehalt der Armee angeschlossen, nicht wegen dem eschatologischen Selbstverständnis wie es die Kremlkader definieren.

Allerdings bauscht sich der russische Ultranationalismus immer stärker auf und sickert im Zuge des Krieges womöglich in die breitere russische Gesellschaft hinein. Wie beispielsweise über das unlängst veröffentlichte Handbuch zum Völkermord gegen die Ukraine. Darin werden Nazis als Ukrainer bezeichnet, die eine Affinität zur ukrainischen Kultur oder zur Europäischen Union aufweisen und hierfür büßen sollen: Diese Ukrainer sollen getötet oder in Arbeitslagern umhergezogen werden. Der Historiker Timothy Snyder schreibt in der *NZZ*: „Das russische Handbuch ist eines der offensiven völkermörderischen Dokumente, die mir jemals unter die Augen gekommen sind.“

Die Frage stellt sich, wo eigentlich die Trennlinie zwischen religiös motivierten Terrorakten und dem militärischen Angriff von Ultranationalisten verläuft. Laut Reinhard Schulze lassen sich ähnliche Muster feststellen: Erstere zeichnen sich dadurch aus, dass „einzeln sich als Handlungsträger und Vollstrecker eines religiösen göttlichen Willens verstehen und dabei eine Gegnerschaft definieren, die sie als Feind Gottes begreifen“. Religiös motivierte Terroristen fühlen sich berechtigt, Vergeltung zu üben, weil sie „unter anderem in einer amorali schen Lebensführung und in dekadenten weltlichen Kulturen“ ein Verbrechen an Gottes Ordnung sehen würden. Beim russischen Ultranationalismus ginge es allerdings weniger um eine göttliche Ordnung, sondern zuvorderst um eine national-geschichtliche. Und ähnlich wie auch bei ultrareligiösen Gruppierungen sei entscheidend, „dass es sich dabei um einen Denkstil und eine Erkenntnisordnung handelt, bei der Symbolik, kollektives Wir-Erlebnis, Sprache und gemeinsam erlebte Feindbilder eine überaus wichtige, religiös anmutende Rolle spielen“.

Posthum erschien der Band *Relire le relié* (2019) von dem Philosophen Michel Serres, in dem er der Etymologie von Religion als „das, was bindet“ nachgeht. Religion beschreibt er als Operator innerhalb eines metaphysischen Systems, der verschiedene Konfigurationen des sozialen Lebens ermöglicht. Diese können wohlwollend (das „Heilige“), oder gewalttätig (das „Sakrale“) sein. Im russischen Ultranationalismus offenbart sich eine bestimmte Konfiguration des sozialen Lebens. ●



Putin liest Schriften, in denen national-geschichtliche Vorstellungen mit einer spirituellen Mission vermennt werden

Alexey Nikolsky, Sputnik / AFP

Mudam : quatrième saison

France Clarinval

La nouvelle directrice du Mudam, Bettina Steinbrügge, vient de prendre ses fonctions. Elle met les pieds dans une institution à l'histoire mouvementée. Retour sur les épisodes précédents



Marie-Claude Beaud lors de l'ouverture du Mudam, avec le couple grand-ducal



Enrico Lunghi dans la Chapelle de Wim Deloye



Suzanne Cotter sur le balcon d'honneur



Bettina Steinbrügge dans le grand hall

Chantier Le Mudam accueille son quatrième directeur depuis son ouverture en 2006. Le cinquième, si on remonte l'histoire à la création officielle du Musée d'art moderne Grand-Duc Jean, par une loi de 1996. Bernard Ceysson avait été le premier nommé pour lancer la préfiguration de ce que tout le monde appelait encore le « musée Pei ». Il a posé la première pierre d'un chantier, qui allait largement déborder la durée prévue, et il a constitué un début de collection. Sachant d'emblée qu'il n'était ni financièrement possible, ni culturellement souhaitable d'acheter des artistes modernes dont toutes les œuvres importantes se trouvaient déjà dans les musées, il a concentré ses choix sur des peintres et des sculpteurs actifs en Europe durant les années 1980. Un choix assez consensuel et de toute façon invisible à l'époque, faute de lieu d'exposition. Lorsqu'en 2000, Marie-Claude Beaud remplace Bernard Ceysson, le musée est toujours en chantier. Le triste épisode des pierres Magny doré va mettre la nouvelle directrice et l'équipe naissante dans une grande incertitude quand à la date d'ouverture. Six années auront été nécessaires pour que le musée ouvre ses portes en grande pompe, en juillet 2006, avec un gratin de têtes couronnées venues célébrer les noces d'argent du couple grand-ducal.

Six années pendant lesquelles Marie-Claude Beaud n'a pas chômé, tirant le meilleur parti possible de ce délai. Elle a largement enrichi la collection en allant vers des artistes plus jeunes, avec des travaux qui reflètent des attitudes nouvelles vis-à-vis de la société et de l'art. L'impressionnant *World Airport* de Thomas Hirschhorn, créé pour la biennale de Venise de 1999 faisait notamment partie du lot. La Française a également ouvert la collection au design et à la mode avec des pièces qui aujourd'hui font date, comme le montre l'exposition *Mirror mirror : cultural reflections in fashion* qui se termine la semaine prochaine. Pendant les années qui ont précédé l'ouverture, la directrice a lancé une série d'événements, d'expositions et participations qui ont marqué la jeune scène de l'art contemporain avide de découvertes et nouveautés. Avec les propositions hors les murs, *Camp de base*, *Audio-labs*, *Videogames*, cartes blanches, et autres *Be the artists' guest*, elle a éveillé le désir pour le musée, le sortant des connotations négatives qui lui étaient associées. Beaucoup y ont adhéré. Le conseil d'administration et la classe politique n'étaient pas de ceux-là.

À travers des participations aux biennales à l'étranger, couronnées par le Lion d'Or pour Su-Mei Tse à Venise en 2003 et par la circulation de la collection, Marie-Claude Beaud a noué des relations internationales qui contribuent au

Malgré ses succès, le Mudam reste mal aimé par la classe politique, libérale surtout, qui est pourtant celle qui l'avait appelé de ses vœux

rayonnement du musée. Au fil des années, elle a constitué une équipe de jeunes gens et jeunes femmes, comme on fait un casting. Ils étaient plutôt beaux, branchés, internationaux et furent formés à ses exigences, à sa manière de considérer le travail et la place des artistes. Elle a ainsi confié à des artistes tous les aspects qui allaient faire la vie et l'identité du musée : le site internet, la campagne de lancement, le logo, le mobilier, la signalétique... Pour cette femme de caractère, chaque détail comptait dans une rigueur que certains relatent encore aujourd'hui. Une attitude pas toujours comprise dans un Luxembourg de compromis où elle était vue comme une Parisienne intransigente et donneuse de leçons. Au long des années, elle a dû se battre contre un conseil d'administration qui la voyait comme une empêcheuse de tourner en rond. Ainsi, en 2005 déjà, avant même l'ouverture du musée, sa demande d'une prolongation de son contrat de cinq ans avait été refusée, et on ne lui avait en avait accordé que trois. En 2008, elle n'obtiendra pas de nouveau mandat, son approche avant-gardiste n'ayant finalement pas résisté face au conservatisme encore ambiant.

De l'eau dans le vin Comme le Casino Luxembourg était perçu comme l'antichambre du Mudam, se devant d'ouvrir le public à l'art contemporain, pour préparer le terrain au futur musée, il était assez évident qu'Enrico Lunghi, à la tête du centre d'art, allait succéder à Marie-Claude Beaud. Il prend ses fonctions en janvier 2009. Si on a surtout retenu de lui sa démission en 2016 après la regrettable « affaire » qui l'a opposé à RTL pour une altercation avec une collaboratrice de la chaîne, il faut revenir sur les années de son mandat. L'arrivée d'Enrico Lunghi est d'abord perçue comme une continuité de

l'élan international insufflé par sa prédécesseure. En sa qualité de Luxembourgeois, fonctionnaire d'État, il est aussi supposé pour mettre de l'eau dans le vin de Marie-Claude Beaud. « La ligne artistique a engendré des critiques dont il a fallu tenir compte, sur la typographie, par exemple, trop difficile à déchiffrer, et sur le site Internet d'accès malaisé », dit-il au *Land* en mars 2010 quand il change le logo et le site du musée. Il garde une ambition forte pour le musée, mais se heurte aux années qui suivent la crise financière et fait ce qu'il peut avec ce qu'il a : « Notre histoire, notre bâtiment et nos budgets ». Il se voit contraint d'accepter des économies sur tous les fronts (gel des salaires, réduction des dépenses) et la désaffectation du budget d'acquisition. « Il fallait trouver une solution pour équilibrer le budget et c'était de toutes les solutions possibles la moins mauvaise », justifiera-t-il.

On retiendra cependant des moments forts comme l'exposition mêlant art et technologie *Eppur si muove*, la rétrospective des participations luxembourgeoises aux biennales de Venise, ou encore Sania Ivekovic avec sa *Lady Rosa* de retour du MoMA. Le panorama de l'œuvre de Wim Delvoye, l'impressionnante installation de Sylvie Blocher ou encore la confrontation de Damien Deroubaix avec Picasso ont aussi marqué les esprits. Enrico Lunghi était encore le directeur lors de l'incroyable fête des dix ans du Mudam, exceptionnellement ouvert pendant plus de 24 heures d'affilée qui a prouvé le succès public de l'institution. Malgré ses réussites, notamment en nombre de visiteurs (le critère le plus facile à comprendre pour les politiques sceptiques), le Mudam est resté mal-aimé par la classe politique, libérale surtout qui était pourtant celle qui avait appelé le musée de ses vœux. Avec un conseil d'administration composé de privés, collectionneurs ou managers, sans représentant de l'État, il n'y avait personne pour défendre le musée, pour frapper aux portes ministérielles et revoir son budget en fonction de la réalité du terrain (le coût du fonctionnement du bâtiment notamment). Campé à gauche, idéliste, Enrico Lunghi a défendu une vision du musée comme lieu de découverte, d'émerveillement, d'élévation des publics. On lui a répondu locations de salles, expositions qui attireraient les foules et dîners de gala.

.com Le lundi 19 décembre 2016, Enrico Lunghi quitte le Mudam, près de deux mois après avoir annoncé sa démission. La phase de transition pour lui trouver un remplaçant a été menée par un comité issu du conseil d'administration et le recrutement piloté par des chasseurs de tête. L'arrivée très attendue de la nouvelle directrice, Suzanne Cotter s'est donc déroulé dans un

contexte assez tendu où les équipes ne savaient pas à quelle sauce elles allaient être mangées et où l'identité du musée restaient assez floue. Arrivée en janvier 2018 après une carrière internationale prestigieuse, l'Australienne a affirmé d'emblée son ambition de faire du Mudam un « musée de référence ». Elle essuie très vite ses premiers plâtres avec le démontage de la *Chapelle* de Wim Delvoye, une décision mal communiquée, mal comprise, mal accueillie qui a entaché les premiers mois de sa direction. La refonte de l'organigramme et la gestion très verticale du personnel a été un autre cailloux dans la chaussure de Suzanne Cotter qui a reçu plusieurs lettres de démission. Elle a su, cependant, créer une dynamique très internationale, jouant de son réseau pour attirer des expositions ancrées dans les préoccupations actuelles. Suzanne Cotter a aussi été très à l'écoute du marché de l'art, exposant des Anri Sala, Etel Adnan ou Nairy Baghramian, dans un rapport décomplexé au secteur privé très anglo-saxon. Elle n'a d'ailleurs pas rechigné à ouvrir les espaces à des événements privés « si cela n'entrave pas le fonctionnement du musée ». Symboliquement, le site internet passe d'un *.lu* à un *.com*.

En valorisant la collection à travers plusieurs expositions explicites (*25 ans de la collection Mudam*) et non en présentant les œuvres dans des expositions thématiques, elle a coché les cases longtemps demandées par les politiques, répondant ainsi à la sempiternelle accusation de « musée vide ». On remarquera aussi que la directrice a su ouvrir le musée à un monde qui n'est pas « exclusivement européen, blanc, mâle, catholique », faisant du Mudam un lieu de représentation de la diversité : nationalités, genres, générations, cultures, races, classes sociales... Bien évidemment, Suzanne Cotter a aussi dû affronter la pandémie, le confinement, la fermeture du musée, le report d'expositions, l'impossibilité de voyager de certains artistes, les congés maladie de membres du personnel. Une période de profonde remise en question, y compris personnelle, puisque c'est ce qui l'a amenée à quitter ses fonctions prématurément pour retourner dans son pays natal, alors qu'elle était la première directrice à avoir signé un contrat à durée indéterminée.

Questionnements On en arrive donc à la nomination de Bettina Steinbrügge qui a pris ses fonctions le 1^{er} avril dernier, elle aussi pour une durée indéterminée. Cette Allemande de cinquante ans a fait l'essentiel de sa carrière dans son pays natal, exception faite d'un poste de conservatrice principale et de responsable de la collection contemporaine du Belvédère à Vienne en Autriche et d'une incursion en France

comme conservatrice associée de la Kunsthalle Mulhouse. Depuis 2014, elle était à la tête du Kunstverein de Hambourg où elle fut la première femme à diriger cette institution bicentenaire. Elle nous reçoit, ce lundi, dans son bureau au sous-sol du musée. Un col roulé sous une veste de tailleur, un sourire franc et des excuses pour ne pas répondre en français, langue qu'elle comprend mais n'ose pas vraiment parler. Elle est en phase de découverte – le Luxembourg, l'équipe, les autres institutions culturelles – et n'a pas encore de réponse à tout. « Le Mudam est un musée encore jeune, mais qui est de plus en plus visible et respecté sur la scène internationale », estime-t-elle avec l'ambition d'« apporter le meilleur au Luxembourg et de soutenir les meilleurs du Luxembourg ».

Impossible de déjà parler programme : Bettina Steinbrügge veut s'imprégner du pays, comprendre les discours et les enjeux de ce qui est à l'ordre du jour au Luxembourg. « Ma programmation ne commencera que fin 2023. Je sais déjà que je voudrais une première exposition qui englobe tout le musée et prenne en compte les défis de son architecture. Je pense qu'il faudra un mélange entre la collection et des pièces nouvelles autour d'une thématique qui va se définir au fil des prochains mois. » La nouvelle directrice tient aussi à un travail pluridisciplinaire et se sent proche du théâtre et de la musique : « Réunir différents univers artistiques est riche et enthousiasmant pour les artistes comme pour le public ». Le public justement est un des sujets sur lesquels elle est intarissable : « J'ai vu lors des performances de ce week-end un public déjà très varié et très international, à l'image de la population du Luxembourg. Mais cela reste un public assez bourgeois. Il faut réussir à faire venir d'autres groupes au musée ». Elle considère que le Mudam doit être un « espace public qui doit parler à tout le monde ». Le terme *outreach* – difficile à traduire : un effort pour apporter des services ou des informations aux personnes là où elles vivent ou passent du temps – revient dans son propos. « Il s'agit non seulement de médiation, de service des publics, mais aussi d'espaces pour que cette sensibilisation puisse se produire. »

Consciente des préoccupations actuelles, Bettina Steinbrügge veut aussi positionner le musée dans son temps : « Un lieu où adresser des questions d'avenir, mettre en lumière des questions de société et les poser sans préjugés : Comment créer plus écologiquement ? Pouvons-nous encore faire les transports internationaux ou devons-nous travailler plus localement ou de manière plus numérique ? » Autant de questions qui seront à l'ordre du jour des prochains mois. ●



Les Sarajéviens manifestent pour la paix le 5 avril 1992 devant le Parlement. Les snipers font leurs premières victimes. La ville est assiégée le lendemain et bascule dans un enfer qui durera quatre ans.*

Sarajevo veut redevenir Sarajevo

Milica Čubrilo Filipović (à Sarajevo)

La capitale de Bosnie-Herzégovine commémore les trente ans d'un siège militaire impitoyable qui a séparé ses communautés

« Dans mes pires cauchemars, je n'aurais pas imaginé qu'il pût y avoir une guerre en Yougoslavie, et surtout pas un siège de Sarajevo. D'ailleurs, moi qui avais été membre des pionniers sous Tito, je ne comprends toujours pas comment cela a pu arriver. » Haris Bjelak avait 28 ans le 6 avril 1992, lorsque débutait le siège de la capitale de Bosnie-Herzégovine, une des six entités de la République socialiste fédérative de Yougoslavie. Il était chauffeur de taxi. « Quelques jours avant que le pire ne se déclenche, un journaliste de la télévision indépendante Yutel avait demandé aux soldats de l'armée populaire yougoslave (JNA) pourquoi ils creusaient des tranchées sur les collines ceinturant la ville. 'C'est une défense contre l'ennemi extérieur', avaient-ils répondu. On n'a pas tout de suite réalisé que les canons étaient pointés vers la ville », souffle Haris sur un ton las, le visage raviné.

En ce début de printemps, il y a trente ans, la Slovénie et la Croatie étaient reconnues comme des États indépendants par la Communauté européenne (CE). Elles avaient déjà, de fait, quitté la Yougoslavie un an auparavant. Un cessez-le-feu venait de mettre fin à plusieurs mois de combats. Ils s'étaient soldés par de lourds dommages et des centaines de milliers de réfugiés, notamment en Croatie. Car, pour le gouvernement de Belgrade, dirigé par Slobodan Milosevic, il s'agissait de « sécessions illégitimes », qu'il fallait empêcher militairement. Le gouvernement de Bosnie-Herzégovine avait lui aussi déclaré son indépendance le 15 octobre 1991. Ce à quoi les Serbes de Bosnie avaient réagi en proclamant la Republika Srpska (RS) et les Croates la République d'Herceg Bosna. Les violences entre membres des communautés serbe, croate et musulmane se multipliaient. Le 1^{er} mars, jour du référendum d'indépendance, on a tiré sur un cortège de mariés serbes dans la Bascarsija, le vieux quartier ottoman de Sarajevo, tuant le père du marié.

Voulant croire que le pire pouvait encore être évité, le 5 avril, des milliers de citoyens pacifistes de toutes les communautés, et tous ceux qui ne s'identifiaient pas à ces catégories nationales, s'étaient rassemblés devant le Parlement. C'est alors que les premiers « snipers » (tireurs d'élite) ont ouvert le feu sur la foule. Sarajevo basculait dans l'enfer. Il allait durer près de quatre ans. La capitale, alors prétendu modèle de multiethnicité, était assiégée d'abord par la JNA, puis par l'armée de la RS, dirigée par Ratko Mladic. Le siège ne fut définitivement levé qu'en février 1996, deux mois après la signature des accords

« L'église orthodoxe, la cathédrale catholique, la synagogue et la mosquée d'Ali Pasha, blotties dans le centre-ville, sont restées les symboles de la cité multiculturelle. Le Parti d'action démocratique (SDA) du nationaliste Bakir Izetbegovic n'a pas réussi à changer le nom de l'artère principale, Maréchal-Tito »

Adnan Huskic, politologue

de paix de Dayton. Il y eut 11 510 victimes civiles, dont plus de 1 500 enfants. « Dès les premiers tirs, on s'est rassemblés dans notre *mahala* (quartier, ndlr) de Bistrik et on a rejoint les unités de volontaires pour défendre notre ville. Nous étions en jeans et baskets, réduits à fabriquer des pistolets avec des tuyaux de plomberie », raconte Haris. Sa mère a été tuée durant le siège par la chute d'un obus alors qu'elle faisait la queue devant une pharmacie.

« D'un coup, à 19 ans, moi qui avais un groupe de musique, une belle bande de copains, je me suis retrouvé sous une pluie quotidienne de bombes, cible mouvante des snipers », témoigne Almir Kurt Kugla, acteur illustre et *designer* excentrique, attablé au bar de l'emblématique *Becka kafana*, le café viennois logé dans l'Hôtel Europe (établissement né à la fin du XIX^e siècle quand le pays vivait sous l'Empire austro-hongrois). Almir a rejoint l'Armée de Bosnie qui s'est créée dans la foulée. « Je voulais défendre ma ville contre le nationalisme », explique-t-il. Durant les premières semaines, on a consommé les stocks de vivres. Puis sont venues la soif et la faim. « Quand il y avait de la farine, on mangeait un pain aux orties. Sinon, on avait des bons, ou des conserves de l'aide humanitaire, infâmes, datant souvent de la guerre du Vietnam. Le plus impor-

tant, c'était les cigarettes, monnaie d'échange pour du pain ou un paquet de café. Heureusement, on avait notre fabrique de tabac qui produisait les populaires Drina », se souvient Almir.

Pour faire marcher une ampoule, on raccordait un moteur de voiture au gaz de ville. Pour l'eau, on faisait la queue la nuit devant les camion-citerne. Le bois de chauffage était une denrée rare. Alors tout devenait combustible : baskets, pneus, livres, arbres des parcs... « Je rêvais du jour où j'allais à nouveau pouvoir marcher droit dans ma ville, sans baisser la tête pour essayer d'échapper aux tirs », témoigne Strajo Kršmanovic, un Serbe qui travaillait alors à la télévision et dirige aujourd'hui la Galerie nationale.

« Nous avons vécu un calvaire. Il y a eu des massacres de masse lorsque des obus de mortier sont tombés sur le marché de Markale, dans la queue devant une boulangerie, ou une citerne d'eau », se remémore Vildana Selimbegovic, reporter du siège, aujourd'hui rédactrice en chef d'*Oslobodjenje* (libération en bosnien), qui a réussi à paraître durant toute la guerre. Son fils avait cinq ans lorsque son mari a péri. Dans son petit bureau du quartier de Bistrik, sis dans un immeuble flambant neuf construit sur les cendres de l'ancienne bâtisse qui abritait le journal, elle poursuit : « Pratiquement tous les bâtiments ont subi des dommages. Les chars ont visé les hôpitaux, le Parlement, la Bibliothèque nationale... Mais pendant ce temps, il y avait des fêtes surréalistes improvisées dans les caves célébrant la rage de vivre, et un spectacle presque tous les soirs : 3 102 œuvres artistiques ont été produites, 48 concerts proposés dans des décors en ruine, plus de 180 expositions organisées ». La plupart des édifices emblématiques dévastés ont été reconstruits. Le mélange d'Orient, d'architecture austro-hongroise et de modernisme socialiste demeure. Les traces physiques du siège sont à peine visibles, même si de nombreuses façades portent encore les stigmates des impacts de balles, et les plaques commémoratives aux victimes du siège jalonnent le paysage. Les mêmes tramways brinquebalants d'avant-guerre circulent. Seules les tours de verre et les centres commerciaux indiquent qu'on a changé d'époque. Ou encore les multiples bars à chicha.

Mais que reste-t-il de l'esprit si particulier de Sarajevo ? Celui qui a toujours distingué les citadins (*raja*) des montagnards nationalistes et frustes (*pacici*). Sachant que sur les 150 000 Serbes que comptait

Sarajevo sur ses 500.000 habitants avant la guerre, la plupart sont partis, tout comme les Croates. La ville compte désormais moins de 400 000 habitants, à près de 90 pour cent Bosniaques musulmans. Les enfants des vieilles familles de Sarajevo, porteuses d'une culture citadine, sont partis à l'étranger, tandis que les villageois bosniaques chassés des zones contrôlées par les Serbes s'y sont installés en masse. « Il ne reste plus que des traces de l'espèce endémique traditionnelle, mais pas nationaliste, du vieux Sarajevo à laquelle j'appartiens », estime Haris, amer, dénonçant la manière dont les nationalistes se sont emparés du pouvoir, surtout les « siens », les Bosniaques musulmans : « On n'a même plus notre emblématique fabrique de tabac, fermée il y a quelques jours, victime de la transition économique et de la corruption ».

« Sarajevo n'est plus la même, elle est divisée, non pas entre les différentes ethnies mais entre conservateurs et cosmopolites, mais elle est la plus plurielle de Bosnie et elle a su garder le multiculturalisme inscrit dans sa mémoire, tout comme l'antifascisme », estime le politologue Adnan Huskic. « L'église orthodoxe, la cathédrale catholique, la synagogue et la mosquée d'Ali Pasha, blotties dans le

centre-ville, sont restées les symboles de la cité, et le Parti d'action démocratique (SDA) du nationaliste Bakir Izetbegovic n'a pas réussi à changer le nom de l'artère principale, Maréchal-Tito », rappelle-t-il. Lui-même, qui avait 19 ans en 1992 et s'est engagé dans l'Armée de Bosnie, a gardé le même cercle mixte d'amis. Le fait que son père ait été tué par un éclat d'obus n'y a rien changé.

« La ville n'est pas encore morte, même si les discours rétrogrades dominent partout : la maire de la ville est une jeune femme de 32 ans, aux origines mixtes, et le maire de l'arrondissement du centre est Serbe », souligne Strajo Kršmanovic. Srdjan Mandić, ce maire serbe cinquantenaire qui a obtenu 66 pour cent des voix au suffrage direct, est lui aussi vétéran de l'Armée de Bosnie. Si un de ses premiers gestes a été de rallumer la flamme éternelle érigée sur la colline de Vrace, symbole de la lutte antifasciste, pour lui la priorité est de se consacrer aux enjeux d'infrastructures, de lutte contre la pollution et contre la corruption omniprésente des classes politiques de tous bords. « Ma plus grande humiliation pendant la guerre, c'était dans le tunnel construit sous l'aéroport, qui a permis de ravitailler la ville en vivres et matériel de guerre, ainsi qu'en aide humanitaire. En tant que soldat, je devais assurer la sécurité du trafic de nourriture d'un criminel de Sarajevo. Je voudrais enfin sortir de ce tunnel investi par les profiteurs de guerre », assure-t-il. ●

* Les clichés de guerre de Milomir Kovacevic, photographe de Sarajevo, ont illustré le quotidien des habitants assiégés et lui ont de fait valu une grande notoriété. L'artiste a ensuite continué sa carrière à Paris où il vit aujourd'hui encore

Vucic, vainqueur, mais un Parlement sans coalition en Serbie

Le 3 avril dernier, les électeurs serbes ont voté lors d'élections législatives anticipées, présidentielle et municipales partielles. Cette fois l'opposition n'a pas boycotté les élections, malgré le contrôle des médias par le parti progressiste serbe (SNS) du président Aleksandar Vucic, les pressions sur les électeurs et l'achat de voix. Fraudes et violences ont marqué la journée, des listes doubles et une grande affluence aux urnes. Au final, Aleksandar Vucic, candidat de « Ensemble, nous pouvons tout faire », l'emporte haut la main avec 58 pour cent des voix, contre 18 pour cent obtenues par Zdravko Ponos, le candidat de la coalition centre-droit d'opposition « Unis pour la victoire de la Serbie ». Mais la liste SNS n'a plus la majorité absolue au Parlement, remportant 44 pour cent des voix. Il lui faudra faire une coalition avec le Parti socialiste de Serbie qui a 11,4 pour cent

des voix ou les Magyars de Voïvodine. L'opposition prend position pour contester l'absolutisme du pouvoir avec 13,6 pour cent pour Unis pour la Serbie, et 4,7 pour cent pour la nouvelle coalition écologiste et solidaire créée fin janvier « Moramo », après plusieurs mois de manifestations dans les rues contre la pollution de l'air et l'extraction de lithium. Reste à résoudre l'inconnue de l'élection municipale de Belgrade. Là, le président Vucic garde le silence. La commission électorale ne s'est toujours pas prononcée, faisant face à de nombreuses demandes de répétition de l'élection à cause des irrégularités. Selon le Centre pour la recherche, la transparence et la responsabilité (Crta), le rouleau compresseur emmené par le président a rallié 38,1 pour cent des voix, suivi par Unis pour la victoire à Belgrade (21,3 pour cent), et par l'alliance rouge-verte Moramo (10,8 pour cent). mcf

FRANKREICH

Auf der Jagd nach linken Wählern

Leonardo Kahn, Paris



Emmanuel
Macron am
Dienstag in
Straßburg

Emmanuel Macron und Marine Le Pen haben es geschafft: wie bei den letzten Präsidentschaftswahlen 2017 können sich die Franzosen in der Stichwahl erneut zwischen einer Rechtsextremistin und einem liberalen Pro-Europäer entscheiden. Wer es von den Beiden schafft, die frustrierte linke Wählerschaft zu mobilisieren, gewinnt die Wahl am 24. April. 7 714 574 – so viele Franzosen hielten Jean-Luc Mélenchon für einen geeigneten Thronfolger im Élysée-Palast. Der Kandidat der links-populistischen France Insoumise konnte in der ersten Wahlrunde am 10. April 22 Prozentpunkte sammeln und verpasste so den Einzug in die Stichwahl um Haaresbreite – am Ende fehlten ihm 1,2 Prozent.

Im Gegensatz zu 2017 besitzt Marine Le Pen Stimmenreserven bei Éric Zemmour (knapp zweieinhalb Millionen) und beim radikalen Teil der rechts-konservativen Partei Les Républicains (letzten Umfragen zufolge ein Viertel ihres Elektorats). Der eigentliche Jackpot liegt jedoch bei den rund 8 Millionen Wählerinnen des linken Spektrums, auf welche die Kandidatin des rechts-radikalen Rassemblement National durchaus Anspruch erheben kann.

Am Wahlabend letzten Sonntag wiederholte Jean-Luc Mélenchon direkt dreimal, dass keine einzige Stimme zu Marine Le Pen gehen dürfe. Am Mittwoch pointierte er seine Bitte erneut per Brief, um ganz sicher zu gehen, dass auch gar niemand von seinen Wählern auf die Idee käme, Marine Le Pen zu wählen. Ob seine Wählerschaft ihm gehorcht, ist jedoch zu bezweifeln.

Am Tag nach der ersten Wahlrunde hätten einer Umfrage des Meinungsforschungsinstitut Ipsos zufolge 30 Prozent der Wählerschaft von Jean-Luc Mélenchon in der Stichwahl für Marine Le Pen gestimmt. Der Wert verringerte sich in den letzten Tagen auf 18 Prozentpunkte, im Gegensatz zu 37 Prozent, die für Emmanuel Macron stimmen wollen. Nichtsdestotrotz scheint die Überschneidung der links-populistischen und rechts-populistischen Wählerschaft größer zu sein, als erwartet.

Auf den ersten Blick mag das überraschen, doch die Überlappung zeigt, wie in Frankreich Wahlkampf geführt wurde. Was Jean-Luc Mélenchon und Marine Le Pen vereint, ist ihre radikale Opposition zu Emmanuel Macron. Während der amtierende Präsident zum Beispiel das Rentenalter von 62 auf 65 Jahre anheben möchte, wollen seine beiden Gegenkandidaten es auf 60 Jahre heruntersetzen (für Marine Le Pen nur, wenn die Person mit 17 Jahren angefangen hat, zu arbeiten).

Eine Mélenchon-Wählerin, für die die Rentenreform, der Austritt aus der NATO oder die Lockerung der Corona-Maßnahmen wichtig sind, wird von Le Pens Wahlprogramm besser vertreten als von Macrons. Mélenchon hat vor der ersten Wahlrunde im linken Spektrum eine Anti-Mac-

Der Bedrohung eines erheblichen Rechtsrucks entgegnen immer mehr Franzosen mit einer ernüchternden Gleichgültigkeit

ron-Welle begünstigt, auf der Marine Le Pen nun zu surfen versucht.

Am Dienstagmorgen zeigte sich die rechts-populistische Kandidatin im Radio *France Inter* verwundert über Mélenchons harte Verurteilung. Ihr zufolge betreibe der Kandidat von France Insoumise Wahlpolitik, um seine Position innerhalb linksgerichteter Parteien zu stärken. „Vor fünf Jahren war (Jean-Luc Mélenchon) gegenüber einem kandidierenden Emmanuel Macron härter als letzten Sonntag gegenüber einem amtierenden Emmanuel Macron. Er hat mehr an sich selbst als an die Franzosen gedacht“, kritisiert Marine Le Pen.

Im Juni finden in Frankreich Parlamentswahlen statt, in denen die Gauche aufholen möchte. Nachdem die France Insoumise am vergangenen Sonntag alle anderen linken Parteien haushoch geschlagen hatte, versucht Parteichef Mélenchon seine Führungsposition aufrecht zu erhalten. Anders als seine Rivalen Yannick Jadot und Anne Hidalgo, ruft er jedoch nicht explizit dazu auf, in der Stichwahl Emmanuel Macron zu wählen.

Der sogenannte „front républicain“, der 2002 und 2017 den Einzug der Le-Pen-Familie in den Élysée verhinderte, scheint an Wirkung zu verlieren. Dennoch versucht Emmanuel Macron die Franzosen immer noch mit der gleichen Strategie zu überzeugen. Immerhin sei er die demokratischere Alternative zu Le Pen. Objektiv betrachtet hat er selbstverständlich recht, doch bei linken Wählerinnen scheint der Glaube an die repräsentative Demokratie zu schwinden.

Bei Emmanuel Macrons Besuch in Straßburg am Dienstag waren die Einwohner weniger willkommenheißend, als von einer europäischen Hauptstadt zu erwarten gewesen wäre. 35,5 Prozent der Straßburger haben in der ersten Wahlrunde für Jean-Luc Mélenchon gestimmt, nur 30,2 Prozent für den pro-europäischen Staatschef. In der Region Grand-Est, die an Luxemburg grenzt, haben die Einwohner überwiegend die Rechtspopulistin Le Pen gewählt.

Vor der Straßburger Kathedrale wartet ein hundertköpfiges Sammelsurium an Macron-Gegnern

auf den Präsidenten: Gelbwesten, Royalisten, Klimaaktivisten. Während seiner Rede wird er unterbrochen. Junge Mélenchon-Anhänger tragen T-Shirts mit der Aufschrift „Taxez les riches“ und buhen den Kandidaten aus. Danach werden sie von Sicherheitsbeamten aus der Menge gezerzt.

Emmanuel Macron geht schließlich auf die Provokationen ein: „Ja, Mélenchon, den habt ihr in der ersten Wahlrunde wählen können! Alle Franzosen vereinbaren sich gemeinsam demokratisch auf zwei Wahlprogramme. Und es stellt sich heraus, dass ihr die Wahl habt zwischen einem rechts-extremen Programm und unserem“, doziert der französische Staatschef.

Viele Franzosen empfinden Emmanuel Macron als arrogant, so auch die Klimaaktivistin Emma. Anders als ihre Freunde, wurde die 24-jährige nicht aus der Menge gezogen, obwohl sie den Präsidenten mehrfach ausbuhte und ihn als „Criminel climatique“ beschimpfte. 2017 hat sie in der Stichwahl noch für ihn gestimmt, damit Marine Le Pen nicht an die Macht kommt. Heute ist sich die Mélenchon-Wählerin nicht mehr sicher, ob sie am 24. April wählen gehen soll: „Ganz ehrlich, nichts ist schlimmer als die Rechtsextremisten, doch dieses Mal wird die Wahl sehr schwierig für mich werden. Damals haben wir noch daran geglaubt, dass Emmanuel Macron eine ambitionierte Klimapolitik betreibt. Heute wissen wir, dass er sich dafür kaum interessiert“, erzählt die Aktivistin.

In der Stichwahl am 24. April werden Umfragen zufolge mehr als jeder vierte Franzose nicht wählen gehen, bei der Wählerschaft von Jean-Luc Mélenchon sogar knapp jeder Zweite. Der Bedrohung eines erheblichen Rechtsrucks im Land entgegnen immer mehr Franzosen mit einer ernüchternden Gleichgültigkeit. ●

CHRONIQUES DE LA COUR

Russia not today

Eine journée très spéciale. Le 1^{er} avril dernier, un journaliste hongrois de *Telex*, un organe de presse online indépendant, a passé douze heures d'affilée à regarder les programmes en boucle de *RT Russia Today* interdit d'antenne dans toute l'UE depuis le 1^{er} mars mais qu'il a pu suivre sur la plateforme ultraconservatrice américaine *Rumble*. Le journaliste Sajo David assiste à une émission programmée quatre fois dans la journée pendant laquelle des intervenants « qui se coupent sans cesse la parole » discutent de la responsabilité de l'Occident dans l'invasion de l'Ukraine. « Un type en noeud papillon insiste furieusement sur la liberté d'expression et dénonce l'obstruction de l'Occident à tout dialogue significatif sur la guerre en Ukraine. » Et le téléspectateur informé par *Russia Today* en ce 1^{er} avril retient que les Ukrainiens ont causé un désastre humanitaire à Marioupol, que les Russes secourent continuellement des civils, tandis que le bataillon néo-nazi Azov bombarde la population. « Encore plus difficile à encaisser que le contenu de la télévision publique hongroise », a estimé Sajo David.

« Nous défendons tous la liberté d'expression mais on ne peut en abuser pour diffuser de la propagande de guerre »

Vera Jourova

Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne s'est montrée du même avis en proposant de sanctionner la chaîne. Le 27 février, elle a ainsi expliqué que « les sociétés d'État *Russia Today* et *Sputnik*, ainsi que leurs filiales, ne pourront plus diffuser leurs mensonges pour justifier la guerre de Poutine et semer la division dans notre Union » en qualifiant « leur désinformation (de) toxique et nuisible en Europe ». Le 1^{er} mars 2022, le couperet tombe. *RT Russia Today* et *Sputnik* sont interdits de transmission et de distribution par câble, satellite, au moyen de plateformes de partage de vidéos en ligne ou toute autre application. Sont visées *RT Russia Today* UK, Germany, France, » English » et « Spanish ». Ses journalistes peuvent toutefois enquêter et faire des interviews si bon leur semble. Le Conseil de l'UE précise qu'il a agi dans le respect des droits de chacun inscrits dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE

RT Russia Today France n'a pas attendu la fin du délai de deux mois impartis aux justiciables « privilégiés » (*d'Land*, 1.4.2022) pour demander au tribunal

d'annuler cette décision. Dès le 8 mars, leur avocat invoque la Charte des droits fondamentaux qui garantit le droit de toute personne à être entendue, le droit d'accès à son dossier, le droit à la libre entreprise et à la liberté d'expression. *RT* trouve sur ce point précis un allié, mais pour des raisons tactiques. La Fédération des journalistes européens se dit surprise par « cet acte de censure », lequel aura en plus, un effet « totalement contre-productif sur les citoyens qui suivent le média interdit 'arguant du fait qu'il est toujours préférable' de contrecarrer la désinformation que de la censurer ». Sur le plan juridique et sur ces questions extrêmement complexes, les juristes se régulent. Sur le *Verfassungsblog on matters constitutional*, un blog très suivi par le monde judiciaire européen, Björnstjern Baade, senior Research Fellow à la Freie Universität Berlin indique que la Commission européenne est au courant des distinguos entre la propagande de guerre et toute autre qualification possible des activités des télévisions russes, Notamment lorsque sa vice-présidente Vera Jourova explique : « Nous défendons tous la liberté d'expression mais on ne peut en abuser pour diffuser de la propagande de guerre ». La propagande de guerre est interdite notamment par la Convention internationale sur l'utilisation de la radiodiffusion dans l'intérêt de la paix, des Nations Unies. Pour le reste c'est plus compliqué.

Björnstjern Baade estime toutefois qu'une grande partie du contenu de *RT Russia Today* et de *Sputnik* relève plutôt de la désinformation trompeuse que « carrément fausse » en ce sens qu'elle encadre des informations de manière à ce que « leurs destinataires soient susceptibles d'en tirer des conclusions erronées ». La notion de liberté d'expression d'autre part est définie, encadrée et précisée par une multitude de textes de doctrine ou jurisprudentiels. Le 30 mars dernier, le président du Tribunal européen Marc van der Woude, saisi d'une demande de référé de *RT France*, a refusé de la rétablir provisoirement dans ses droits à émettre, mais compte tenu de « circonstances exceptionnelles » il a décidé d'une procédure accélérée qui permet au Tribunal de rendre un arrêt définitif rapidement. Probablement avant la fin de l'année, disent les experts. Le représentant de *RT Russia Today France*, Emmanuel Piwnica, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'État français, avait indiqué à la presse qu'il avait hâte d'en découdre avec le Conseil de l'UE devant le Tribunal sur le fond de cette affaire. Celle-ci peut durer des années si elle prend le chemin des affaires Yanukovych précitées dans lesquelles le Tribunal annule une décision que le Conseil de l'UE reprend plus ou moins dans les mêmes termes l'année suivante. Ces sanctions, on l'a dit, étant reconductibles annuellement et donc susceptibles d'être attaquées en justice chaque année. ● Dominique Seytre



Pour les fêtes de Pâques offrez un abonnement au **Lëtzeburger Land**

52 cadeaux pour 180 euros

Pour tout conseil : zbelgacem@land.lu

land.lu
land@land.lu
485757-32





10

WIRTSCHAFT

Land

15.04.2022

Un Rahil peut en cacher un autre



SWR a révélé en fin de semaine passée les doutes qui pesaient sur le réel propriétaire du yacht de 48 mètres Rahil immatriculé au Luxembourg (photo: Didairbus). Homonyme d'un autre navire de luxe mesurant lui 65 mètres et propriété d'Arkady Rotenberg, copain de judo et d'affaires de Vladimir Poutine visé par les sanctions européennes depuis 2014. Au *Land* à la fin mars, le Commissariat aux affaires maritimes assurait avoir vérifié qui se cachait derrière le pavillon au lion rouge (*d'Land*, 25.3.2022). Le commissaire Robert Biwer disait avoir conduit des recherches sur les deux registres, commercial (document public)

et de plaisance (réservé aux résidents et confidentiel) et n'avoir trouvé aucun signe de présence de personnes sanctionnées. « On ne joue pas dans la même ligue », avait complété le haut-fonctionnaire en référence à la différence de standing des deux yachts affublés du même sobriquet.

Or, les journalistes allemands sont entretemps tombés sur un jugement du tribunal civil de Malte, eldorado de l'enregistrement de yachts en Union européenne, rendu le 11 mars dernier. Les avocats qui gèrent la société qui détient le Rahil de 48 mètres contestaient une amende de 800 euros. Celle-ci a été prononcée par le Conseil de surveillance des sanctions maltais. Dans un courrier daté du 29 septembre 2020, celui-ci reprochait à la société Aegis Corporate Services Limited d'avoir enregistré le yacht Rahil à Malte alors qu'il appartient à Arkady Rotenberg, personne affectée par les sanctions de l'UE. La société d'avocats actionnaire d'Aegis a nié les accusations et indiqué que le yacht était la propriété d'un certain Aleksander Kozlov via sa société Medexlite. Pour le Conseil de surveillance des sanctions, cette société cache Arkady Rotenberg et il a donc maintenu son amende. Les avocats ont payé pour ne pas s'exposer à une astreinte. Ils ont aussi changé le yacht de juridiction et ont choisi le Luxembourg (il est de ce fait devenu le plus grand sur le registre de plaisance). La société

civile particulière Medexlite a été créée le 16 décembre 2020 dans cet objectif. Seuls les résidents, personnes physiques ou morales, bénéficient de la possibilité de s'enregistrer sur le registre de plaisance luxembourgeois. Aleksander Kozlov, un Russe né en URSS en 1969 et résident finlandais, possède l'entière propriété de Medexlite. Cette société a été constituée et est gérée par Michail Pessis, un Russe natif d'Ukraine, qui investit dans l'automobile avec... Boris Rotenberg, frère d'Arkady et lui aussi proche de Vladimir Poutine. Le fréroton n'est en revanche pas sanctionné par Bruxelles (il l'est à Washington), « probablement grâce à sa nationalité finlandaise », comprend *Le Monde*.

Au *Land*, Robert Biwer explique que dans ce contexte et face à ces informations paradoxales, le Commissariat aux affaires maritimes a radié le yacht, notamment « pour des doutes sur le bénéficiaire effectif » du navire et d'éventuels mensonges à son enregistrement. Sans pavillon, le Rahil ne devrait en principe pas circuler. Il est amarré à Marseille depuis le 24 mars selon *vesselfinder.com*. « Nous avons transmis le jugement, ainsi que toutes les informations dont nous disposons sur l'immatriculation du navire sous pavillon luxembourgeois, aux autorités luxembourgeoises et étrangères compétentes ainsi qu'aux instances judiciaires le 24 mars 2022, afin de poursuivre l'enquête et de prendre les

mesures qui s'imposent », communique le commissaire au *Land*. pso

Un autre consul honoraire sanctionné

Le Royaume-Uni a placé mercredi sur sa liste des personnes sanctionnées en représailles de l'agression russe en Ukraine le plus célèbre des consuls honoraires du Luxembourg en Russie : Vladimir Yevtushenkov, patron et fondateur du conglomérat Sistema, dont la fortune est estimée à 2,5 milliards de livres par le *Foreign Secretary*. L'intéressé a de nombreux intérêts aux Grand-Duché, dont East West United Bank (Ewub) logée dans la villa Foch en bordure de parc dans le centre-ville. Mais le consul honoraire du Luxembourg sur les régions de Sverdlosk et de Khabarovsk n'apparaît plus officiellement dans le registre des bénéficiaires de ses entités luxembourgeoises qui, comme SCP Group, détiennent des centaines de millions d'euros d'actifs. Marjorie Brabet-Friel y remplace depuis début mars dans la chaîne de détention les sociétés Ovo Capital, détenue par le fils Yevtushenkov, Feliks. La femme d'affaires française a quitté le conseil d'administration d'Ewub le même jour que l'ancien ministre socialiste Jeannot Krecké (qui le présidait). Natalia Evtushenkova, l'épouse du grand patron, y figure toujours.

Consécutivement à la mesure britannique et pour ne pas mettre en péril le fonctionnement de son

groupe, Vladimir Yevtushenkov a réduit sa participation en dessous du seuil du contrôle formel en cédant ce jeudi dix pour cent des actions de Sistema à son fils, pour atteindre 49,2 pour cent du capital tandis que Feliks en détient dorénavant 15,2 pour cent. Alexei Mordashov, consul honoraire du Luxembourg en Russie (province de Tcherepovets), a lui été sanctionné le 28 février et privé de ses honneurs luxembourgeois. pso

Le premier SOS dépannage vélo



Est lancée ce lundi une entreprise qui plaira à la communauté cycliste locale : le premier service mobile de réparations de vélos du Grand-Duché, un concept développé à l'étranger (par cyclonic en France par exemple). The happy cyclist promet d'intervenir en urgence ou sur rendez-vous « n'importe où (au Luxembourg) et à moindre coût ». La formule fonctionne par abonnement, à partir de 9,9 euros par mois. Elle s'adresse aux particuliers et aux entreprises. Emmanuel Plattard (photo), à l'origine de l'initiative, précise que The Happy Cyclist est une société d'impact sociétal qui

Shitstorm is in the air

Syndicat, ministre ou encore le patron de Luxair ont réagi (souvent avec irritation) cette semaine à l'information diffusée vendredi soir dernier par la *Radio 100,7* selon laquelle la BIL souhaiterait vendre les 13,14 pour cent du capital de la compagnie aérienne que la banque détient (depuis 1948). « Je suis surpris par cette annonce. D'autant plus que Marcel Leyers (le directeur général de la BIL, ndlr) est très impliqué dans notre conseil d'administration », a réagi lundi le CEO de Luxair Gilles Feith à une sollicitation du *Land*. Mercredi, l'organisation syndicale des travailleurs OGBL s'est dit « étonnée » et « indignée ». Le même jour, sur les ondes de la radio socioculturelle, le ministre de tutelle François Bausch (Déi Gréng) a lui jugé qu'il était trop tôt pour se prononcer. Ses services nous précisent que le gouvernement attend d'avoir une « proposition noir sur blanc ». Pour l'heure, la BIL n'a pas officiellement notifié son intention de vendre.

Or, la BIL souhaitait vendre sa participation dès 2015 quand Lufthansa cédait les siennes à Luxottica. En 2020, Luc Frieden justifiait au *Land* que « l'actif n'est pas autant stratégique pour la BIL qu'il ne l'est pour le pays » (*d'Land*, 29.05.2020). Aujourd'hui celui-ci est noyé dans les comptes de l'établissement, on comprend, pour ne pas préjuger de sa valeur. Le transport aérien de passagers ne fait pas vraiment

rêver les investisseurs en période de pandémie. « Une vente est envisagée, mais aucune décision n'est prise. Une telle vente ne pourrait avoir lieu que si un partenaire fiable et solide était trouvé, en accord et en alignement avec les autres actionnaires », communiquait l'établissement lundi pour calmer la flambée médiatique.

La sortie de Luc Frieden irrite en haut-lieu et rappelle le contre-pied de la cession des 35 pour cent de Cargolux à Qatar Airways qu'il avait orchestrée en 2011 et qui avait fini en eau de boudin avec le départ (pour le prix d'acquisition) de l'actionnaire du Golfe dès 2012 (qui avait entretemps récupéré des *slots* au Findel). La fenêtre d'opportunité serait-elle ouverte ? En coulisse, on chuchote que Cargolux, qui profite de la difficulté pour les compagnies passagers de transporter du fret, constituerait un candidat potentiel à la reprise des parts de la BIL. Luxair est le premier actionnaire de la compagnie de fret avec 35,1 pour cent du capital et bénéficie à ce titre du ruissellement de la richesse accumulée par Cargolux qui enchaîne les records de bénéfices, 637 millions d'euros en 2020 (avec trente millions de dividende pour Luxair) et plus d'un milliard en 2021 selon les informations du *Land*... et donc un dividende qui pourrait doubler. Les deux sociétés sont majoritairement (quoique) indirectement capitalisées par l'État. pso

Ticker

Une genèse personnelle des sanctions

Pierre Sorlut

Dans *Freezing Order*, le businessman et auteur Bill Browder expose par le biais autobiographique les mécanismes de la kleptocratie de Vladimir Poutine et de son blanchiment à l'international, y compris au Luxembourg

A paru mercredi mercredi ce qui deviendra sans doute le nouveau *best-seller* de Bill Browder : *Freezing Order*. Comme dans son premier ouvrage *Red Notice*, publié en 2015 et salué par la critique internationale, l'auteur détaille son ascension dans les affaires en Russie post-soviétique, la mort suspecte dans une prison moscovite de son avocat fiscaliste Sergueï Magnitski et son combat pour une loi en (et à) son nom. Mais dans *Freezing order*, l'homme d'affaires britannique ajoute, en sus de nouveaux angles, les événements postérieurs à la parution de son premier opus, les mouvements des plaques géopolitiques, le durcissement de l'autocratie poutinienne, la lutte du président russe en personne contre le lobbying de Bill Browder pour ériger une législation internationale condamnant les atteintes aux droits de l'homme commises à l'étranger. Ce combat trouve une nouvelle et brûlante actualité en les représsailles à l'invasion de l'Ukraine par la Russie depuis la fin du mois de février. Le 2 mars dernier, pour la première fois, l'Union européenne a imposé des mesures dans le cadre du nouveau « régime mondial de sanctions en matière de droits de l'homme ». Celui-ci a été mis en place le 7 décembre 2020, après plus de dix ans d'acharnement de la part de Bill Browder. Aujourd'hui, recense le narrateur et protagoniste, 34 pays, dont les principales démocraties occidentales (à commencer par les États-Unis, dès 2012), ont adopté une telle loi, pour geler les avoirs des personnes ayant dérogé aux droits fondamentaux. 500 individus, non exclusivement des Russes, figurent sur ces listes (qui diffèrent de celles visant les personnes ayant porté atteinte à l'intégrité territoriale des États, dont les oligarques ou Vladimir Poutine lui-même pour l'invasion de l'Ukraine). « Cette obsession a affecté toutes les facettes de ma vie, toutes mes relations, même celles avec mes propres enfants », conclut Bill Browder dans les dernières pages.

Écrit à la première personne, le récit est éminemment personnel, mais esquivé l'autoglorification. Bill Browder a lancé son *hedge fund* (avec Edmond Safra) en 1996 à Moscou. Hermitage Capital Management, tel est son nom, suivait une stratégie « activiste » et investissait dans des groupes minés par la corruption. Une fois aux manettes, les représentants du fonds dénonçaient les mauvais éléments et cessaient les malversations, augmentant par conséquent la valeur de la société. À son apogée, Hermitage Capital Management gérât 4,5 milliards de dollars d'actifs en Russie. Mais en 2005, Vladimir Poutine a sifflé la fin de la récré et expulsé Bill Browder. Ce dernier a liquidé ses activités russes et rapatrié un maximum de ses salariés. Des fonctionnaires russes se sont alors appropriés trois coquilles vides de l'ancienne galaxie Hermitage et ont obtenu du fisc un remboursement d'un trop payé d'impôt d'une valeur de 230 millions de dollars. Le fiscaliste d'Hermitage, Sergueï Magnitski, resté sur place avec sa femme et son fils, des ressortissants russes, a découvert le pot-aux-roses en 2007. Mais il est vite accusé de fraude pour le compte de Bill Browder, devenu persona non grata, et est emprisonné dans les prisons les plus sordides de Moscou dont celle de Boutyrskaja dans le centre de la capitale où, déjà gravement malade, il est mis en isolement en novembre 2009, « enchaîné à un lit et battu à coups de matraque par huit policiers anti-émeute jusqu'à ce que mort s'en suive », raconte Bill Browder à propos de son ancien employé, décédé à l'âge de 37 ans.

Bill Browder a alors remué ciel et terre pour rendre justice à son proche collaborateur. Connaissant la faiblesse de l'état de droit en Russie, puisqu'il a bâti sa fortune dessus (il le reconnaît), l'homme d'affaires bat campagne aux États-Unis où il passe ses vacances et travaille occasionnellement, mais surtout où les avocats sont les plus tenaces et les politiques moins liés aux intérêts russes. Il voit chez l'oncle Sam un terreau plus fertile qu'à Londres où il réside et où les expatriés fortunés russes financent les cabinets juridiques, le marché immobilier et les écoles de qualité (mais aussi bientôt le parti conservateur au pouvoir pour sa campagne du Brexit). Barack Obama a signé le Magnitsky Act le 14 décembre 2012, « la première fois que les États-Unis ont sanctionné la Russie depuis la Guerre Froide et Poutine est entré dans une colère noire. Sa première réponse a été d'interdire l'adoption des orphelins russes par les familles américaines », retrace Bill Browder. L'homme d'affaires juge le développement « gratifiant », mais relève que les officiels russes corrompus passent la plupart de leur temps en Europe, « enjoying luxury vacations in places like Courchevel, Marbella, and Sardinia. They send their kids to boarding schools in Switzerland, their wives to spas on the Côte d'Azur, and their girlfriends to fashion shows in Milan », écrit-il.

Dans la presse des dix dernières années, le patronyme Magnitsky agit comme un produit de contraste pour distinguer les immixtions russes dans le système juridico-politique occidental

Le converti au droit-de-l'homme se déplace ainsi sur le Vieux continent (suivi de gardes du corps et vigilant aux notices Interpol émises par la Russie contre lui) pour y prêcher sa cause. Il se présente à Bruxelles, y constate le labyrinthe (au sens propre et figuré) institutionnel européen, mais aussi à Strasbourg, où il rencontre pour la première fois en octobre 2013, la députée libérale Anne Brasseur. Contactée par le *Land*, l'ancienne ministre raconte son premier échange avec l'homme d'affaires. « On avait de bons contacts. C'est quelqu'un de très sympa avec une histoire incroyable, mais aussi des méthodes un peu surprenantes, comme des *cowboys*, pour amasser de l'argent. » Anne Brasseur est intervenue en sa qualité de présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, institution qui rassemblait alors les parlementaires de 47 pays, dont la Russie et l'Ukraine. Elle avait été nommée en janvier. En février, des miliciens russes ont envahi la Crimée. En mars, cette province d'Ukraine, presque qui forme le détroit entre la mer d'Azov et la mer Noire, a été annexée par référendum à la Russie. Anne Brasseur avait été invitée en Ukraine et s'était rendue le même mois à Donetsk où la tension était palpable. « Je devais soutenir les Ukrainiens. Il y avait alors une manifestation pro-russe. J'ai entendu une dame nous traiter de fascistes. On a dû filer. Le Conseil de l'Europe avait alors sanctionné les Russes et supprimé leur droit de vote. J'étais personnellement d'avis de maintenir le dialogue », regrette aujourd'hui Anne Brasseur. D'une manière générale, l'ancienne présidente de l'assemblée parlementaire du conseil de l'Europe se souvient que « les Russes ne voulaient pas qu'on se mêle de leurs affaires ». Elle se rappelle encore avoir reproché à Sergueï Lavrov, déjà ministre des Affaires étran-

gères, que la Russie était souvent condamnée à la Cour des droits de l'Homme et qu'elle n'en suivait pas les décisions. Bill Browder avait envoyé une copie de son bouquin *Red Notice* à Anne Brasseur (« ça se lit comme un polar ») avec un mot : « Thank you for all your advice and support for the Magnitsky initiatives. We would not be having the success we do without supporters and friends across Europe and your influence at PACE is greatly appreciated ». L'homme d'affaires lui est toujours reconnaissant. Anne Brasseur est une nouvelle fois remerciée dans *Freezing Order*.

Tirons alors ce fil rouge du récit souvent tragique (puisque plusieurs personnes sont empoisonnées pour s'assurer de leur silence) de Bill Browder, le motif premier de la résistance de Poutine à cette condamnation des atteintes aux droits de l'homme : la volonté de l'autocrate russe de protéger sa fortune. La quête des 230 millions de dollars évaporés dans la nature déshabille les matriochkas du blanchiment international russe dont Vladimir Poutine a profité grassement. « Now we knew. There weren't just millions of dollars at stake. Or even billions. There was likely more than \$1 trillion at stake. And Putin will do anything to protect this », écrit Bill Browder dans les dernières pages. Avant cela il explique que les blanchisseurs passent par des transferts d'argent via des dizaines de sociétés dans de multiples juridictions, de la Russie aux Îles vierges britanniques en passant par la Moldavie, l'Estonie ou la Lituanie. Sans oublier le Luxembourg. Le centre financier luxembourgeois apparaît presque inévitablement ces dernières années dans les histoires de blanchiment international. En mai 2015, Renaud Van Ruymbeke, magistrat du pôle financier à Paris, a mis en examen un Franco-Russe de 58 ans pour blanchiment de fraude fiscale et escroqueries en bande organisée dans le cadre du détournement de ces 230 millions de dollars. Une perquisition a été opérée en son domicile de Saint-Tropez. Neuf millions de dollars ont été saisis sur les comptes de sa société entre la France, Monaco et Luxembourg. Et puis il y a les hommes de paille, bénéficiaires effectifs ou administrateurs de ces structures qui font transiter les sous. « Whenever you do land on an actual name, ninety-nine times out of a hundred it belongs to an unemployed alcoholic or a peripatetic yoga instructor or some other random person willing to hand over their passport in exchange for a few hundred dollars. Little do they know, they then become nominal owners of shell companies that can launder millions, and sometimes billions, of dollars », raconte l'homme d'affaires.

Bill Browder détaille par exemple comment, grâce à ses contacts avec les journalistes internationaux (notamment ceux réunis dans l'OCCRP ou l'ICIJ) qui exploitent les données sorties par des lan-

ceurs d'alertes, le violoncelliste Sergueï Roldouguine (Roldugin en anglais) est devenu le musicien le plus riche du monde « devant Jay-Z ou Paul McCartney », accumulant deux milliards de dollars. « My opinion, is that this cellist was serving as a nominee for his longtime friend, Vladimir Putin », rapporte Bill Browder. Roldugin, également parrain de la première fille du président russe, est d'ailleurs visé par les sanctions européennes (comme Poutine lui-même) depuis le 28 février. Dans son règlement, le Conseil européen cite les enquêtes menées par les consortiums de journalistes. Bill Browder explique que le violoncelliste a reçu une partie des 230 millions de dollars pour le compte de Vladimir Poutine : « This wasn't a one-off, but one of thousands of crimes Putin had benefitted from, allowing him to accumulate an estimated \$200 billion fortune », calcule le narrateur pour qui la quasi intégralité de la fortune du président russe est planquée dans des institutions financières à l'ouest et que celle-ci risque d'être gelée sous une loi Magnitski. « For these reasons, the law was an existential threat to him and his senior officials. »

Puis l'argent russe corrompt les Européens. Dans la revue de presse du gouvernement, le nom Magnitsky apparaît 190 fois (Magnitski, en français, 84). Le patronyme agit comme un produit de contraste pour distinguer les immixtions russes dans le système juridico-politique. Par exemple, dans un article du 30 septembre 2021, le *Financial Times* rapporte que le procureur fédéral suisse a été éjecté à cause de relations « poussées » avec la Russie: « Michael Lauber was revealed to have been extravagantly entertained in Russia, and some of his lieutenants were revealed to have spent time in Russia, on off-diary trips, partly paid for by Russian oligarchs, discussing highly sensitive political matters, such as the Magnitsky affair, the corruption scandal (...) which has formed the basis widespread legislation against Russian officialdom in the US and Europe. The federal prosecutor's office dropped its investigation into Magnitsky-linked dirty money in Switzerland in July. » Bill Browder y fait aussi référence dans son ouvrage.

Dans sa « liste Magnitski » du 3 mars dernier, l'UE a ciblé Alexandre Bastrykine, président de la commission d'enquête de la Fédération de Russie, Igor Krasnov, procureur général, Viktor Zolotov, chef de la garde nationale, et Alexandre Kalachnikov, directeur du service pénitentiaire fédéral, en raison de leur rôle dans l'arrestation arbitraire d'Alexeï Navalny, « ainsi que dans les poursuites et la condamnation dont il a fait l'objet, et dans la répression des manifestations pacifiques liées au traitement illégal qui lui a été infligé. » Il est interdit à ces personnes de pénétrer le territoire européen et les avoirs dans les États membres de l'UE sont gelés. ●



Bill Browder au 10 Downing Street à Londres le 2 mars

La banque des entrepreneurs depuis 1856

La BIL est à vos côtés depuis 1856 et propose des solutions adaptées à chaque étape du cycle de votre entreprise. Découvrez-les sur www.bil.com/entreprises ou contactez directement votre Responsable de relation BIL.

Relocalisation énergétique et agricole

Georges Canto

L'Union européenne repense ses productions pour plus d'autonomie et moins d'exposition à la volatilité des marchés. L'environnement serait la première victime



La production bio de Colabor

En Belgique comme dans le nord et l'est de la France, les problèmes d'approvisionnement énergétique posés par la guerre en Ukraine, et notamment l'annonce d'un arrêt prochain des importations de charbon russe, ont réveillé un vieux serpent de mer : la réouverture des mines. Si, pour des raisons essentiellement techniques, la probabilité en est infinitésimale, la question de la réduction de la dépendance de l'Europe vis-à-vis des importations de pétrole, de gaz, de charbon et de produits agricoles de Russie, mais aussi d'Ukraine dont l'économie est désorganisée, est d'une actualité brûlante. En plus de lancer un ambitieux programme d'économies, il n'existe guère d'autres choix, si l'on prend le cas de l'énergie, que de se tourner vers d'autres fournisseurs, d'accélérer l'adoption de nouvelles solutions énergétiques (solaire, éolien et biomasse) et de reconsidérer la question du nucléaire. Mais l'Europe peut aussi envisager de « relocaliser » certaines productions.

Associations et élus craignent que la guerre en Ukraine conduise les pouvoirs publics à valider des projets en contradiction avec les engagements pris en matière environnementale

Le terme de relocalisation, revenu à l'honneur au début de la crise du Covid-19 en mars 2020, désigne habituellement le fait de réaliser à nouveau sur place des biens ou des services dont la production avait été abandonnée et remplacée par des importations, le plus souvent pour des raisons de coût. Sous cette acception, le terme peut s'appliquer dans de nombreux pays au charbon et à certains produits agricoles. Il est moins adapté au pétrole et au gaz, dont les productions n'ont que très peu été délocalisées. Mais bien qu'ayant toujours été modestes, à quelques exceptions près, elles ne demandent qu'à être développées grâce à l'importance des réserves et aux nouvelles technologies. Inutile de dire que le prix de cette stratégie d'indépendance serait colossal aussi bien sur le plan économique qu'écologique, ce qui laisse planer le doute sur l'aboutissement des projets en cours.

L'UE a annoncé l'arrêt prochain de toutes ses importations de charbon russe. Elle pourra assez facilement s'en passer. La première raison est que c'est la matière première énergétique pour laquelle il est le plus facile de trouver d'autres fournisseurs, comme les États-Unis, l'Australie ou l'Asie (Chine, Inde, Indonésie). La deuxième raison est que la consommation européenne a été divisée par trois au cours des trente dernières années car le charbon est de moins

en moins utilisé pour la production d'électricité (les usages domestiques sont devenus marginaux). La troisième est que les grands pays qui en sont le plus dépendants sont aussi ceux qui en produisent le plus et qui par ailleurs disposent d'abondantes réserves. C'est le cas de l'Allemagne et de la Pologne, qui en 2020 produisaient respectivement 108 et 101 millions de tonnes et avaient un total de réserves de 64,3 milliards de tonnes pouvant alimenter toute l'Europe en cas de besoin ! Dans ces conditions les pays de l'UE qui abritent encore des mines (Grèce, Roumanie, Bulgarie, République tchèque) pourront les fermer sans grand dommage.

La situation est plus compliquée du côté du gaz. L'Europe ne part pas de zéro. Selon le *BP World Energy Outlook*, la Norvège était en 2018 le septième producteur mondial avec 123,2 milliards de m³. Le Royaume-Uni n'arrivait qu'à la 19^e place avec 41,9 milliards mais en ajoutant les différents pays de l'UE qui produisent du gaz (essentiellement les Pays-Bas), pour un total de 117,8 milliards, on arrive à un cumul de 283 milliards, soit le troisième ensemble mondial derrière les États-

Unis (734,5) et la Russie (635,6). Les réserves prouvées s'élèvent à 1 700 milliards de m³ en Norvège et à 1 200 milliards dans les pays de l'UE. Ce sont précisément ces réserves qui pourraient en partie être mises en exploitation.

Prenons le cas de la France. Qui se souvient encore que pendant près de soixante ans (1957-2013) a été exploité un énorme gisement de gaz naturel à Lacq, dans les Pyrénées-Atlantiques entre Pau et Bayonne ? On y a extrait la bagatelle de 254 kilomètres-cubes de gaz avant son épuisement. Le souvenir toujours vivace de ses retombées économiques a suscité de grands espoirs dans les régions où du gaz de schiste a été détecté, notamment le sud du couloir rhodanien et les Cévennes. Espoirs déçus car, en raison notamment du risque écologique lié à la technique de fracturation hydraulique de la roche, toute exploitation (et même exploration) est interdite par la loi depuis 2017. Pourtant, selon l'Agence internationale de l'énergie, le sous-sol français contiendrait 3,9 milliards de m³ de gaz de schiste. Reste le « gaz de couche », qui présenterait le plus gros potentiel. En 2018, la Française de l'énergie (FDE), une société spécialisée implantée à Pontpierre en Moselle, à 50 kilomètres à l'est de Metz, a déposé une demande auprès de l'État pour exploiter une concession de 191 km², étendue sur 40 communes. La réserve estimée de gaz de houille serait de 190 milliards de m³ soit la consommation française pendant cinq ans !

Les écologistes sont vent debout contre ce projet. Tout en contestant la taille du gisement, qui ne contribuerait que pour quatre pour cent à la consommation annuelle, ils dénoncent le caractère « risqué et invasif » de l'extraction, qui ferait appel aux mêmes techniques que celles utilisées pour le gaz de schiste, avec des graves dégâts en termes de pollution de l'air, de l'eau, des sols, et de fortes émissions de gaz à effet de serre. L'exploitant, qui a aussi déposé une demande pour exploiter un gisement d'hydrocarbures en Lorraine, ne démontrerait pas ses capacités techniques et financières pour mener à bien les travaux et faire face aux éventuelles conséquences. Associations et élus craignent surtout que la guerre en Ukraine conduise les pouvoirs publics à valider, là comme ailleurs, des projets en contradic-

tion avec les engagements pris en matière environnementale, au moment même où le GIEC publie un nouveau rapport alarmiste.

La question écologique va se retrouver du côté de la relocalisation agricole. La Russie et l'Ukraine sont les troisième et quatrième exportateurs mondiaux de céréales avec respectivement 47,7 et 44,6 millions de tonnes soit ensemble le tiers des exportations mondiales. Les sanctions contre la Russie et la désorganisation de l'agriculture ukrainienne vont considérablement les réduire. L'Europe, déjà touchée par une forte hausse des prix, court-elle un risque de pénurie ? En principe non. L'Union Européenne est une grande puissance céréalière avec 281 millions de tonnes, contre 127 pour la Russie, produites sur une surface de 53 millions d'hectares soit davantage que la superficie totale de l'Espagne. Les deux tiers des surfaces sont concentrées dans cinq pays (France, Allemagne, Espagne, Pologne et Roumanie). À court terme les pays européens pourront même cultiver quatre à cinq millions d'hectares supplémentaires. En effet, le 23 mars le commissaire européen à l'Agriculture Janusz Wojciechowski a présenté des mesures d'assouplissement des règles sur les jachères. Selon les règles actuelles, les exploitations agricoles dépassant quinze hectares doivent compter au moins cinq pour cent de « surfaces d'intérêt écologique », c'est-à-dire des jachères mais aussi des prairies, des haies ou des arbres. À partir du 1^{er} janvier 2023, date d'entrée en vigueur de la nouvelle politique agricole commune (PAC), les exploitations de plus de dix hectares devront réserver au moins quatre pour cent de leurs terres aux jachères seules. Mais depuis fin mars et par dérogation, il sera possible de produire sur ces champs normalement au repos toute culture destinée à l'alimentation humaine ou animale, pas seulement des céréales. Mais ces surfaces ne représentent qu'environ six pour cent de la surface agricole totale de l'Europe.

À plus long terme, il devrait être possible d'accroître davantage les surfaces cultivables. Un rapport de la Commission européenne publié début janvier 2021 prévoyait à un horizon de dix ans une superficie céréalière totale de 51,2 millions d'hectares dans l'UE, en diminution de 2,8 pour cent. La production

céréalière est, quant à elle, attendue à 276 millions de tonnes en 2031, soit une baisse de 2,5 pour cent sur dix ans ou encore sept millions de tonnes. Prendre des mesures pour maintenir la superficie agricole et donc la production permettrait déjà de compenser en partie la diminution des importations de Russie et d'Ukraine, mais il est possible d'aller plus loin.

Revenons en France. L'étude des statistiques d'occupation des sols montre que les « terres arables » n'y occupent que 28 pour cent du territoire, les prairies naturelles douze pour cent et les forêts 39 pour cent ! Des chiffres qui donnent à penser qu'une marge de progression existe. Confirmation avec d'autres données selon lesquelles en France métropolitaine les terres agricoles reculent presque partout depuis des décennies. En quarante ans, elles ont diminué de 65 900 hectares par an en moyenne, soit 26 360 km² sur la période, dix fois la taille du Luxembourg ! Les terres qui étaient consacrées aux céréales peuvent être estimées à la moitié de cette superficie. Un calcul simple peut alors être fait. En 2020, le rendement moyen céréaliier ressortait à 6,4 tonnes par hectare. Sur cette base, en récupérant la moitié des terres céréalières abandonnées, soit 660 000 ha, le potentiel de production supplémentaire serait d'environ 4,37 millions de tonnes par an dès que la remise en valeur aura été possible, soit 7,5 pour cent de plus qu'aujourd'hui.

Reste à savoir quel sera l'investissement à consentir pour cela. De plus, si un consensus existe sur l'utilisation des jachères, la Commission a insisté sur le caractère exceptionnel et temporaire de la mesure et confirmé la stratégie européenne « De la ferme à la fourchette », qui vise, d'ici à 2030, à réduire de moitié l'usage de pesticides, de vingt pour cent celui d'engrais et à consacrer un quart des terres au bio. Ces mesures qui vont dans le sens d'une meilleure sécurité alimentaire étaient déjà difficiles à avaler, c'est le cas de le dire, pour de nombreux eurodéputés, États membres et associations professionnelles agricoles. Comme c'est le cas pour le gaz, ils comptent bien profiter de la situation actuelle pour, au nom de la « souveraineté alimentaire » de l'UE, remettre profondément en cause sa « feuille de route verte » en obtenant l'allègement des contraintes environnementales. ●

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Ich versteh die Welt nicht mehr!

Michèle Thoma

So was sollten Kolumnist*innen nicht schreiben, es disqualifiziert sie, sie sollten natürlich die Welt verstehn, Putin nicht, das kommt nicht gut rüber, aber sonst. Oder ihr Nichtverstehn kompetent tarnen, vielleicht durch Kommentare, die so eloquent sind, dass sie keine*r versteht.

Tja. Leider habe ich das mulmige Gefühl, dass ich nicht die Einzige bin, wobei Weltverstehen natürlich ein hehrer, philosophischer Anspruch ist, seit einigen Jahrhunderten ein quasi uneinlösbarer, wie soll man denn so was wie eine Welt verstehen? Die Allerklügsten begnügen sich damit, ein Mikro-Weltleichen ansatzweise und immer mehr zu kapiern. Was ist eine Welt? fragt meine dreieinhalbjährige Enkelin.

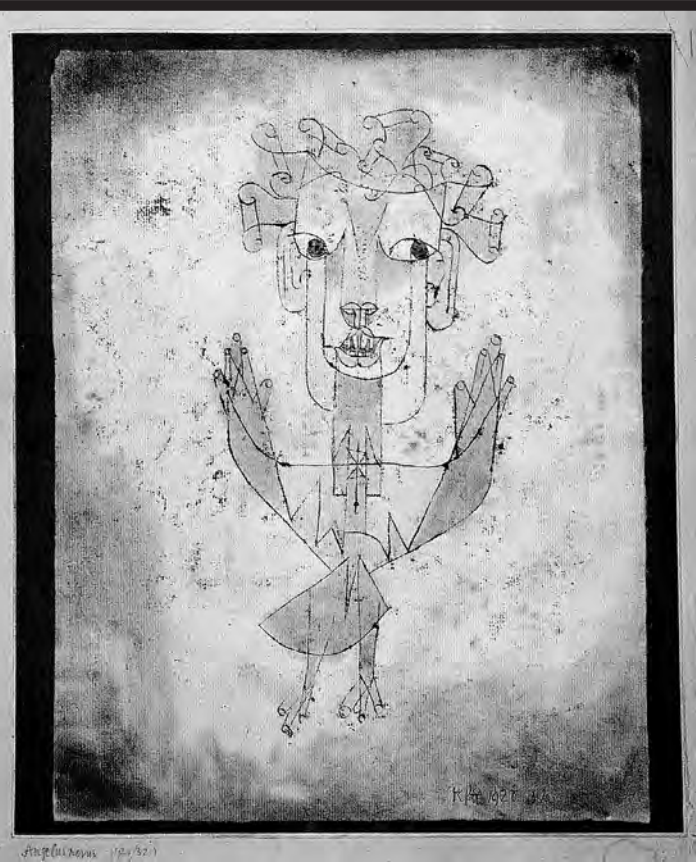
Leider habe ich das Gefühl, dass ich nicht die Einzige bin, der das alles über den Kopf wächst, es ist alles eine Nummer zu groß. Eine große Nummer zu groß.

Der Krieg ist zu groß. Er ist ein richtiger, nicht so ein Quickie, der schnell mal hingelegt wird und dann machen die sich im Osten das schon irgendwie aus und dann ist es aus, wenigstens für uns hier. Dieses Treiben dort, in Gebieten mit Namen à la Transnistrien oder Südossetien, Labels die auf dem Weltmarkt nicht bestehen, das werden keine Weltmarken.

Dieser Krieg ist ein echter, nicht so ein sauberer mit ein paar Drohnen und dann liegen Hochzeitsgesellschaften in ihrem Blut, wie in Afghanistan. Städte sind umzingelt, eingekreist, werden ausgehungert. Pazifist*innen fachsimpeln über Haubitzen, Marder und Leoparde, auf *Spiegel Online* gibt es Werbung für Militärjacken, Military First! Die deutsche Außenministerin führt schwere Waffen im Mund. Kommt jetzt die große Schlacht? fragen TV-Moderator*innen, es klingt alles immer weltkriegerischer.

Geht so Weltkrieg? Kommt so Weltkrieg? Der war doch mal out, etwas was es nur noch in Geschichtsbüchern gibt, wovon die Väter der Boomer*innen nach dem Dessert erzählten, am Sonntag. Ligne Maginot.

Paul Klee, *Angelus Novus*



lern und schluck! uns im Visier haben. Den Westen! Den ganzen milden Westen, uns, die Dekadenten. Bzw. uns Nazis, es wird immer durcheinanderer, wir werden immer durcheinanderer.

Bitte Putin, go home, chill mal! Der österreichische Außenminister, der jüngste Müllerssohn, betritt forsch die Hölle des Löwen und verlässt sie wieder. Mann kann es ja mal versuchen, Xavier Bettel hat auch angerufen, sogar zwei Mal. Sie versuchen, sie suchen, sie machen ihr Bestes, so wie die Virolog*innen, die einem Virus hinterher sind, der vor ihren Augen Karneval spielt. Wo ist der Drachentöter, bitte melden?!

Die Nummern, die gerade ablaufen sind zu groß, niemand kann sie mehr einordnen. Die Kategorien sind neue, alle tapfen im Dunkel der Geschichte, die gerade erst entsteht, in der wir alle mitspielen, klitzekleine Rollen die meisten von uns. Nur so halt weil wir halt auch da sind. Noch.

Dann wählen diese Franzo(e)s*innen auch noch die Nazis, die Putin so schätzt und fördert. Das Giftspinnenmännchen bekommt bei den in Luxemburg wählenden Franzo(e)s*innen gar 10% der Stimmen. Was die Luxemburger*innen so gar nicht verstehen, ist das jetzt der Dank? Aus den unschuldigen Augen des Giftspinnenmännchens rinnen Tränen der Rührung. Bald. Bald.

Ah ja, Klima, Klima ist auch noch, jetzt kippt das auch noch, ausgerechnet jetzt. Wo wir so im Stress sind! Es kommt immer alles zusammen, wissen die weisen alten Frauen. ●

ZU GAST

Aufstehen gegen den Indexklau

Wenn die Indextranche, die das nationale Institut für Statistik und Wirtschaftsstudien (Statec) für den Monat August dieses Jahres prognostiziert, auf April 2023 verschoben wird, werden die Löhne (aber auch die Renten) während acht Monaten nicht um 2,5 Prozent an die Preisentwicklung angepasst. Daraus ergibt sich für alle Schaffenden ein Einkommensverlust von 20 Prozent eines Monatslohnes. Wer nicht um den heißen Brei herumredet, wird von einem Indexklau sprechen.

Noch deutlicher würde die Indexmanipulation ausfallen, wenn auch in den Jahren 2023 und 2024 jeweils eine Indextranche erfallen und jeweils 12 Monate zurückversetzt würde. Das wäre ein noch größerer Einschnitt bei der Kaufkraft und würde die Schaffenden weitere 60 Prozent eines Monatslohnes kosten.

Nun hat die Tripartite für den in diesem Jahr anstehenden Indexklau einen Ausgleich versprochen, der in Form einer Steuergutschrift bis zu einer gewissen Einkommensgrenze dafür sorgen soll, dass die Indextranche kompensiert wird. Der Haken daran ist, dass 40 Prozent der Schaffenden überhaupt keinen Ausgleich bekommen werden und also die ganze Wucht der Indexmanipulation zu spüren bekommen, während jeder weitere fünfte Lohnabhängige sich mit einem Index-Ersatz zufriedengeben soll, der deutlich niedriger als eine Indextranche sein wird. Doch selbst Einkommensbezieher am unteren Ende der Lohnskala drohen Einkommensverluste.

Damit ist offensichtlich, dass die Schaffenden die großen Verlierer dieser Tripartite sind, denn die Mehrheit von ihnen wird einen Kaufkraftverlust hinnehmen müssen. Wer aber werden die Gewinner der Tripartite-Beschlüsse sein, oder besser gesagt, wem nützt die Indexmanipulation?

Diese Frage ist schnell und eindeutig zu beantworten. Nutznießer der Manipulation wird das Kapital sein. Neben 230 Millionen

Ali Ruckert ist Präsident der KPL

Euro, die in Form von Energiehilfen gezielt ausbezahlt werden, wird dem Patronat, das wieder einmal tat, als würde es am Hungertuch nagen, allein mit der Verschiebung der August-Indextranche ein Geschenk von mehreren Hundert Millionen Euro gemacht. Sozusagen mit der Gießkanne, denn auch die Finanzgesellschaften, Banken und Krisengewinner aus anderen Wirtschaftsbereichen, die im „Krisenjahr“ 2021 hohe Profite machten und in diesen Monaten Hunderte von Millionen Euro an Dividenden an ihre Aktionäre ausschütteten, dürfen die verhinderte Lohnanpassung mit Freude entgegennehmen. Bedanken dafür dürfen sie sich bei den liberalen Demokraten, den liberalen Grünen und bei der LSAP, welche die Interessen der Schaffenden wieder einmal verraten hat.

Diese Umverteilung ist der Kern der Tripartite-Beschlüsse, was wohl auch erklärt, weshalb die Regierung – leider zum großen Teil mit Erfolg – die Verhandlungsdelegationen der Gewerkschaften regelrecht vor sich hertrieb und sie auf die „nationale Solidarität“ einschwor, damit sie nicht, oder nicht rechtzeitig, erkennen sollten, dass eine ganz gewöhnliche, wenn auch gigantische Umverteilung von unten nach oben über die Bühne ging – zugunsten des Kapitals und zu Lasten der Schaffenden –, übrigens nicht das erste Mal in der Geschichte der Tripartite.

Die Kommunisten lehnen diesen Raub an der Kaufkraft der Schaffenden ab und rufen die Schaffenden und Rentner auf, sich dagegen zur Wehr zu setzen. Die KPL unterstützt die Mobilisierungskampagne des OGBL gegen die Index-Manipulation und hofft, dass sie sich am 1. Mai und drüber hinaus zu einer mächtigen Welle gegen Indexklau und Sozialabbau entwickeln wird. ● Ali Ruckert

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Quand les climatologues craquent

Jean Lasar

Un nouveau rapport du GIEC, un nouvel avertissement solennel que le monde est en route pour une hausse de la température moyenne de 3,2 degrés d'ici la fin du siècle, et une fois de plus l'humanité reste imperturbablement engagée sur les rails menant à son auto-annihilation. Sauf que cette fois, de nombreux scientifiques ayant contribué à ces prévisions alarmantes ont

choisi de mettre les pieds dans le plat. Dans 26 pays, quelque 1 200 d'entre eux, portant une blouse blanche ornée d'un sablier, le logo d'Extinction Rebellion, ont mené des actions d'éclat la semaine dernière, souvent au risque de se faire arrêter, dans l'espoir d'enfin attirer l'attention d'une masse critique de citoyens sur les risques inhérents à une poursuite de l'utilisation des énergies fossiles.

L'un des animateurs de cette révolte de scientifiques (*scientistrebellion.com*) est Peter Kalmus, membre du Jet Propulsion Laboratory de la NASA. « Je suis un climatologue et un père désespéré. Comment puis-je plaider ma cause avec davantage de force ? Que doit-il arriver ? Qu'est-ce que mes collègues et moi-même pouvons faire pour stopper cette catastrophe qui se déroule maintenant sous nos yeux d'une manière aussi atrocement claire ? », s'est-il écrié dans une tribune publiée par le *Guardian*. Lorsqu'il s'est enchaîné avec trois collègues aux portes de la JP Morgan Chase à Los Angeles le 6 avril, une centaine de policiers anti-émeute harnachés de pied en cap ont convergé vers eux et les ont arrêtés. Les larmes aux yeux, il a réclamé la justice pour ses enfants et les enfants du monde entier qui vont hériter du désastre climatique que leurs géniteurs leur ont concocté.

À Washington, la scientifique Rose Abramoff, spécialiste du stockage de carbone en forêt, s'est enchaînée aux grilles de la Maison Blanche. « En tant que scientifiques, nous avons tendance à être réticents à prendre des risques. Nous ne voulons pas risquer nos emplois, nos réputations et notre temps. Mais il n'est plus suffisant de faire nos recherches et de nous attendre à ce que d'autres lisent nos publications et comprennent la gravité et l'urgence de la crise climatique », a-t-elle expliqué dans un communiqué de presse. Arrêtée avec d'autres blouses blanches, elle a qualifié la réaction des autorités de tentative de bâillonnement.

La hiérarchie, le mode de financement et les codes de l'univers de la recherche ont longtemps convaincu ceux qui travaillent sur le climat terrestre de laisser à d'autres le soin de faire connaître leurs résultats et les conclusions qui en découlent sur l'urgence de la décarbonation. Si certains se sont mis à leurs claviers pour bloguer et tweeter, la plupart ont choisi, ces dernières décennies, au nom de leur crédibilité et de la supposée nécessité de faire preuve de neutralité politique, de ne pas adopter les méthodes des activistes. Que cette digue ait maintenant sauté en dit long sur le découragement qui habite ceux situés aux premières loges de cette crise. ●

« Je suis un climatologue et un père désespéré. Comment puis-je plaider ma cause avec davantage de force ? »

Peter Kalmus

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Fir de Bobësch

Jacques Drescher

Al Beem hu laang Geschichten;
Si hu scho vill gesinn.
Si hunn dem Mënsch an Déier
De Sënn vum Liewe ginn.

Den ale Bësch, deen hënnert;
En ass vu Gott verlooss.
Wou Eeche stinn a Bichen,
Do baut de Bausch eng Strooss.

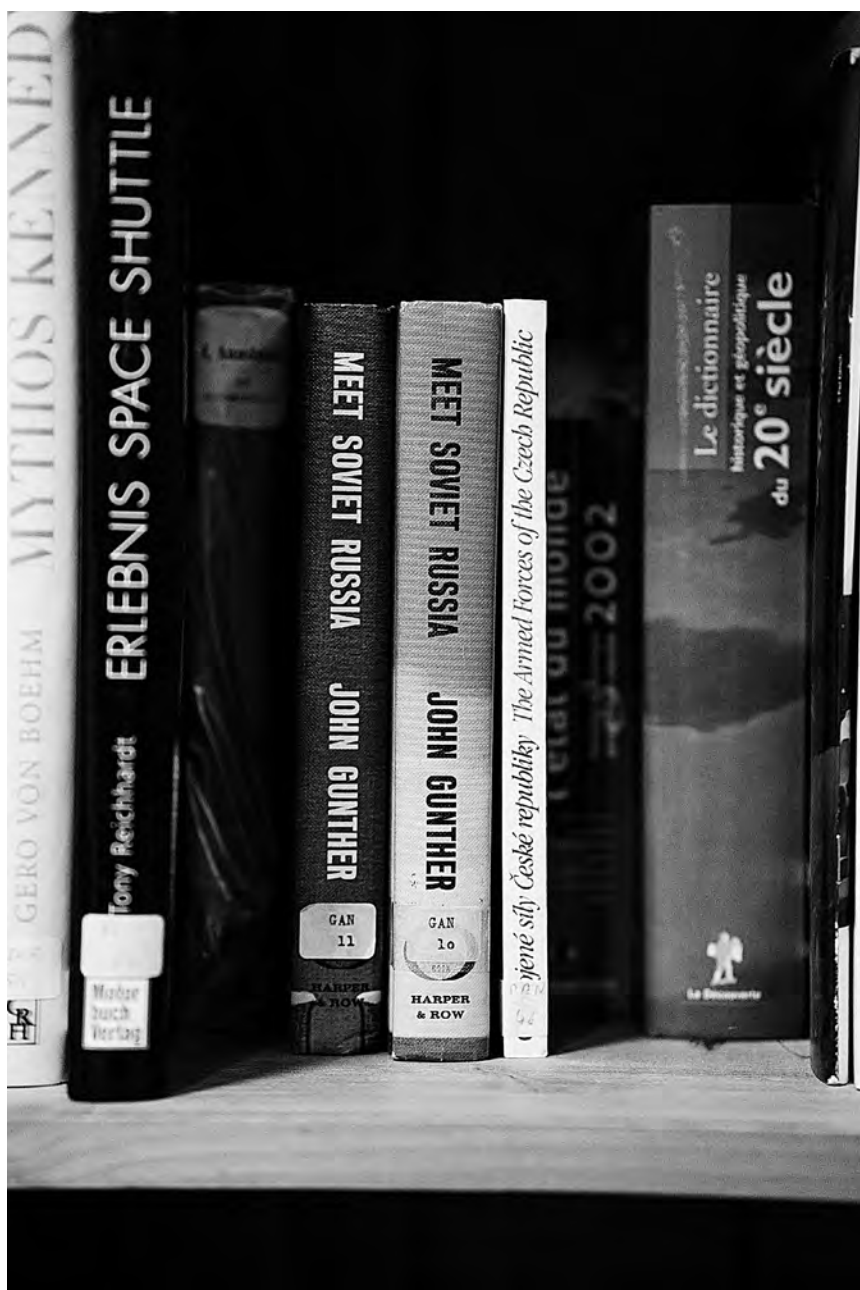
Da ginn et „Ökopunkten“ –
Amplaz vun der Natur.
Gi fir de Wäert vum Liewen
Gréng Autosprimmen duer?

Hie gouf jo schéi verroden;
Lo gëtt en ëmgeseet.
Kämpft fir de Bësch zu Suessem,
Sou laang nach wéi e steet!

„Militär geht auch anders“

Interview: Reiner Hesse

Ein Gespräch mit Christian Schleck, Präsident der Armee-Gewerkschaft Spal (Syndicat professionnel de l'Armée luxembourgeoise)



Auszug aus der Bibliothek auf dem Häerebiery

Hintergrundgespräche mit aktiven und ehemaligen Berufssoldaten lassen bei diesen Militärs ein Unwohlsein erkennen. Worauf ist es zurückzuführen?

Christian Schleck: Die Reform von 2008 hat durch das Udo-Statut [Unité de disponibilité opérationnelle; umfasst Soldaten, die durch eine Teilnahme an Missionen Vorteile erlangen] eine Spaltung bewirkt. Diese Reform trug wesentlich zum Attraktivitätsverlust der Armee und damit zum Personalmangel bei: Den Armee-Abgängern vormals vorbehaltenen Laufbahnen stehen ihnen seither nicht mehr exklusiv offen. Einstige Perspektiven sind verschwunden; das gestaltet die Rekonversion von Soldaten immer schwieriger. Auch hat das Udo-Statut dazu geführt, dass die Freiwilligen sich sehr intensiv auf diese Mission vorbereiten, sie durchführen, aber anschließend kein konkretes Ziel mehr vor den Augen haben.

Wie meinen Sie das?

Ich meine damit, dass die Restdienstzeit größtenteils aus „Gammeldienst“ besteht. Von daher ist die nun geplante Verlängerung der Dienstzeit auf vier Jahre zu hinterfragen. Eine faktische Aufwertung des Dienstes als Armee-Freiwilliger lässt auf sich warten. Auch bei den Berufsmilitärs ist eine enorme Unzufriedenheit zu spüren. Man wartet sehnsüchtig auf die Reform des Armee-Gesetzes und die Schaffung der Karrieren B1 und A2. Im gesamten Öffentlichen Dienst wie auch bei der Polizei bestehen sie schon seit 2015 beziehungsweise 2018. Wir fordern deshalb, dass sich die Laufbahnspezifischen Gegebenheiten endlich am Statut général orientieren und an dieses Statut angegliedert werden. Damit wären wir nicht länger benachteiligt.

Vielfach wird von den Berufssoldaten mangelnde Kommunikation seitens der Führungsebene moniert.

Ja, eindeutig hat die Kommunikation Schwächen. Es ist klar, dass das Soldatenleben nicht so planbar ist wie das eines Steuerbeamten, weil es stark von der geopolitischen Lage abhängt. Neben den Problemen im physischen Bereich fällt es den jungen Leuten zunehmend schwerer, sich an den soldatischen Alltag anzupassen. Das ist Fakt. In diesem Bereich entwickelt sich die Armee durchaus weiter. Dennoch gibt es beim Personalmanagement Schwächen, die auf Mängel an spezifischer Ausbildung zurückzuführen sind.

Sind erhöhte Personalfuktuation und „innere Kündigung“ ein Thema?

Diesen Eindruck kann man sowohl bei Berufssoldaten wie auch bei Zivilangestellten gewinnen.

Können sie etwas zu den Gründen sagen?

Das Problem besteht besonders im Bereich der sanitätsdienstlichen und psychologischen Betreuung schon länger. Dabei wirkt sich die unterschiedliche Kompetenzzuweisung einerseits durch die Nato, andererseits durch das zivile Gesundheitsministerium aus, was zu Frustrationen führt. Die Psychologen stehen im Kleinkrieg mit den Personaloffizieren, wobei es auch um Kompetenzen und den Umgang miteinander geht. Der Betrieb verschleißt Psychologen. Ein weiteres Zeichen für Sand im Getriebe kann man daran erkennen, dass Berufssoldaten, die einmal im Ausland bei Nato, EU oder Euro-Corps stationiert waren, sehr zögerlich sind, wenn es um die Rückkehr zum Herrenberg geht. Zulagen spielen nicht die große Rolle, sondern die Erfahrung, dass Militär auch anders geht. Und die Aussicht, erneut auf den frustrierenden Betrieb, dem man entronnen war, zurückgeworfen zu werden.

Was Sie beschreiben, sind subjektive Eindrücke. Gibt es auch objektiv messbare Anzeichen für die beschriebenen Probleme?

Ja, ganz einfach die Zahl von gerichtlichen Verfahren, die wir betreuen, beziehungsweise von denen wir Kenntnis haben. Dazu gibt es Akten, die man zählen kann. Teilweise handelt es sich dabei um kleinliche, oder aber um haarsträubende Fälle.

Im Rahmen unserer Recherche sind wir auf den Fall eines Unteroffiziers mit zehnjähriger Dienstzeit gestoßen, der trotz Sekundarschulabschluss, staatlich anerkanntem Master-Abschluss, hervorragenden Beurteilungen und einem ersten Platz im Auswahlverfahren aus nicht nachvollziehbaren Gründen nicht als Offizierskandidat angenommen wird.

Der Fall ist bekannt, aber aufgrund eines schwebenden Verfahrens kann ich mich dazu nicht konkret äußern. Der Fall ist jedoch bezeichnend für das Verhältnis von Dienstherren, dem einzelnen Militär und der Führungsebene.

Ein Blick ins Organigramm der Armee verrät, dass der zuständige Personaloffizier gleichzeitig Präsident der Offiziersgewerkschaft ist. Er ist also einerseits gewerkschaftlicher Interessenvertreter, muss andererseits die nicht deckungsgleichen Interessen seines Dienstherren wahrnehmen und durchsetzen¹.

Sie werden verstehen, dass ich auch hierzu keine Stellung beziehen möchte. Man kann nur sagen, dass der Sozialdialog nicht besser geworden ist, im Gegenteil. Der Armeeführung wäre es lieber, man würde einander in Uniform und mit Dienstgrad gegenüber sitzen. Richtige Gewerkschaftsarbeit in einer Hierarchieverwaltung ist noch nicht dort, wo sie sein müsste.

Zurück zur Stimmungslage: Die letzte Untersuchung dazu wurde 2018 durchgeführt. Ihre öffentlich zugängliche Version offenbarte lediglich, dass 51 Prozent der Befragten nicht mit dem „esprit d’équipe“ zufrieden waren. Die Kohäsion scheint demnach ausbaufähig. Woran liegt das?

Dazu müssten spezifische Untersuchungen gemacht werden. Ich vermisse die systematische Befragung insbesondere der Berufssoldaten, die ihre Karriere abbrechen. Es genügt nicht, sich auf Rekrutierung, Werbung und Image zu konzentrieren. Man muss auch herausfinden, warum Militärs die Armee verlassen. Es gibt genügend Freiwillige mit einem Onzième-Abschluss oder mehr der für die Unteroffizier-Laufbahn erfordert ist. Aber nach einigem Kennenlernen oder sogar nach einigen Jahren als Berufssoldat ist die Frustration so groß, dass eine regelrechte Fluchtbewegung zu Polizei, CGDIS, anderen Verwaltungen oder zivilen Jobs einsetzt. Alles scheint besser als die Wirklichkeit des Herrenberges. Dem muss man ins Auge sehen.

Es ist natürlich generell so, dass auch in der freien Wirtschaft im Vergleich zu früher Jobwechsel häufiger werden.

Auch eine Militärkarriere bis zur Pensionsgrenze entspricht vielfach nicht mehr den veränderten Erwartungen junger Menschen.

Wie sollte darauf reagiert werden?

Die Realität ist die, dass die Armee Leute an die Wirtschaft und zivile Verwaltungen verliert, aber keiner von dort den Weg zurück zur Armee findet. Generell ist die Trennung von Armee und Gesellschaft ein Problem. Ein beruflicher Austausch muss möglich sein. Dieser Aspekt ist umso wichtiger, weil die Armee mittlerweile sehr diversifiziert aufgestellt ist. Rekrutiert wird vom Koch über den Mechaniker bis hin zum Cyber-Spezialisten. Erfahrung und Können aus dem Zivilleben müssen für die Armee nutzbar sein. Auch die Vernetzung, Präsenz und Akzeptanz der Armee in der Gesellschaft muss verbessert werden. Der gesellschaftliche Wandel muss sich in der Armee widerspiegeln. Man darf es nicht beim überholten Narrativ der Eltern und Großeltern von der Wehrpflichtarmee bis 1968 belassen.

Wie denken Sie über eine Reserve-Armee²?

Vor einigen Jahren wurden wir seitens des damaligen Verteidigungsministers Etienne Schneider mit der Idee einer Armee-Reserve quasi überfallen. Ausreichender zeitlicher Vorlauf, eine spezialisierte Arbeitsgruppe zur Entwicklung von Konzepten sowie eine ausreichende politische Akzeptanz wären erforderlich, um aus dieser Idee etwas Konkretes werden zu lassen. Wir stehen dem offen gegenüber, denn eine Armee-Reserve würde zur Vernetzung der Armee in der Gesellschaft beitragen und auch die nötige Akzeptanz und Präsenz der Armee erhöhen.

Es scheint auch in den Führungsebenen Bewusstsein für die Frage zu geben, was und wie die Armee ist, beziehungsweise sein sollte.

Es wurde eine Charta mit Wertekatalog und Leitbild erstellt. Die meisten Militärs nehmen dieses Dokument wie den Kantinen-Speiseplan von letzter Woche zur Kenntnis. Die Charta wird als frei im Raum schwebend und ohne greifbaren Bezug zur real existierenden militärischen Lebenswelt empfunden. Die Charta wird lediglich zu Rate gezogen, wenn es darum geht, die Leute auf eventuelles Fehlverhalten oder mangelnde Motivation hinzuweisen. Zielführender wäre wohl eine regelrechte wissenschaftliche Analyse der Erwartungen, Erfahrungen, Hoffnungen und Enttäuschungen der Militärs.

Die Armee ist ein Patient mit Blutverlust, und vor der Heilung steht die Diagnose

Nach jüngsten Verlautbarungen soll der Umbau der Armee sich auch auf den Weltraum und den Cyberspace erstrecken. Dafür will die Armee sich für Menschen öffnen, die bis jetzt keinerlei Bezug zum Militär haben. Welche Herausforderungen stellen sich damit?

Ich denke, dass dies eine große Herausforderung für beide Seiten darstellt. Diese jungen Menschen, deren Leben sich rund um das Internet und Hightech dreht, kommen mit einer völlig anderen Kultur und mit sehr anderen Erwartungen in eine Armee, die zum Teil noch durch längst vergangene Zeiten geprägt ist. Um diese Leute an die Armee zu binden, braucht es größere Veränderungen in der Führung und in der Kommunikation. Denn derartige Spezialisten haben eine Fülle von beruflichen Alternativen und sind nicht auf die Armee als Arbeitgeber angewiesen. Man darf allerdings nicht vergessen, dass dieses Personal nicht die Bodentruppen ersetzt, die man ebenfalls so dringend braucht. Es ist also ein Spagat zwischen aktueller Planung und Zukunft nötig. Die Lösung kann auf keinen Fall auf Kosten des aktuellen Personals gefunden werden.

General Thull hat neulich eine Gewerkschaft wegen der Forderung nach übertriebenem Dienstzeitausgleich scharf kritisiert. Dies gefährde die Funktionsfähigkeit der Armee. Was sagt das SPAL dazu?

Diese Aussage ist höchsterstaunlich und nicht nachvollziehbar. Es geht um die sogenannte EU-Arbeitszeitdirektive welche in gültiges Gesetz umgesetzt ist. 2019 wurde zwischen Minister, Armee-Führung und Gewerkschaft ein Übereinkommen unterschrieben um den damaligen rechtswidrigen Zustand zu beenden und das Ge-

setz entsprechend auszuarbeiten. Mehr haben wir nicht gefordert. In der Praxis wird die Direktive schon jahrelang angewandt.

Woher dann der Furor des Generals?

Vermutlich handelt es sich um Frustration angesichts der tagtäglichen Probleme, beziehungsweise Unkenntnis der Hintergründe. Konkret wurde 2019 festgehalten dreißig zusätzliche Unteroffiziere einzustellen. Diese Hausaufgaben wurden vom Ministerium, der Direction de la Défense und dem Generalstab jedoch nicht erledigt und es ist vermessend hierfür eine Gewerkschaft verantwortlich zu machen. Wir haben nichts davon wenn der Laden nicht läuft. Wir können aber nicht zulassen, dass wir das Unvermögen Anderer ausbaden sollen.

Es scheint tieferliegende Probleme zu geben die offensichtlich nicht mit Geld lösbar sind. Was ist zu tun?

Wie ich schon gesagt habe ist eine schonungslose Analyse der Zustände durch externe Fachleute angezeigt. Wir stehen dem mehr als offen gegenüber. Man muss sich ehrlich machen. Die Armee ist ein Patient mit Blutverlust, und vor der Heilung steht die Diagnose. ●

Reiner Hesse hat Politologie und Soziologie mit Schwerpunkt Militär- und Sicherheitspolitik studiert und zum Thema Vergleichbarkeit militärischer Führungskulturen und -philosophien geforscht.

¹ Es handelt nach unseren Informationen um dieselbe Teilgewerkschaft, die einen Austritt aus der CGFP androhte, weil sie mit der eindeutigen Parteinahme der CGFP in der Auseinandersetzung zwischen dem Präsidenten des Spal und dem damaligen Generalstabschef nicht einverstanden war.

² Armee-Chef Steve Thull hielt in einem Land-Interview (27.11.2020) bezüglich einer Reserve vorab die Klärung politischer Fragen sowie des Zwecks einer solche Reserve für nötig. Auch der Verteidigungsminister ist der Idee nicht grundsätzlich abgeneigt (d’Land, 4.3.2022).





Schuldebatte 2009

Anne Franziskus

Rezension von Sabrina Sattlers Doktorarbeit *Curriculum und Mehrsprachigkeit: Planung und Gestaltung sprachlicher Identität in Luxemburg*

2009 wurde in Luxemburg ein neues Schulgesetz gestimmt. Es hatte die Ambition, das Grundschulsystem, das bis dato noch auf dem Schulgesetz von 1912 basierte, grundlegend zu modernisieren und den sozialen Gegebenheiten des 21. Jahrhunderts anzupassen. „Diese Reform kennzeichnet einen kategorischen Einschnitt in das Luxemburger Schulsystem und ist als historischer Wendepunkt zu betrachten, was das Schulwesen im Allgemeinen und die Curriculumarbeit im Besonderen angeht“ stellt Sabrina Sattler in einer Monographie fest, die kürzlich im Transcript-Verlag erschienen ist. In dieser Publikation, die aus der Doktorarbeit der Forscherin hervorgegangen ist, untersucht sie das Zusammenspiel von (sprach)geschichtlichen Phänomenen, sprachlicher Identität und der Entwicklung des Schulcurriculums in Luxemburg. Sie bedient sich dabei einer angelsächsischen Tradition der *curricular studies*, deren Anliegen es ist, die unterschweligen Mechanismen herauszuarbeiten, die einem Schulcurriculum zugrunde liegen. Ziel ihrer Forschung ist demnach, die Ereignisse nicht bloß zu reproduzieren, sondern vielmehr Legitimationsstrategien im Bildungskontext sichtbar zu machen und diese kritisch zu beleuchten. Sattler benutzt dabei das von Ludwig Fleck geprägte Konzept des „Denkstils“. Dieses betrachtet Denken als ein kollektiver Prozess. Wissen ist demnach ein sozial hergestellter Prozess. Wenn Ideen und Vorstellungen über längere Zeit in einer Gesellschaft zirkulieren, verfestigen sie sich in spezifischen Denkstilen.

Die Arbeit gliedert sich in zwei Hauptanalysekapitel. Das erste nimmt eine historische Perspektive ein und beschreibt, wie die verschiedenen Denkstile in Bezug auf die luxemburgische Mehrsprachigkeit entstanden sind und die Sprachen im Laufe der Geschichte in das Schulwesen aufgenommen wurden. Die Autorin stellt fest, dass „die Ausbildung einer gemeinsamen Sprachenidentität wesentlich durch die luxemburgische Historie des Bildungswesens geprägt ist“. Sprachenpolitik war in Luxemburg seit jeher an geopolitische Faktoren gebunden. Das Nationalbewusstsein, das sich in Luxemburg später als in den europäischen Nachbarstaaten herausbildete, wurde in Luxemburg über eine Mehrsprachigkeit mit Deutsch, Französisch und Luxemburgisch definiert. Dieses Verständnis einer „Mischkultur“ fand sich unter anderem in den Schriften Batty Webers wieder. Seit dem ersten Schulgesetz von 1843 ist das Schulsystem offiziell zweisprachig – und zwar Französisch/Deutsch – und seit 1912 offiziell dreisprachig mit der Integration des Luxemburgischen in den Fächerkanon. Diese Entscheidungen sind vor allem verschiedenen Herrschaftsansprüchen über Luxemburg geschuldet. Geschichtlich gesehen wurde somit durch das Schulsystem das Bild des idealen dreisprachigen Bürgers konstruiert.

Das zweite Kapitel nimmt den Reformprozess von 2009 unter die Lupe. Für diese analytische Arbeit bedient sich die Autorin ver-

Wie kann soziale Kohäsion heute gestaltet werden im Hinblick auf die sprachliche Vielfalt der Schüler?

schiedener Quellen, die sowohl den Expertenkreis wie auch den Laienkreis miteinbezieht. Sitzungsprotokolle der Programmkommissionen, Chamber-Debatten, Gesetzestexte und andere relevante Dokumente in Bezug auf die Reform bilden den Expertenkorpus. Durch die Untersuchung von Zeitungsartikeln aus den beiden größten deutschsprachigen Tageszeitungen kann die Autorin aufzeigen, wie der Reformprozess durch die Gesellschaft rezipiert wurde. Komplettiert werden diese textuellen Dokumente durch Experteninterviews mit verschiedenen Funktionsträgern des luxemburgischen Bildungswesens, zentrale Figuren des Reformprozesses 2009 und auch politischen Akteuren.

Zwei Aspekte waren im Reformprozess zentral. Einerseits wurde das luxemburgische Schulcurriculum in Richtung Kompetenzorientierung umstrukturiert, eine Entwicklung die sich seit dem Beginn des 21. Jahrhunderts international durchsetzt. Kompetenzorientierung meint hier die Bewertung der Leistungen von den Schülern aufgrund von bestimmten Lernzielen und nicht mehr nur auf den Inhalt des Lernstoffs. Andererseits, und auf diesem Aspekt liegt der Schwerpunkt des Buches, sollte die Reform Anlass sein, die mehrsprachige Situation in der Schule grundlegend zu überdenken und vor allem die Eingebundenheit der verschiedenen (nationalen) Sprachen im Unterricht, respektive ihr Unterricht an sich neu zu gestalten.

Sattler beschreibt mehrere relevante Denkstile und Argumentationslogiken, die im Rahmen des Reformprozesses von den Verantwortlichen eingebracht wurden, um die sprachpolitischen Ent-

scheidungen zu legitimieren. Zuerst wird durch ihre Arbeit klar, dass Mehrsprachigkeit im Kontext des luxemburgischen Schulsystems immer noch vorwiegend aus einer monolingualen Perspektive gedacht wird. Jede Sprache wird in dieser Denkweise als ein einzelnes, abgeschlossenes System gesehen. Diese Denkweise äußert sich vor allem darin, dass die verschiedenen Sprachen als einzelne Fächer im Fächerkanon nebeneinanderstehen und auch so unterrichtet werden. Mehrsprachigkeit wird somit als eine Aneinanderreihung verschiedener Sprachen gesehen, in denen der luxemburgische Bürger bestenfalls eine muttersprachliche Kompetenz entwickelt.

Zweitens wird eine Hierarchie in den drei Landessprachen deutlich. Obwohl das Luxemburgische durch das Schulgesetz von 2009 etwas mehr an Bedeutung gewinnt, wird ihm hauptsächlich eine gesprochene Rolle der Vehikularsprache zugesprochen. In den unteren Zyklen soll das Luxemburgische die Funktion der „Integrationsprache“ für die nicht-luxemburgisch-sprachigen Kinder erfüllen. Danach wird es jedoch durch das Deutsche als Alphabetisierungssprache abgelöst und in späteren Jahren nimmt das Französische einen größeren Stellenwert ein. Hervorzuheben ist in dieser Hinsicht vor allem der Denkstil, der mit dieser Logik verbunden ist, und zwar dass im luxemburgischen Schulcurriculum die Idee verankert ist, diese drei Sprachen würden nahezu natürlicherweise aufeinander aufbauen. Problematisch ist an dieser Sichtweise, dass es nicht an die Realität der heterogenen Schülerschaft angepasst ist, da nicht vorausgesetzt werden kann, dass die Schüler zuhause luxemburgisch sprechen.

Ein weiterer interessanter Denkstil, den Sabrina Sattler aufzeigt, ist die Vorstellung, dass die drei Sprachen für luxemburgische Schüler nicht als Fremdsprachen angesehen werden. Dies zeigt sich im Schulcurriculum unter anderem darin, dass weder Französisch noch Deutsch als Fremdsprache unterrichtet werden. Lediglich Englisch wird mit einer expliziten Fremdsprachendidaktik an die Schülerschaft herangetragen. Bezogen auf den Reformkontext wurde diese Argumentationslogik auch im Hinblick auf die Einführung des Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmens für Sprachen (GER), der national sehr kritisch diskutiert wurde.

In einem letzten Schritt beschreibt die Autorin, wie seit einigen Jahren ein neuer Denkstil Einzug in das nationale Bildungswesen erhält, wenn auch auf sehr zögerliche Art und Weise: Mehrsprachigkeit nicht mehr als ein Nebeneinander von einzelnen Sprachen zu sehen, sondern als ein Repertoire von verschiedenen sprachlichen Ressourcen. In einer wahrhaftig mehrsprachigen Perspektive kann auch der Sprachgebrauch in der Schule flexibler eingesetzt werden und die Sprachressourcen jedes einzelnen Schülers mit einbezogen werden. Symbolisch dafür stehen die fächerübergreifenden Pro-

grammkommissionen, die seit der Rentrée 2018 ins Leben gerufen wurden. Dieser Ansatz ist jedoch noch zaghaft und bedarf eines konsequenteren Ausbaus, so die Autorin.

Dieser zögerliche Ansatz steht allerdings gewissermaßen in Konkurrenz mit den neuen europäischen Schulen, die in Luxemburg gerade wie Pilze aus dem Boden schießen und großen Anklang finden. Es handelt sich hierbei nicht um private internationale Schulen, sondern um öffentliche Schulen, in denen die Schüler zwischen verschiedenen Alphabetisierungssprachen und Zweitsprachen wählen. Mittlerweile gibt es sechs solcher internationalen Schulen, die unter dem aktuellen Bildungsminister Claude Meisch entstanden sind.

Abschließend schlussfolgert Sabrina Sattler, eines der Probleme des luxemburgischen Schulcurriculums liege darin, dass versucht werde, verschiedene und konkurrierende Denkstile miteinander zu kombinieren und deshalb nicht voll umsetzbar ist. Das Luxemburger Curriculum ist von verschiedenen Idealvorstellungen überladen. Die Autorin unterstreicht die Wichtigkeit für die Bildungsakteure sich ihrer „hidden Agenda“, ihrer konkurrierenden Denkstile bewusst zu werden, sie kritisch zu bewerten, damit das Curriculum kohärenter wird und alle Schüler gleich miteinbezieht.

Wenn die Monographie von Sabrina Sattler teilweise etwas unständig und langwierig geschrieben ist, so stellt sie jedoch eine wichtige Arbeit für das luxemburgische Schulwesen dar und ist aktueller denn je, im Hinblick auf den konsequenten Ausbau der verschiedensprachigen Zweige, die in das nationale Schulsystem eingefügt werden. Es wäre wünschenswert, diese Arbeit den Bildungsakteuren in einer synthetischen Form zur Verfügung zu stellen, um den durch die Autorin angedachten kritischen Reflexionsprozess anzustoßen.

Letztlich zeigt die Arbeit von Sabrina Sattler, wie schwer sich die luxemburgische Gesellschaft und vor allem die Bildungsakteure damit tun, den mehrsprachigen Lernkontext fundamental zu überdenken und eine modernere Sichtweise über die sprachliche Diversität zu entwickeln, die der hiesigen Schülerschaft wirklich Rechnung trägt. Wie kann soziale Kohäsion heute gestaltet werden im Hinblick auf die sprachliche Vielfalt der Schüler? Wie können die nationalen Sprachen, Englisch als internationale „lingua franca“ und die Herkunftssprachen der Kinder sinnvoll in der Schule zusammenwirken, ohne von vorneherein eine ganze Population zu benachteiligen? Wie können verschiedene (sprachliche) Bildungsangebote nebeneinander existieren und trotzdem die soziale Kohäsion gewährleisten? Antworten auf diese Fragen gehören unbestreitbar zu den großen Herausforderungen des nationalen Bildungswesens der kommenden Jahrzehnte. ●



ARCHITECTURE

Émergences

De tout temps, les architectes n'ont pas seulement produit des bâtiments, mais ont développé des écoles de pensée, des discours, des chartes voire des dogmes qui ont façonné la manière de travailler d'autres architectes. Mais aujourd'hui, le terrain de la réflexion et de la stratégie est de plus en plus laissé aux consultants et aux gestionnaires qui n'ont pourtant pas les mêmes valeurs et le même agenda. Dans une volonté de reprendre en main le partage d'expériences, l'échange d'idées, la rencontre et le débat, les bureaux luxembourgeois, 2001, et espagnol, Itinerant Office, lancent *YEAH*, le Young European Architecture Happening. Pendant trois jours, du 15 au 17 avril, la Kulturfabrik accueillera une cinquantaine de bureaux européens représentant la génération émergente d'architectes, de décideurs et de penseurs de l'environnement bâti, pour discuter, deviser et partager des visions et des expériences avec le grand public (photo : Sven Becker).

Face à la pression sur l'aménagement du territoire, sur la construction de logements et les défis de la mobilité, le Luxembourg ne peut pas faire l'économie

du débat et de la réflexion et les architectes ne peuvent pas s'en laver les mains. Aussi, la thématique de l'habitat sera au centre des débats et présentations. « Au-delà de l'arithmétique de la pénurie de logements, les transitions socio-économiques et climatiques à venir nous obligent à repenser nos habitudes, modèles, contextes et définitions actuels du logement et au-delà du logement, de l'habitat », détaille l'architecte Philippe Nathan. Un autre volet du festival s'intéresse à l'hybridation, au croisement entre plusieurs formes d'architectures, d'urbanisme et de culture, « un atout majeur pour la résilience : pour les êtres vivants autant que pour les cultures végétales et les habitudes de transport ».

Une variété de formats de présentations et de discussions est mise en œuvre. Ainsi *Otto* sont des sessions de présentations de huit minutes pour faire connaître des réalisations, approches innovantes, et exemples convaincants autour de ces deux thématiques. *Xchange* s'appuie sur la discussion pour mieux percevoir la culture et l'art qui se développent autour de projets architecturaux : Dessin, photographie et édition. Les détails du programme sur [y-e-a-h.eu](#). [fc](#)

16

KULTUR

Land

15.04.2022

ART CONTEMPORAIN



Vingt ans déjà

L'accident d'avion qui a coûté la vie à Michel Majerus a eu lieu en novembre 2002, mais c'est dès ce mois d'avril que le souvenir de l'artiste se trouvera ravivé de la façon la plus heureuse. C'est le propre des anniversaires, même tristes, d'étayer ce qui est déjà solide, une œuvre réduite dans le temps, par ailleurs incontournable pour le tournant du siècle. Une première exposition ouvrira fin du mois, tout naturellement dans son ancien atelier, aujourd'hui siège du Michel Majerus Estate, Knaackstrasse 12, à Berlin, avec un retour à ses années d'études

à Stuttgart. Le titre *kosuth majerus sonderborg*, n'annonce pas de filiation à vrai dire, mais une succession pédagogique. Suivront quatre autres expositions, s'attachant chacune à un aspect particulier de l'art de Majerus : le KW Institute for Contemporary Art, toujours à Berlin, avec l'accent mis sur les années 1988 à 1995 ; sa galerie Neugerriemschneider, avec la reconstitution de sa première exposition de 1994 ; le Kunstverein Hamburg, avec la part digitale de l'œuvre et le Neuer Berliner Kunstverein, avec la pratique de l'installation. D'autre part, une quinzaine de musées et autres institutions, à travers l'Allemagne, pointeront la présence de Michel Majerus dans leurs collections. Et Luxembourg, demanderez-vous : l'espoir existe de voir ici un coup de projecteur sur le peintre eschois, d'autant plus que la nouvelle directrice du Mudam, Bettina Steinbrügge, est, avec son successeur Milan Ther, commissaire de l'exposition de Hambourg, *Michel Majerus – Data Streaming*, au Kunstverein, son précédent lieu d'activité (photo : *Halbzeit*, 2002, collection Mudam). [lk](#)

MUSIK

We are ugly but we have the music

Vielleicht war das Schlimmste an der Pandemie, dass man sich daran gewöhnt hat, nicht unter Leute zu gehen. Jahrelang keine Kunst live zu erleben, sich nicht mehr in musikbedingter Ekstase aufzulösen. All das scheint langsam aber sicher ein Ende zu haben. Am

Osterwochenende bietet die Rockhal die Möglichkeit, sich den rhythmisch einlullenden Klängen des australischen Duos Brendan Perry und Lisa Gerrard alias Dead can dance hinzugeben. Im Sitzen, wohlverstanden, aber das passt zu den ätherischen Klanglandschaften, die die beiden seit mehr als drei Jahrzehnten in die Welt senden. Gerrard und Perry leben seit den 80er-Jahren in London und haben damals dort maßgeblich zur Szene um das unabhängige Musiklabel 4AD (man denke an This Mortal Coil oder Cocteau Twins) beigetragen. Ihre eigenwillige Verbindung aus Neoklassik und Weltmusik hatten sie zuletzt in ihrem 2018 erschienenen Studioalbum *Dionysius* (PIAS) vorgestellt. Ein neues Album gibt es derzeit nicht, aber genauso wie das Publikum werden sich Perry und Gerrard nach sogenannten Präsenzveranstaltungen sehnen. We are the children of the sun, our journey has just begun. 16. April, 19 Uhr, Karten gibt es noch ab 48 Euro. [sp](#)

LITTÉRATURE

Poésie de printemps

Une belle citation de Georges Perec offre son titre au Festival du Printemps des poètes : « Je cherche en même temps l'éternel et l'éphémère ». Du 22 au 24 avril, neuf poètes et poétesses viendront lire leur textes récents, accompagnés de Habib Tengour, poète en résidence à Neimënster. Pour marquer son soutien à la

manifestation, le *Land* publie quelques textes en amont. Place à Francisca Camelo (photo João Coles), née à Porto en 1990. Elle a fait paraître plusieurs poèmes dans des anthologies et revues diverses au Portugal, en Espagne et au Brésil. [fc](#)

Celui qui a mangé ma chair

C'était au temps où les familles disposaient encore d'une remise. Elles nettoyaient les squelettes mal pliés et elles peignaient les palissades avant que les voisins ne regardent ou avant que n'arrive l'automne. Les enfants se couchaient sur la paille et durant leur sommeil ils broyaient de leurs parents la violence comme des graines de tournesol mal germées. Les femmes voyaient des énigmes rouges leur pousser sur les jambes et tandis que l'été se déployait elles ne parvenaient plus à marcher. Arquées par le poids de la colère qui se couchait sur elles toutes les nuits les femmes priaient : Mon dieu celui qui a mangé ma chair devra me ronger les os.



SCÈNES



Levinas, Grenzgänger

Zwischen Luxemburg und Litauen liegen 1 700 Kilometer und zwei Länder. Doch das Jahr 2022 bringt die beiden Länder näher zusammen — denn Kaunas, zweitgrößte Stadt des Baltenstaates, ist ebenso wie Esch diesjährige Kulturhauptstadt Europas. Da drängt sich eine Zusammenarbeit quasi auf, und so beleben das Kaunas National Drama Theatre und das Escher Theater mit dem Projekt *Visage/ Veidas* die Gedankenwelt des französisch-litauischen Philosophen Emmanuel Levinas. Bei Levinas geht es oft um den "Anderen" in Beziehung zum eigenen Selbst, um Ethik und Verantwortung anderen gegenüber. Zurückzuführen ist das zum Teil sicherlich auch auf seine eigene Lebensgeschichte: Seine Identität als französischer Kriegssoldat rettete dem jüdischen Denker im Zweiten Weltkrieg das Leben, der Großteil seiner Familie wurde jedoch in Litauen ermordet (Foto: Patrick Galbats). Hinter dem Projekt stecken die Franzosen Vincent Adelus und Isabelle Adelus & Suran, deren Interesse an philosophischen Texten mit Deleuze begann. Aus den theoretischen Schriften Levinas'

entnehmen sie Fragmente, Bilder und Klänge, nutzen ebenfalls Interviewausschnitte und lassen zwei Schauspieler und eine Schauspielerin sie für den Alltag greifbar werden. In französischer Sprache, vom 21. bis zum 23. April im Escher Theater, 20 Uhr. [sp](#)

Vers le haut

En septembre 2020, faisant contre mauvaise fortune bon cœur entre deux phases de fermeture des théâtres, les Théâtres de la Ville de Luxembourg et le Kinneksbond de Mamer lançaient une série de commande de textes. *Erop* de Romain Butti en faisait partie. Le Centaure a demandé à l'auteur d'étendre cette première mouture de vingt minutes à un monologue pour la scène, tout en gardant la même équipe artistique, le comédien Raoul Schlechter et le metteur en scène Fábio Godinho. La pièce décrit le voyage intérieur d'un homme qui exprime ses rêves et ses frustrations, en se livrant au public, sans frontières entre la scène et la salle. La forme dépasse la tradition du monologue théâtral pour aller vers le récit et le témoignage. Il est question d'un grand amour difficile à partager, de voyages et d'éloignement, de savoir s'écouter soi-même et de la solitude infinie quand l'être cher vient à manquer. Le titre *Erop* fait référence à ses instants du monologue, au cours desquels le personnage « lève les yeux » sur son environnement et porte un regard différent ou nouveau sur lui-même. La pièce est montée en luxembourgeois à partir du 21 avril au Miercher Kulturhaus, le 5 mai au Kulturhaus Niederanven, puis au Théâtre des Capucins, en juin avec trois dates en français (16, 17 et 20). [fc](#)

CINÉMA

Cannes, le retour

Après une annulation en 2020 et une 74^e édition repoussée en juillet 2021 pour des raisons sanitaires, le Festival de Cannes retrouve son calendrier habituel, du 17 au 25 mai. La coproduction luxembourgeoise (Bernard Michaux pour Samsa Film), *Corsage* de Marie Kreutzer, figure parmi les quatorze films choisis pour la section « Un certain regard ». Cette adaptation libre de la vie de l'impératrice Sissi, voit l'actrice luxembourgeoise, Vicky Krieps dans le rôle principal (photo : Felix Vratny). On retrouve également dans la distribution une autre comédienne luxembourgeoise : Jeanne Werner. Tourné de mars à juillet 2021 au Luxembourg et en Autriche, le film compte aussi une part de l'équipe technique venue du Grand-Duché. Comme chaque année, le Film Fund sera présent sur le marché international du film, accueillant sur son pavillon une vingtaine de sociétés de production ou spécialisées dans la post-production, le son et les nouvelles technologies. La journée luxembourgeoise aura lieu le jeudi 19 mai. [fc](#)



Tablo

FILMS MADE IN LUXEMBOURG

Hoffnungsschimmer

Marc Trappendreher



Grace
(Jennifer Heylen)

„Sind wir noch zu retten?“ - so könnte man die Grundfrage am Ende der ersten *Season* der luxemburgischen Krimiserie *Capitani* benennen. Da ermittelte ein Polizist in einer ganz verschlagenen Dorfgemeinschaft, die allmählich ihre Abgründe auftut. Dass da ein Mord aufgedeckt wurde, erschien plötzlich beiläufig. Das dürfte kaum verwundern, immerhin zeichnet das Krimigenre ein äußerst düsteres und pessimistisches Gesellschafts- und Weltbild. Der Kommissar hat da ein Misstrauen ausgelöst und ein Netz gegenseitiger Anschuldigungen und Verdächtigungen zu Tage gefördert; ein Unbehagen wurde da spürbar, auch und besonders nach Abschluss des Falles, zumal die dunkle Vergangenheit des Ermittlers selbst ans Licht kam und eine tiefe Verunsicherung bestehen bleiben musste.

Serienschöpfer Thierry Faber knüpft mit der zweiten Ausgabe von *Capitani* ebendort an. Im Zentrum der Handlung steht nun ganz der ehemalige Ermittler Luc Capitani (Luc Schiltz), um den nicht alle Fragen geklärt sind und sich demnach immer noch Bezugspunkte zu der ersten Ausgabe ergeben. Er ist nun seit zwei Jahren wieder auf freiem Fuß. Nach seiner frühzeitigen Haftentlassung hat es ihn ins Bahnhofsviertel von Luxemburg-Stadt verschlagen. Hier arbeitet er für die Zuhälterin Valentina Draga (Edita Malovčić). Er soll für Ruhe und Ordnung sorgen, aber die nigerianische Drogenmafia scheint das Viertel in Aufruhr zu bringen. Ebenso der einflussreiche Zuhälter Gibbes König (André Jung) und sein Sohn Arthur (Tommy Schlessler) sehen sich da auf einmal in ihrer Existenz bedroht. Auch die Polizei, insbesondere die idealistische Ermittlerin Elsa Ley (Sophie Mousel) und ihr raubeiniger Partner Toni (Philippe Thelen), überwachen die Vorgänge minutiös. Dann gibt es noch den unscheinbaren Lucky (Edson Anibal), der auf der Suche nach seiner Schwester Grace (Jennifer Heylen) ist, sie ist eine von Valentina Dragas Prostituierten, die auf mysteriöse Weise verschwunden ist...

Was sich in *Capitani – Season 2* zuvorderst und vor allem zeigt, ist eine Stadt, die mit den freundlichen Klischees, die man sich von Luxemburg gemacht hat, nichts gemein hat. Das war schon in *Doudege Wénkel* (2012) und *Péitruess* (2019) dementsprechend angelegt. Wie in der Vorgängerausgabe ist es der Ort selber, von dem das Unbehagen auszugehen scheint. Der bedrohliche Schauplatz selber verweigert den Menschen ihre wahre Identität. Luc Capitani arbeitet Undercover, der eingereiste Lucky muss auf der Suche nach seiner Schwester eher widerwillig Aufgaben annehmen, die nicht sei-

Was sich in *Capitani – Season 2* zuvorderst und vor allem zeigt, ist eine Stadt, die mit den freundlichen Klischees, die man sich von Luxemburg gemacht hat, nichts gemein hat

nem Wesen entsprechen, dann gibt es Söhne, die unter der Autorität der Eltern stehen und nicht die sein dürfen, die sie sein wollen. Daraus ergibt sich ein Geflecht von Schein- und Falschidentitäten, die so gesehen in einer Linie mit der ersten Ausgabe stehen: Die Grenze der eigenen Person zum einen überschreiten zu müssen und zum anderen nicht übertreten zu dürfen, führt in diesem Drogen- und Prostitutionsmilieu in tödliche Gefahren. So dominieren in *Capitani – Season 2* stärker als beim Vorgänger die Muster des psychologischen Thrillers mit vertauschten oder vorgetauschten Identitäten und die Staffel zielt auf ein subjektives Spiel mit dem Wissen des Publikums. Zur gleichen Zeit fällt es immer schwerer, die Geschichte noch zu fassen, denn am Ende traut keiner dem anderen mehr über den Weg, bis man sich schließlich selber gegenseitig zur „gerechten“ Strafe geworden ist.

In diesem Genre, das unter der Oberfläche eines Kriminalfalles doch auch vor allem von den Widersprüchlichkeiten der Gesellschaft, der Rassen, Klassen und Geschlechter erzählt, kommt die Kritik an der sozialen Ungleichheit immer wieder auf. Die Diskussion um die soziologisch-realistische Darstellung des kriminellen Milieus ist indes ohnehin eine problematische. Das ist auch in dieser Fortsetzung der Koproduktion von Samsa und RTL unter der Regie von Christophe Wagner und Thierry Faber freilich nicht anders: Der Realitäts-eindruck, den die Serie schafft, ist ein filmisch konstruierter: Er wird gestiftet durch Originalschauplätze und Abwesenheit von Studiobedingungen einerseits, andererseits durch eine Vorstellung einer dem Milieu entsprechenden Sprache und Praktiken der Gewaltausübung. Die Milieubeschreibung mag in ihren Grundzügen authentisch sein, dennoch ist das Hauptanliegen von *Capitani* nicht die Zeichnung

eines Bildes der Stadt Luxemburg, das im Besonderen soziologisch-dokumentarischen Impulsen verpflichtet wäre; vielmehr überwiegt da der Umstand, dass eine Geschichte im Wesentlichen genrespezifischer Konflikte bedarf. Die Figuren erscheinen, sprechen und handeln so, weil sie dem Genre entsprechend so aussehen, sprechen und handeln „müssen“. Der internationale Zuspruch der ersten Ausgabe der Serie durch die Diffusion auf Netflix mag daher auch mehr auf der globalen Lesbarkeit von Genre-codes und -konventionen liegen, als an einer spezifisch luxemburgischen Beschaffenheit. Was sich den kundigen Zuschauern und Zuschauerinnen aber ins Bewusstsein heben dürfte, ist die Anknüpfung an ein ganz junges nationales filmisches Bildgedächtnis. Handlungsstränge und Stadtbilder erinnern an zwei andere luxemburgische Vorbilder, ja sie muten wie eine Zusammenführung zweier früherer luxemburgischen Filme unter der Regie von Pol Cruchten an: *Hochzäitsnuecht* (1992) und *Black Dju* (1996).

Da wo sich die erste Ausgabe noch ganz auf die Dekonstruktion des Ermittlers und seinen Werteverfall, die Schuldaufladung, konzentrierte, da geht die Fortsetzung nun den umgekehrten Weg: Es geht um die Rehabilitation. Diese Rehabilitation soll sich auf zwei Ebenen vollziehen: Im Privaten und im Öffentlichen. Zum einen steht da die Beziehung zwischen Luc Capitani und seiner Schwester Jeanne (Marie Jung), die sich nach langjährigen Kommunikationsschwierigkeiten auf dem Weg der Besserung befindet, zum anderen soll der Ermittler bei erfolgreichem Anschluss seiner Undercover-Arbeit sein Leben zurückbekommen und die schuldbeladene Vergangenheit hinter sich lassen dürfen. Dafür geht die Staatsanwaltschaft aber ganz eigene und mitunter fragwürdige Wege und schreckt auch vor unlaute-ren Methoden wie Erpressung nicht zurück. Der Ermittler wirkt immer verzweifelter und unstabiler, aber man lässt ihm keine Ruhe, und zum Schluss bleibt ihm nur die Erkenntnis, dass die eigene, staatstragende Organisation um keinen Deut besser ist als die kriminellen Formierungen der Unterwelt. Einzig auf die Menschlichkeit im menschlichen Wesen kommt es da an. „Sind wir noch zu retten?“ Die Antwort die Thierry Faber mit der zweiten Ausgabe von *Capitani* nahelegt, mag da etwa lauten: „Es gibt Hoffnung.“ ●

Die zwölf Episoden von *Capitani – Season 2* sind integral auf rtl.lu bis zum 12. Juni abrufbar

À la recherche d'Anne Frank

Anne Frank est morte du typhus à l'âge de 15 ans dans le camp de concentration de Bergen-Belsen. Son histoire tragique n'est probablement pas bien différente que celle vécues par des centaines d'autres jeunes juives dans des années quarante dans des pays passés sous le joug du régime nazi. Mais contrairement à plein d'anonymes, Anne est passée à la postérité grâce au journal intime qu'elle a écrit les deux années de sa vie passées cachée, avec sa famille, dans un appartement secret d'Amsterdam.

C'est de ce *Journal* que s'est inspiré le cinéaste israélien Ari Folman, réalisateur de *Clara Hakedosha*, *Vals mit Bashir* et *The Congress* (déjà coproduit avec le Luxembourg et Paul Thiltges Distributions) et lauréat, entre autres, d'un European Film Award, d'un César et d'un Golden Globe, pour son nouveau long métrage, intitulé *Where is Anne Frank* dans sa version internationale ou *Wou ass d'Anne Frank* pour la version luxembourgeoise. On insiste bien sur le terme « inspiré », car ce nouveau film d'animation n'est pas une adaptation du célèbre *Journal*. 75 ans séparent la publication du journal intime de la jeune Anne Frank et la sortie de cette nouvelle production Samsa Film. C'est cet espace temporel qui a principalement intéressé le cinéaste.

Ainsi, tout au long des 99 minutes du film, le récit fera de nombreux va-et-vient entre l'Amsterdam du début des années 1940 et l'Amsterdam du début des années 2020. Pour cela, Ari Folman donne vie à Kitty, l'amie imaginaire à qui Anne Frank dédie son journal. Sortie comme par magie des mots écrits par Anne, Kitty se réveille mystérieusement dans le Musée Anne Frank et se met immédiatement à la recherche de son amie Anne. D'abord dans l'ancienne maison-refuge de la jeune fille, rapidement aussi en dehors de ses murs, grâce à son nouvel ami Peter.

Un film nécessaire qui nous rappelle qui l'histoire peut se répéter

Là, le contraste est saisissant. Anne Frank est partout : un musée, une rue, une statue, une bibliothèque... Mais le sens de sa vie, de sa mort et de son Journal ont disparus. Égoïsme, je-m'en-foutisme et nationalisme semblent avoir repris le dessus sur le partage, la fraternité et l'humanisme. C'est visible dans la manière dont sont traités les pauvres et les laissés pour compte mais

surtout les réfugiés, obligés à vivre sous des tentes de fortune dans le rue et harcelés par la police. Une police qui recherche Kitty car elle a pris avec elle le *Journal* original d'Anne.

Le but de Kitty est de retrouver Anne, mais elle ne peut fermer les yeux sur ces nouvelles injustices. Des injustices qu'Ari Folman met en parallèle avec celles qu'Anne et sa famille ont pu subir à leur époque, sans pour autant les comparer ou les mesurer. Kitty plonge tour à tour dans l'une ou l'autre temporalité tantôt avec Anne, tantôt à la recherche d'Anne ou du moins de ce qui reste moralement dans notre société moderne de son histoire.



Un dessin façon ligne claire

Visuellement le film est une réussite, parfois onirique, parfois réaliste, avec une ligne claire qui se transforme, à l'approche des nazis, à un style expressionniste – courant d'ailleurs condamné par le régime à l'époque. Il y a aussi les choix de couleurs, inversées par rapport à ce qui se fait habituellement : des couleurs chatoyantes pour les scènes du passé et des tons plus sombres pour les plans qui se passent dans le présent. L'animation est parfois surprenante, avec un aspect volontairement naïf, mais quelques scènes pleines de poésie visuelle viennent contrebalancer cet aspect graphique qui ne convainc pas tout le monde.

Reste que, malgré sa réussite graphique et ses très bonnes intentions – un récit profondément humaniste à une période où l'on constate, une nouvelle fois en Europe et en Occident, la montée des politiques extrémistes et des discours haineux –, le film pêche par un aspect à la fois mièvre et trop pédagogique qui risque de rebuter un public adulte, tout en proposant un récit complexe et quelques scènes difficiles pour un public jeunesse. La question de la cible se pose donc. Sans pour autant s'ennuyer, on n'arrive pas à se laisser totalement embarquer par ce récit. Mais parce qu'il nous rappelle que l'histoire peut se répéter – voire qu'elle est peut-être déjà en train de se répéter – ce *Wou ass d'Anne Frank* est, sans aucun doute, un film nécessaire. ● Pablo Chimienti

MEANINGFUL LEARNING FOR THE 21ST CENTURY

PORTE OUVERTE
23 AVRIL 2022

Venez découvrir notre campus scolaire et nos infrastructures. Des échanges avec les membres du personnel sont possibles sans rendez-vous dans les différents départements.

LYCÉE | INTERNATIONAL SCHOOL MICHEL LUCIUS

LUXEMBURGENSIA

Décke Kaméidi mam Elektricitéitswierk

Claire Schmartz

Mat Vitess an Humor: De neie Band mat Kuerzgeschichte vum Guy Rewenig

Dem Guy Rewenig sai neie Band mat Kuerzgeschichten huet de villversprechenden Titel: *Den Herkull Heng bëit mam klenge Fanger e Lutepotto an der Strooss viru sengem Haus a kritt décke Sträit mam Elektricitéitswierk*. Scho bal eng Geschicht fir sech, esou e laangen Titel. “Den allerlängsten”, fir et mat de Wieder vun der Figur Wolak aus der Geschicht “Geforen a Virdeeler vum Sonndesjogging” aus dësem Buch ze soen: “Wann ech e mat den Titele vu menge Kollege vergläichen. Déi sinn ëmmer séier ausser Otem, wann et ëm den Titel geet. (...) Wann ee scho kee laangen Titel fäerdegbréngt, soll ee guer net ufänken, e Buch ze schreiwen.” An deen heiten huet souguer eppes mat den „onméigleche“ Geschichten, wéi den Ënnerstitel se nennt, ze dinne. Onméiglech? Ma jo, onméiglech, wat déi eng opféieren an dëse lëschtge, ëmmer erëm rasante Geschichten am typeschen humorvollen Toun vum Guy Rewenig.

An de néng Kuerzgeschichten leieren mer di ënnerschiddlechst Figuren kennen: E Museksproff aus dem Conservatoire, deem seng Visaskaart enges Daags vun engem Automat agezunn gëtt, wourpshin hie no an no seng ganz Identitéit a seng Plaz an der Welt verléiert. Et geet em eng Koppel, där hir Sich nom perfekte Faarwtoun fir hir nei Fassad an d'Éislek féiert, wou d'Situatioun kippt an et séier guer

An all dësen Texter stinn d'Mëssverständnesser am Fokus

net méi em d'Fassad geet. Oder eng aner Koppel a Corona-Zäiten, déi hir gewinnte Sommervakanz op de Vierwaldstätterséi elo op Balkonien organiséiert, mat enger Bidden voller Waasser. Bis aus dem Dram no Gemittlechkeet doheem eng regressiv a beklemmendend Realitéit gëtt. Oder sief et en Direkter vun der Nationalbibliothéik, dee keng Bicher méi gesi kann. A natierlech gëtt et do och nach den Herkull, dee sech am Schoulministère onbeléift mécht, a sou munch aner Figur.

An all dësen Texter stinn d'Mëssverständnesser an hir absurd Resultater am Fokus. Ironie an Humor ginn den Toun un a Zeenen, di ëmmer nëmme méi schlëmm ginn, well vun Ufank un eppes kromm war – och wann een dat net direkt gemierkt huet. Dass et ëmmer erëm em Koppelen mat hire verfuere

Gewunnechten a Manéieren mateneen ze schwätzen geet, erënnert och un d'Absurditéit vun de Mustiken an de Streiselen am Guy Rewenig sengem leschte Buch mat Kuerzgeschichten *Den Här Müller spréngt iwwert sai Schiet a land am Guimessbuch* (2020). An der Kuerzgeschicht “Well” goug et do em eng Koppel, déi sech hiren Ausfluch op de Stauséi ëmmer méi ëmständlech organiséiert, bis een sech herno freet, op dat Ganzt dann iwwerhaupt Spaass mécht. Och an deem Buch waren d' Kuerzgeschichten iergendwéi “schräg”, lëschtge an hirer Onwarscheinlechkeet a sinn genee sou schnell an mat onerwaarten Resultater eskaliert wéi am *Herkull Heng*.

Zur Vitess vun de Geschichte, déi sou vill Spaass beim Liese mécht, dréit och den zackegen Tounfall vun de Kuerzgeschichten bäi: D'Lieser ginn direkt an di ënnerschiddlech Zenarien era gerappt, sief et duerch en kräftegen, éischten Saz – si sinn oft e richtig State-ment, knätschbumm!, eng Stärkt vun den Texter – oder en Monolog, deen eis d' Banneliewen vun enger vun de Figuren weist an hir Vue op d' Welt méi no bréngt. Egal wéi absurd et gëtt, et bleift een derbäi, matten dran. An sou schwätzen d' Texter och indirekt iwwer Themen, déi eppes mam Liewen an eiser Gesellschaft ze dinne hunn. Mat onsen Bezuungen a mat den Manéieren, mateneen ëmzegoen an ze schwätzen.

Heiansdo erschafe verschidden Perspektiven op een Erlefnes, déi eng no där aneren verzielt ginn, Widderspréch, bis schlisslech guer net méi kloer ass, wat am Fong passéiert ass. Eng Ausso, di als éischt direkt gegleeft gouf, well se sech als „Setting vun der erzielter Welt“ präsentiert, gëtt kuerz drop komplett widderluecht. Ah, de gudden alen onzou-verlăsengen Erzieler! Sou gëtt engem op eemol erëm bewosst, wei flexibel des Andréck sinn. Dass et vläicht guer net em d' Handlungen an di absurd Geschichte geet, mee éischter em d'Dynamik tëscht de Figuren. An déi ginn nëmmen gewisen, net erkläert, wat immens ass. Dat ass de Fall bei der Messergeschicht “Schaarf Kéier”, wou ugangs d' Schnëppel-konscht vum Mario bewonnt gëtt, wann hien Geméis schneit ... bis d' Geschicht di programmatesch schaarf Kéier aleet a net méi gewass ass, ob d' Vue vun senger Mamm, déi e bewonnt, stemmt, oder déi vun der Nopesch, déi eng ganz aner Siicht op alles, wat passéiert ass, huet ... An nach manner, wéi wäit se alle béid stemmen, oder och iergendeppes dertëscht, fir dass d' Geschicht esou viru goe konnt, wéi se ausgaangen ass.

A richtig gelongen mat hirer einfacher Form, an där knapp eng immens eendeiteg an dicht Stëmmung erschaf gëtt, ass d' Geschicht „Vollkekssport“:

Noeneen kommentéieren sech Aussoen vu Leit, di just mam Familljennumm genannt ginn. Knaschtge gëtt gelästert, wéi een et kennt, den Toun präzis an den Contenu vun de Gerüchter mat spatzer Zong erzielt, béiswëlleg a lëschtge. Et ass wéi am Spill “Ich packe meinen Koffer”: D'Rumeuren ginn ëmmer méi laang. Dobäi geet et net nëmmen em en Spill mat der Form. Och wann et eng orchestréiert Collage vu Gemauschels ass, kann een sech den Toun, jo souguer d' Figuren mat hiren typesche lëtzebuergesche Nimm, de Schmit an de Wilwers an de Michels, an enger lëtzebuergescher Zeenerie virstellen, um Wäifest zu Éinen, zu Gréiwemacher oder zu Greiweldeng, um Footballsmatch zu Hesper, Esch oder Déifferdang. Déi animéiert Dialogen werfen d' Fro op, firwat den Auteur am Fong net och Stécker schreift. ●

Guy Rewenig: *Den Herkull Heng bëit mam klenge Fanger e Lutepotto an der Strooss viru sengem Haus a kritt décke Sträit mam Elektricitéitswierk*. Onméiglech Geschichten. Lëtzebuergesch. Editions Guy Binsfeld 2021. 304 S. 20 euro

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 20.05.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Mission d'assistance technique à exécuter dans l'intérêt de l'extension et de la rénovation des bâtiments de la Fondation Kräizbiarg

Description succincte du marché :
Assistance technique pour assurer le suivi et le contrôle des travaux d'extension et de rénovation des bâtiments de la Fondation Kräizbiarg.
La durée de la mission est estimée à 90 mois, à débiter fin 2022.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).
La remise électronique est obligatoire.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres

Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
11.04.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200722 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Syndicat Intercommunal de Dépollution des Eaux résiduelles du Nord (SIDEN)
Administration communale d'Esch-sur-Sûre, Creos Luxembourg S.A., Distribution d'eau des Ardennes (DEA)

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 25.05.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
L'ouverture de la soumission aura lieu dans la salle des soumissions affichée à la réception du bâtiment administratif du SIDEN, à Blesbruck, L-9359 Bettendorf.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Assainissement de la commune d'Esch-sur-Sûre

Description succincte du marché :
– U1100-09 Travaux d'assainissement et d'infrastructures souterraines de la Commune d'Esch-sur-Sûre et construction d'un bassin d'orage

avec station de pompage (150 m³) à Tadlermühle ;
– Travaux de génie civil (lot 1) et d'équipements électromécaniques (lot 2).

Lot 1 :Lot 1: Génie civil
– Description succincte :
– Travaux de génie civil.

Lot 2 :Lot 2: Équipements électromécaniques
– Description succincte :
– Travaux d'équipements électromécaniques.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Sous peine de nullité, les documents de soumission sont à télécharger sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Il s'agit d'une adjudication par lots séparés.

Le début des travaux pour le lot 1 est prévu pour septembre 2022 et le délai d'exécution est de 720 jours ouvrables.

Le début des travaux pour le lot 2 est prévu pour mars 2023 et le délai d'exécution est de 300 jours ouvrables.

Conditions de participation :
– Effectif minimum en personnel de l'opérateur économique occupé dans le métier concerné : 100 personnes (LOT 1) ;
– Nombre minimal des références pour des ouvrages analogues et de même nature : 3 références (LOT 1 et LOT 2) ;
– Chiffre d'affaires annuel minimum dans le métier concerné : 7 500 000 euros (LOT 1) et 700 000 euros (LOT 2).

Modalités visite des lieux/réunion d'information :

La visite des lieux est laissée à l'appréciation du soumissionnaire.

Réception des offres :
Conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics, la remise et l'ouverture électronique des offres est obligatoire pour ce marché. Sous peine d'exclusion, les offres doivent être déposées sur le portail des marchés publics (www.pmp.lu), avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Les offres sous forme de papier ne seront pas acceptées.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
14.04.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200820 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Le bureau du SIDEN :
Ali Kaes, président;
Claude Thill, 1^{er} vice-président;
Fernand Mergen, 2^{ème} vice-président;
Henri Rinnen, Membre;
Romain Schroeder, Membre.

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Ponts et Chaussées
Division des travaux neufs

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 18.05.2022
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Les offres sont obligatoirement à remettre via le portail des marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture. Il n'y aura pas de séance d'ouverture publique de la procédure ouverte.

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Nouveau boulevard du Höhenhof – Lot 1

Description succincte du marché :
Les travaux consistent notamment en :
– Des travaux de voirie ;
– Des travaux de réseaux ;
– Des travaux d'ouvrages d'art.

Quantité des travaux :
– Déblais : 7 000 m³ ;
– Concassage matériaux de classe 6-7 en calibre 0/150 : 20 000 m³ ;
– Remblais en concassé de carrière 0/250 et 0/150 : 50 000 m³ ;
– Remblais en concassé 0/150 provenant de l'atelier de concassage sur site : 20 000 m³ ;
– Enrobé bitumineux : 9 350 to ;
– Mur de soutènement en L : 120 m ;
– Réalisation d'une paroi verticale de soutènement en panneaux béton : 1 400 m².
Délai d'exécution des travaux : 190 jours ouvrables
Début prévisible des travaux : début octobre/novembre 2022

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission sont à télécharger à partir du portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Réception des offres :
La remise électronique des offres est obligatoire. Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les dates et heures fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
12.04.2022

La version intégrale de l'avis n° 2200792 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Administration communale de Junglinster

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 16.05.2022 à 10.00 heures

Intitulé :
Travaux de peintures pour la construction des 4 maisons en bande

Description :
Travaux de peintures dans le cadre de construction des 4 maisons en bande à Godbrange

Conditions de participation :
Aucune condition minima de participation à la soumission n'est requise

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
via PMP

Réception des offres :
Dans les bureaux de service technique

Date de publication de l'avis 2200823 sur www.marches-publics.lu :
13.04.2022

Le collège des bourgmestre et échevins:
Romain Reitz, bourgmestre
Bernard Ries, échevin
Raphaël Schmitz, échevin

d'Lëtzebuurger Land

Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983. Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029, N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg Courrier Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Lëtzebuurger Land **Instagram** letzebuurger_land **Impression offset** Mediahuis Luxembourg S.A. **Prix par numéro** 5,00 € **Abonnement annuel** 180,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Comptes en banque** CCPLULL: IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLULL: IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLULL: IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEULL: IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELULL: IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXULL: IBAN LU59 0080 0484 9600 1003

www.land.lu

Figurations nimbées de peinture

Lucien Kayser



Présence et puissance sur fond décoratif

Débarrassons-nous de suite de telles interrogations, voire altercations, déposées avec l'écume des jours dans les temps dominés de façon souvent douteuse par les wokeness, cultural appropriation ou cancel culture. Bien sûr, on se rappelle le constat des Guerrilla Girls, à Venise notamment, en 2005, que les artistes femmes au Metropolitan Museum ne représentent que cinq pour cent pas plus, et en face 85 pour cent des nus sont féminins. Quelques années plus tard, en 2011, 32

des 82 artistes à la biennale furent des femmes. En même temps, il y eut pour la première fois une plus grande participation africaine, avec la venue de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Depuis, dans les deux sens, féministe et mondialiste, la rupture avec le passé est réelle, toutes les manifestations en portant un témoignage fort et salutaire.

On a cela en tête, on l'oublie pour passer à autre chose dans les salles du Mudam, dans la galerie de

portraits, soixante-sept en tout, de taille réduite, ou plus grande, où nous transporte la peintre britannique d'origine ghanéenne Lynette Yiadom-Boakye, avec cette exposition *Fly in League with the Night*. Dans cette étape luxembourgeoise d'une ample rétrospective, mais on fera fi de la chronologie, initiée par la Tate londonienne, passée déjà par Stockholm et Düsseldorf, avant de rentrer à Londres pour rattraper le handicap de la pandémie à son ouverture.

Pas de revendication, pas de geste politique, de quelque sorte que ce soit, chez cette artiste. Si elle ne peint que des personnes noires, c'est juste comme elle dit que c'est sa normalité. Et on en conclura, d'autant plus que c'est exactement ce que révèlent les portraits, d'autant plus peut-être aussi qu'ils figurent des personnages de fiction, une normalité rejointe en quelque sorte par de l'universalité, avec un regard sensible empreint d'une grande empathie. Et puis, autre conclusion à laquelle nous aboutirons, Lynette Yiadom-Boakye semble plus intéressée par la peinture elle-même que par les gens, par les voies qu'elle ouvre, sa potentialité, elle est loin d'avoir fait son temps. Il restera en plus toujours le dialogue avec les maîtres du passé, et Lynette Yiadom-Boakye ne s'en prive pas.

Pour en rester quand même un moment avec les personnes figurées, nous les trouvons dans les situations, les positions les plus diverses, occupées à quelque tâche, au repos, et assez souvent, quand leur regard ne se porte pas sur nous, quelque peu défiant, c'est comme si nous les surprenions en pleine contemplation, dans un moment d'introspection. Quelles soient saisies en plein air, sur une plage au bord de la mer, ou dans un espace intérieur, leurs attitudes ne changent guère ; il est de la sorte une part d'énigme, de mystère, impénétrable, renforcée encore quand il y a présence de quelque animal qu'on estimera volontiers totémique. Vous chercherez en vain une réponse du côté des titres, Lynette Yiadom-Boakye y montre son côté littéraire, elle écrit de la prose, de la poésie, mais la peinture, c'est plus, un langage au-delà des mots.

Ces tableaux de Lynette Yiadom-Boakye, cela commence avec la variété des compositions dans un genre qui pousse plutôt à la répétition. Il y a les portraits où la personne, partie supérieure du corps, nous fait face, un peu figée ; ailleurs, les voici en groupe, prêts à amorcer un mouvement. Lynette Yiadom-Boakye sait découper l'image,

la faire vivre ; et que les personnes soient assises, couchées, allongées, elle nous fait retrouver, reconnaître toutes les positions portées par le canon de cet art du portrait au fil des siècles.

Paradoxalement, il émane de ces portraits, sans aucune visée psychologique, beaucoup d'expression, due, de même que la narration dont ils rayonnent, au traitement de la peinture, des couleurs en premier, du jeu de leurs tonalités, de leur rapport, de l'animation aussi des traits, des coups de pinceau. Et puis il y scintille, brille une lumière, sous-jacente dans telles toiles quasi nocturnes, où les images s'esquissent dans des tons bleus, bruns profonds, on dirait noirs, elle éclate ailleurs, incandescente, un rouge incendiaire ; enfin, mais c'est essentiel, les pupilles, tels vêtements, dans un blanc qui presque nous assaille.

Par les seuls moyens de la peinture, cet art atteint à une puissance rare, jusque dans les parties où il se laisse aller à un penchant décoratif. Elle vient renforcer quelque chose d'envoûtant, plus qu'interrogateur, dans notre face à face avec ces personnages imaginés, nonobstant notre liberté à leur donner vie et existence à notre tour. ●

T Z E E D E E

Putting Minett on the map

Sébastien Cuvelier

L'odds ratio, ou risque relatif rapproché, est une mesure statistique, souvent utilisée en épidémiologie, exprimant le degré de dépendance entre des variables aléatoires qualitatives. C'est également le nom, plutôt original vous en conviendrez, d'un nouveau venu sur la scène rock grand-ducale, un groupe de vétérans actifs jadis dans La Fa Connected, Metro et Tiger Fernandez, qui vient de sortir son premier EP éponyme. Si vous avez suivi quelque peu la scène musicale luxembourgeoise ces deux dernières décennies, vous savez que les références précitées sont de l'ordre de l'indie rock, tendance sud du pays, et Odds Ratio emboîte naturellement le pas. Puisant de son propre aveu son influence dans la scène post-hardcore américaine, le trio (Alain Gouleven, Simone Ramos et David André) convoque des images d'une ère fleurant bon les petits clubs sombres, les fanzines photocopiés, la bière premier prix en canette (en tout cas pour les groupes non *straight edge*), les pochettes de 45 tours faites à la main et une certaine virilité assumée.

Qui dit post-hardcore dit Fugazi, groupe mythique de Washington, D.C. dont le chanteur Ian MacKaye fonda le non moins légendaire label Dischord Records il y a plus de trente ans, autour d'une esthétique musicale et d'un courant de pensée devenus intemporels. Aucun groupe du genre ne peut éviter la comparaison, et on retrouve des éléments distinctifs de ce son (au spectre plus large qu'on ne pourrait le penser de prime abord) dans les compositions d'Odds Ratio, notamment les lignes de basse très rondes, presque dub par moments, et les guitares, aussi incisives qu'omniprésentes, doublées voire triplées.

Mais l'esthétique d'Odds Ratio ne s'arrête pas au post-hardcore. Le disque possède également une certaine immédiateté, se manifestant par un sens de la mélodie évident (notamment sur *Faster*, morceau d'ouverture évoquant Sonic Youth période *Daydream Nation*,

ou l'über-catchy *My Boy*, à la basse bondissante et aux guitares power pop très directes). D'ailleurs, si la sonorité générale reste punk, l'énergie tend par moments vers un côté pop typique de la scène West Coast (la bio du groupe cite Hot Snakes, et il est vrai que les allusions au groupe de San Diego sont fondées, notamment le son tranchant des guitares), et lorgne par d'autres moments sur des structures beaucoup plus sombres et intenses assimilables au post-punk (surtout sur le très réussi *Berlin*, incontestablement le morceau le plus original, clôturant le disque). Le chant de Simone Ramos est un autre aspect convaincant tout au long de ces cinq titres, avec un bel équilibre entre puissance et sensibilité, et on ne peut s'empêcher d'entendre des bribes de Cedric Bixler-Zavala (At The Drive-In) dans la voix.

Cet EP est cohérent, compact, tendu, bien produit, les guitares sont *clean*, peut-être même un poil trop par comparaison aux influences DIY précitées. Les mélodies rentrent facilement en tête dès les premières écoutes, les constructions sont claires, créées, portées par une section rythmique costauda. Les structures des morceaux sont parfois un peu simplistes, avec un pattern fait d'alternances couplets calmes / refrains enlevés qu'on retrouve quelques fois, une recette qui fonctionne plus ou moins bien selon les titres. Si le tempo plus ralenti de *You Give Me Fever* semble moins immédiat dans un premier temps, il débouche sur un refrain encore une fois assuré et démonstratif fleurant bon le punk en short au bord de l'océan Pacifique.

Bref, peu ou prou certains détails certainement subjectifs (on est moins convaincu par le lancinant *Sweetheart*, en tout cas dans une sélection de cinq titres), c'est un disque réussi et prometteur. Mais quid de ce qu'on n'entend pas, des expérimentations ou originalités absentes ? À l'ère des crossovers, des mélanges en tous genres, des collaborations, quelle est la valeur ajoutée d'un disque incontestablement très bien fait, mais relativement rivé quelque part dans l'histoire ? La question devient dès lors plus philosophique que musicale : rester dans les codes établis ou créer sa propre voie ? Sur ce premier EP, Odds Ratio démontre qu'il connaît, respecte et reste relativement fidèle à un courant musical codifié et estimé. Y a-t-il dans cette matière de l'espace pour un petit twist, peut-être dans les morceaux à venir, ou en live ? On devrait à n'en point douter retrouver le combo sur les scènes locales dans un futur proche afin de vérifier, avec plaisir, une bière à la main. ●



Un nouveau combo qu'on a hâte de découvrir sur scène

En solo au resto

France Clarinval

Manger seul a longtemps été l’apanage des représentants de commerce (à une époque où on les appelait encore des VRP, pour voyageur-représentant-placier). Les hôtels de province proposaient même des menus spéciaux pour ces hommes (ce n’étaient que des hommes) qui vivaient de leurs commissions et faisaient attention à la dépense. C’est aujourd’hui une pratique bien plus répandue. Parfois par contrainte, à cause de déplacements professionnels ou simplement parce qu’on n’a personne avec qui partager ce moment. Mais parfois par choix, pour le plaisir de se retrouver seul avec soi-même, de décider du resto et du menu qui nous plaisent. Mais celui qui mange en solitaire provoque encore mépris ou envie dans une société qui porte haut la notion de convivialité et fait du repas le décor officiel de celle-ci. « Aller au restaurant n’est pas seulement une façon de s’alimenter d’un point de vue biologique, mais c’est aussi de restaurer l’être social que l’individu vivant en société est censé être », note Estelle Masson, psychosociologue de l’alimentation (*Manger : Français, Européens et Américains face à l’alimentation*, Odile Jacob). Y aller seul, c’est montrer à ses congénères en pleine lumière que vous êtes seul alors qu’ils sont en couple ou en groupe.

S’attabler seul relève donc de la transgression sociale ici. Mais cette pratique n’a pas le même cours dans les différentes cultures. Au Japon, par exemple, manger seul au comptoir n’est pas du tout stigmatisé. *Le*

Gourmet solitaire de Jirô Taniguchi (un roman graphique paru chez Casterman en 1994) est là pour nous le rappeler. Le comptoir ou le bar sont d’ailleurs parfaitement adaptés pour cette pratique. Il permet un lien plus direct avec ceux qui travaillent : Barmen, écaillers, serveurs et parfois cuisiniers officient sous nos yeux et offrent une distraction, si pas une conversation et pourquoi pas des conseils sur la ville où l’on se trouve en déplacement.

Les cultures anglo-saxonnes acceptent également plus facilement les dîneurs solitaires. Le *Waitrose Food and Drink Report* britannique confirme que huit personnes sur dix pensent que manger seul en public est plus acceptable socialement qu’il y a cinq ans, avec près d’un tiers des Britanniques l’ayant fait au cours du dernier mois. Le service de réservation en ligne *Bookatable* souligne que les réservations de tables individuelles ont augmenté de quarante pour cent depuis 2015. Le phénomène est plus marqué dans les métropoles où vivent plus de célibataires et de jeunes. La montée en puissance de ce compagnon numérique qu’est le smartphone rend aussi l’expérience moins marquée. Dans nos contrées, les choses évoluent aussi. Ainsi, le très en vue guide français *Fooding*, a ajouté un pictogramme « manger seul » à sa liste de critères.

Les fondus de gastronomie, critiques professionnels, bloggeurs amateurs ou simples passionnés sont plus

enclins à manger seuls. Ils n’ont pas forcément la compagnie aussi affûtée qu’eux pour manger souvent au restaurant et peuvent ainsi mieux savourer leur repas. La solitude permet de décupler l’observation et les sensations. Mais une sortie seule au restaurant se

prépare, se soigne, il faut y aller en pleine conscience. On peut s’armer d’un livre ou d’un journal, dans la lecture duquel on fera semblant de s’absorber pour ne pas perdre une miette de la petite comédie humaine qui se joue entre tables et serviettes : les couples qui ne se parlent plus, ceux qui s’engueulent, les relations de travail qui veulent en mettre plein la vue, les premiers rendez-vous, les familles qui se recomposent et

le ballet des assiettes, la hiérarchie du personnel, les heurts et malheurs du service…

Autre conseil de pro : se présenter au tout début du service. À cette heure-là, on ne va pas vous refuser une table en espérant la vendre à deux personnes et il y aura plus de choix pour être bien placé, ni contre la porte des toilettes, ni face à un mur. Si on n’assume pas, on peut toujours réserver pour deux, faire semblant d’attendre l’autre, prendre une mine contrariée en regardant son téléphone et… commander pour une personne. De plus en plus de restaurateurs font des efforts pour offrir une bonne table au client seul afin qu’il profite à la fois d’une belle vue sur la rue ou sur l’environnement et du spectacle du service. S’il était impie d’occuper seul une table pour deux, les restaurants y voyant un manque à gagner au point de vue économique, aujourd’hui, les dîneurs solitaires sont mieux appréciés. Les personnes seules interagissent davantage avec le personnel et posent plus de questions, ce qui donne au restaurant des chances de s’améliorer. D’autant que vous êtes susceptible de revenir avec des amis si l’on s’occupe bien de vous en solo. En outre, les personnes seules libèrent généralement leurs sièges plus rapidement que les groupes ou les couples, nous fait remarquer un restaurateur. Il constate aussi que les solitaires hésitent moins à prendre un deuxième verre de vin ou un dessert car il ne se sentent pas jugés par leurs pairs.

Grailler en solitaire est une expérience paradoxale, celle de l’intimité, tout en faisant partie du collectif. C’est exprimer son altérité, sa singularité en osant se faire (si pas se donner) plaisir, rien qu’à soi. L’esprit affûté vers l’environnement, les sens éveillés vers l’assiette, c’est un temps qu’on se réserve pour soi. ●

Stil

L’ E N D R O I T



Scott’s

Is Scott’s going to be the most exciting restaurant in Luxembourg? Let’s be clear. We are not talking about the proximity of the good season, the liters of beer and shots of Jägermeister to be enjoyed under the sun, the God-blessed location of the terrace (if we exclude the flooding of last year...). There was a time Scott’s was serving crisps in a bag and frozen pizzas,

margherita or salami. End of 2019, the change. The first floor became a test kitchen, shelves started filling with fermentations and pickles jars, a Texan smoker contributed to “steal” square feet to the already small walking space... ideas started to be generated. Fast forward to April 2022. A pandemic, a food truck, and a flooding later, Scott’s reopens the doors of the kitchen with a new head chef, Orlando Riberio – former Amass (Copenhagen) – to continue the work started by Hugo Amendola, a Jospier barbecue (top in class) to replace the smoker, and a cuisine that reminds of the contemporaneity of the young Parisian bistrotts of the 11eme, the metropolitan mindset of the Shoreditch establishments and the approach to resources of the Nordic restaurants. Let’s get concrete. The beef tartare is cut by hand. The spicy note, usually provided by the mustard, is here replaced by a horseradish

cream and pickled onions. The salt is mixed with juniper berries to provide a woody taste. On top, a bunch of crunchy green peas, dill, and leek’s tops oil (no waste philosophy, here we come). If meat is not your cup of tea, heritage beetroots (photo : gf) are served with a smoked egg yolk cream and a foam of hibiscus tea, while leeks are barbecued and enriched by a burnt cream, pecorino cheese and hazelnuts. gf

L E S E R V I C E

Easycooking

Pas envie de cuisiner ? Pas d’idée pour le menu ? Des ingrédients difficiles à trouver ? L’offre développée par le traiteur Paul Eischen est censée répondre à toutes ces demandes. L’idée est de commander en ligne

(24 heures à l’avance) des plats préparés (froids ou à réchauffer), des aliments prêts à être cuisinés, des aides culinaires (fonds de sauces) voire des ingrédients bruts qui seront livrés dans les conditions optimales de maintien de la fraîcheur. Le site regroupe les articles d’une poissonnerie, d’une boucherie, d’une épicerie, d’une pâtisserie et d’un traiteur que l’on peut sélectionner par de multiples filtres plutôt astucieux : par ingrédient de base, en fonction des allergènes ou par degrés de difficulté de recette (depuis « fainéant » à « chef à la maison » en passant



par « bricoleur »). En tout, plus de 500 recettes et produits sont proposés. Depuis quelques jours, une nouvelle sélection a fait son apparition sur le site : les recettes proposées par Ô2 Continents qui met en valeur des cheffes et des chefs originaires de différents pays africains à travers des recettes et des produits traditionnels revus pour plaire aux palais occidentaux (lire d’*Land* 19.11.2021). On peut ainsi concocter un menu avec, par exemple, une salade fraîcheur au blanc de poulet et manioc avec sa vinaigrette aux épices, proposée par la cheffe Nathalie Brigaud Ngoum, auteure de livre de cuisine, originaire du Cameroun (photo). Les gambas à la mozambicaine suivant la recette du chef Ahamada Binali, venu des îles Comores et les perles de tapioca au lait de coco réalisées par la cheffe Fatoumata Miete, cheffe pâtissière, née en Côte d’Ivoire, poursuivraient bien le repas. fc

L’ É V É N E M E N T

L’Original

On croit que Namur est une petite ville de province légèrement ensommeillée. Eh bien on se trompe. La capitale de la Wallonie qui compte presque autant d’habitants que Luxembourg-Ville, connaît un regain de dynamisme avec quelques restos bien dans l’air du temps (Demain à main, VINO ou Les Potes au feu), mais aussi avec une institution en matière de sneakers, L’Original. Depuis une dizaine d’années, la très dynamique boutique a lancé une série impressionnante de collaborations et éditions limitées avec plusieurs grandes marques telles que Ruff Cycle ou le photographe Paps Touré (photo de la marque). Frank, le patron, est un activiste de la scène hip-hop depuis plus de



vingt ans et cherche les moyens les plus créatifs d’insuffler sa passion lors d’événements, en invitant des djs et danseurs. Pendant trois semaines, ce beau monde se déplace à Luxembourg pour un pop-up store au cœur du restaurant Come à la maison à partir du 19 avril. On y trouvera les paires en vogue ainsi que des vélos signés Ruff Cycle x L’Original. La date à retenir, c’est le vendredi 22 avril à partir de 19h pour la soirée de lancement où on nous promet bien des surprises. fc

